

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

Barclays Bank Ireland PLC

Société de droit irlandais

Siège social : One Molesworth Street, Dublin 2, Irlande, D02 RF29

Immatriculation en Irlande sous le N° 396330

Succursale en France : **Barclays Bank Ireland PLC**

Siège : 34/36 Avenue De Friedland 75008 PARIS

842 837 080 R.C.S. PARIS

COMPTES ANNUELS au 31 décembre 2023**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES INDEPENDANT A L'ATTENTION DU MEMBRE DE BARCLAYS BANK IRELAND PLC****Opinion**

Nous avons procédé à l'audit des états financiers de Barclays Bank Ireland PLC (« la Société » et de ses entreprises consolidées (« le Groupe ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 figurant aux pages 144 à 212 du paquet de rapports bbi-2023-12-31-en.zip, qui comprend le compte de résultat consolidé et celui de la société, l'état du résultat global consolidé et celui de la société, le bilan consolidé et celui de la société, l'état consolidé des variations des capitaux propres et celui de la société, le tableau des flux de trésorerie consolidés et celui de la société ainsi que les notes y afférentes, y compris les principales méthodes comptables présentées à la note 1.4. Certaines informations à fournir ont été présentées dans l'analyse des risques du Rapport annuel au lieu de l'annexe aux états financiers. Celles-ci sont intégrées aux états financiers par renvoi et sont identifiées comme auditées.

Le cadre d'information financière appliqué pour la préparation est le droit irlandais qui, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, comprend notamment le Règlement délégué 2019/815 de la Commission concernant le format électronique unique de déclaration (ESEF) et les normes internationales d'information financière (IFRS) adoptées par l'Union européenne et, en ce qui concerne les états financiers de la société, est appliqué conformément aux dispositions de la Loi sur les sociétés de 2014.

Selon nous :

- les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Groupe et de la Société au 31 décembre 2023 ainsi que du résultat de l'exercice du Groupe et de la Société clos à cette date ;
- les états financiers du Groupe ont été correctement préparés conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne ;
- les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux IFRS adoptées par l'Union européenne, telles qu'appliquées conformément à la Loi sur les sociétés de 2014 ; et
- les états financiers du Groupe et de la Société ont été correctement préparés conformément aux exigences de la Loi sur les sociétés de 2014 et, en ce qui concerne les états financiers du Groupe, à l'article 4 du règlement IAS.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (Irlande) (« ISA (Irlande) ») et à la législation en vigueur. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont décrites plus en détail à la section Responsabilités du commissaire aux comptes de notre rapport. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et adéquats pour fonder notre opinion. Notre opinion d'audit est conforme à notre rapport au Comité d'Audit du Conseil d'administration.

Nous avons été désignés commissaires aux comptes par les administrateurs le 24 avril 2017. La période d'engagement totale sans interruption porte sur les sept exercices financiers clos le 31 décembre 2023. Nous nous sommes acquittés de nos responsabilités déontologiques en vertu des exigences de conduite éthique en Irlande et demeurons indépendants du Groupe conformément à ces exigences, y compris la norme éthique émise par l'Irish Auditing and Accounting Supervisory Authority (« IAASA »), telle qu'elle s'applique aux entités d'intérêt public. Aucun service interdit au sens de cette norme, en dehors de cette norme, n'a été fourni.

Conclusions relatives à la continuité de l'exploitation

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs de la méthode comptable fondée sur le principe de la continuité de l'exploitation pour la préparation des états financiers était adéquate. Notre évaluation de l'appréciation par les administrateurs de la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre l'application de la convention comptable de continuité de l'exploitation s'est appuyée sur les éléments suivants :

• nous avons mis à profit les informations dont nous disposons sur le Groupe et la Société et notre connaissance du secteur des services financiers et de l'environnement économique général pour identifier les risques inhérents au modèle économique et analyser la manière dont ces risques pouvaient affecter les ressources financières du Groupe et de la Société ou sa capacité à poursuivre ses activités pendant la période de continuité de l'exploitation. Les risques que nous avons jugés les plus susceptibles d'affecter négativement les ressources financières disponibles du Groupe et de la Société sur cette période sont les suivants :

- o la disponibilité du financement et des liquidités en cas de scénario de stress à l'échelle du marché ; et
- o l'impact du ralentissement économique sur les exigences de fonds propres réglementaires.

• Nous avons également examiné si ces risques pouvaient affecter de manière tangible la disponibilité des ressources financières pendant la période de continuité de l'exploitation en comparant les scénarios baissiers graves, mais plausibles, susceptibles de résulter de ces risques individuels et collectifs par rapport au niveau de ressources financières disponibles indiqué par les prévisions financières du Groupe et de la Société.

Sur la base des travaux que nous avons réalisés, nous n'avons pas identifié d'incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles, individuellement ou collectivement, de mettre en doute de manière significative la capacité de la Société ou du Groupe à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation d'émission des états financiers.

Nous avons constaté que les hypothèses associées à l'utilisation de la méthode comptable de la continuité de l'exploitation, présentées dans la note 1.3, étaient raisonnables. Nos responsabilités et les responsabilités des administrateurs en matière de continuité de l'exploitation sont décrites dans les sections pertinentes du présent rapport.

Détecter les irrégularités, y compris la fraude

Nous avons identifié les domaines législatifs et réglementaires dont on pouvait raisonnablement s'attendre à ce qu'ils aient un effet significatif sur les états financiers et les risques d'anomalies significatives provenant de fraudes en nous appuyant sur notre connaissance du secteur d'activité de l'entité, de l'environnement réglementaire et d'autres facteurs externes et en nous renseignant auprès des administrateurs. En outre, nous avons accompli les démarches suivantes d'évaluation des risques :

- nous avons posé des questions au Comité d'audit du Conseil d'administration et à la Direction générale au sujet des politiques et procédures du Groupe en matière de conformité aux lois et réglementations et de l'identification, l'évaluation et la reddition de comptes sur les litiges et réclamations ainsi que sur leur connaissance de cas de non-conformité ou de litiges ou réclamations ;
- nous avons posé des questions au Comité d'Audit du Conseil d'Administration, à l'Audit interne et à la Direction générale au sujet de la documentation relative aux politiques et procédures générales du Groupe visant à prévenir et à détecter la fraude et avons inspecté la documentation, notamment celle de la fonction d'Audit interne. Nous leur avons posé des questions sur la procédure de « langage d'alerte » du Groupe et leur avons demandé s'ils avaient eu connaissance d'une fraude avérée, suspectée ou présumée ;
- nous avons demandé au Comité d'audit du Conseil d'administration quelle était son évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives en raison d'irrégularités, y compris de fraudes ;
- nous avons inspecté les échanges importants du Groupe avec les autorités de réglementation ainsi que la correspondance juridique ;
- nous avons lu les procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration, du Comité d'audit du Conseil d'administration et des autres comités du Conseil d'administration ; et
- nous avons mis en œuvre des procédures analytiques de planification pour identifier toute relation habituelle ou inattendue.

Nous avons évoqué les lois et réglementations identifiées, les facteurs de risque de fraude et la nécessité de rester vigilants au sein de l'équipe d'audit. L'équipe d'audit du Groupe a notamment communiqué aux équipes d'audit des Composants les lois et réglementations applicables et tout risque de fraude identifié au niveau du Groupe, et demandé aux équipes d'audit des Composants de signaler à l'équipe d'audit du Groupe tout cas de fraude susceptible de donner lieu à une anomalie significative au niveau du Groupe.

Premièrement, le Groupe est soumis à des lois et réglementations qui affectent directement les états financiers, y compris la législation sur les sociétés, la législation sur l'information financière et la législation fiscale. Nous avons apprécié le degré de conformité à ces lois et réglementations dans le cadre de nos procédures sur les éléments des états financiers y afférents, notamment en évaluant les informations fournies dans les états financiers et en sollicitant, le cas échéant, des justificatifs.

D'autre part, le Groupe est soumis à de nombreux autres lois et règlements dont le non-respect pourrait avoir une incidence significative sur les montants ou informations figurant dans les états financiers, par exemple en cas d'amende, de litige ou de perte de l'agrément du Groupe. Nous avons identifié les domaines suivants comme étant les plus susceptibles d'avoir une telle incidence : les aspects spécifiques des fonds propres et réserves de liquidités réglementaires, les autres lois et réglementations bancaires, les règles de conduite des clients, le blanchiment d'argent, les listes de sanctions et la criminalité financière, les réglementations relatives aux abus de marché et certains aspects de la législation des sociétés reconnaissant le caractère financier et réglementé des activités du Groupe.

Les normes d'audit réservent les procédures d'audit requises pour identifier le non-respect de ces lois et règlements non-directs aux enquêtes du Comité d'audit du Conseil et aux hauts dirigeants et à l'inspection de la correspondance réglementaire et juridique, le cas échéant. Au fil de ces procédures, nous avons identifié une non-conformité avérée ou suspectée et avons évalué leurs effets sur les postes des états financiers concernés.

La non-conformité avérée ou présumée identifiée n'était pas suffisamment significative pour notre audit pour que notre réponse soit identifiée comme un point clé de l'audit.

Nous avons évalué les événements ou situations qui pourraient indiquer une incitation ou une pression à commettre une fraude ou offrir une opportunité de commettre une fraude. Conformément aux normes d'audit, nous avons mis en œuvre des procédures pour faire face au risque de contournement des contrôles par la direction. Nous avons identifié des risques de fraude concernant les provisions pour dépréciation du Groupe sur les prêts et avances au coût amorti, y compris les éléments hors bilan (en particulier les ajustements qualitatifs significatifs et l'identification des prêts de gros de stade 3), l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur (en particulier les paramètres de valorisation non observables dans les instruments de juste valeur de niveau 3) et l'existence et l'exactitude de dérivés bilatéraux de gré à gré non confirmés.

De plus amples renseignements concernant les provisions pour dépréciation sur les prêts et avances au coût amorti, y compris les éléments hors bilan (ajustements qualitatifs significatifs) et l'évaluation des instruments financiers détenus à la juste valeur (données de prix non observables dans les instruments de juste valeur de niveau 3) sont présentés dans les informations sur les points clés de l'audit du présent rapport.

En réponse aux risques de fraude, nous avons également mis en œuvre des procédures comprenant :

- l'identification des écritures comptables et autres ajustements à tester pour tous les composants du périmètre sur la base de critères de risque et la comparaison des écritures identifiées avec les pièces justificatives ;
- l'évaluation de l'objet commercial des opérations inhabituelles significatives ;
- l'évaluation des estimations comptables significatives en vue de détecter les biais ; et
- l'appréciation des informations fournies dans les comptes annuels.

Dans la mesure où la Société est réglementée, notre évaluation des risques implique de prendre connaissance du cadre juridique et réglementaire dans lequel la Société opère et de prendre connaissance de l'environnement de contrôle, y compris des procédures mises en œuvre par l'entité pour se conformer aux exigences réglementaires.

En raison des limites inhérentes à l'audit, il existe un risque inévitable que nous n'ayons pas détecté certaines anomalies significatives dans les états financiers, même si nous avons correctement planifié et réalisé notre audit conformément aux normes d'audit. Par exemple, plus le lien entre le non-respect des lois et règlements (irrégularités) et les transactions reflétées dans les états financiers est ténu, moins les procédures intrinsèquement limitées requises par les normes d'audit sont capables de l'identifier.

Questions d’audit clés : notre évaluation des risques d’anomalies significatives

Les questions d'audit clés sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, se sont avérées les plus importantes dans le cadre de notre audit des états financiers et comprennent les risques d'anomalies significatives considérés comme les plus importants (que ces anomalies proviennent ou non de fraudes) identifiés par nous, y compris ceux qui ont le plus d'effet sur : la stratégie d'audit globale, l'affectation des ressources à l'audit et l'orientation des efforts de l'équipe de mission. Ces questions, qui ont été abordées dans le contexte de notre audit des états financiers dans leur ensemble, nous ont permis de nous faire une opinion sur ces comptes, et nous n'exprimons pas d'opinion distincte à ce sujet.

Au cours de l'exercice précédent, nous avons identifié un point d'audit clé concernant les revenus liés aux prix de transfert inclus dans les revenus nets d'honoraires et de commissions (commissions de service des filiales) à la suite de la mise en œuvre de la nouvelle méthodologie de prix de transfert des commissions de la plateforme, que nous continuons d'appliquer pour l'exercice en cours. Toutefois, étant donné qu'il n'y a pas eu de changements significatifs dans les méthodologies et modèles de prix de transfert au cours de l'exercice en cours, nous n'avons pas considéré que ce risque faisait partie des risques les plus importants lors de notre audit de l'année en cours et, par conséquent, il nous ne l'avons pas évoqué séparément dans notre rapport de cette année.

Pour parvenir à notre opinion d'audit ci-dessus, les questions d'audit clés, par ordre décroissant d'importance dans le cadre l'audit, étaient les suivantes :

La question d’audit clé		La manière dont la question a été traitée dans notre audit
Provisions pour dépréciation sur prêts et avances au coût amorti, y compris éléments de hors bilan	Estimation subjective	Nos procédures d’audit comprenaient les points suivants :
31 décembre 2023 : 481 M€	L’estimation des pertes de crédit attendues (« PCA ») sur les instruments financiers implique l’utilisation d’hypothèses et d’estimations complexes. Les principaux domaines dans lesquels la direction, selon nous, a dû exercer un niveau d’appréciation important et, par conséquent, ceux sur lesquels notre audit s’est particulièrement concentré dans le cadre	Evaluation des risques :
31 décembre 2022 : 587 M€		Nous avons mis en œuvre des procédures détaillées d’évaluation des risques sur l’ensemble des prêts et avances au coût amorti, y compris les éléments hors bilan, dans les états financiers du Groupe. Dans le
Veuillez consulter la note 8 (politique comptable) et l’analyse des risques		

<p>aux pages 67 à 113 (informations financières)</p>	<p>de l'estimation des PCA par le Groupe sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Estimations des modèles ; • Caractère adéquat des scénarios économiques ; et • Ajustements qualitatifs significatifs. <p>Estimations des modèles</p> <p>La modélisation et les hypothèses discrétionnaires sont inhérentes à l'estimation des PCA, ce qui implique la détermination de probabilités de défaut (« PD »), des pertes en cas de défaut (« PCD ») et des expositions en cas de défaut (« ECD »). Les PCA peuvent s'avérer inadéquates si certains modèles ou hypothèses sous-jacents ne sont pas en mesure de prévoir avec précision les défauts ou recouvrements au fil du temps, ne correspondent pas à l'expérience du secteur ou ne reflètent pas le risque de crédit des actifs financiers. Par conséquent, certains modèles et hypothèses des modèles IFRS 9 constituent les principaux facteurs de complexité et d'incertitude dans le calcul des estimations des PCA par le Groupe.</p> <p>Scénarios économiques</p> <p>Les scénarios économiques ont un impact direct sur la part des crédits au stade 2 et les PCA qui en découlent. Les scénarios économiques et les pondérations qui leur sont appliquées reposent sur un haut niveau d'estimation de la direction, ce qui s'explique en particulier par l'environnement économique toujours incertain.</p>	<p>cadre de ces procédures d'évaluation des risques, nous avons identifié les portefeuilles présentant un risque d'anomalies significatives, y compris ceux résultant d'appréciations significatives sur l'estimation des PCA, que ce soit en raison des intrants, des méthodes ou des hypothèses.</p> <p>Les tests de contrôle :</p> <p>Nous avons effectué des examens de bout en bout pour identifier les principaux systèmes, applications et contrôles utilisés dans les processus PCA. Nous avons testé les contrôles manuels, les contrôles informatiques généraux et les contrôles applicatifs pertinents sur les principaux systèmes utilisés dans le processus PCA.</p> <p>Les principaux aspects de nos tests de contrôle consistaient à évaluer la conception et la mise en œuvre et à tester l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'exhaustivité et l'exactitude des principaux intrants des modèles de dépréciation IFRS 9 ; • l'application des critères de répartition entre les stades ; • la validation, la mise en œuvre et le suivi des modèles ; • l'autorisation et le calcul des ajustements post-modèle et des management overlays ; • la sélection et la mise en œuvre des variables économiques et les contrôles sur la sélection et les probabilités des scénarios économiques ; et • le calcul, l'examen et l'approbation des dépréciations évaluées individuellement. <p>Nos tests de modèles de risque financier :</p> <p>Nous avons fait appel à nos propres spécialistes de la modélisation des risques financiers dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluation des méthodologies de dépréciation IFRS 9 du Groupe ; • inspection du code du modèle, le calcul de certains composants du modèle PCA afin d'évaluer sa cohérence avec la méthodologie de modèle du Groupe ; • l'évaluation d'une sélection de modèles modifiés ou mis à jour au cours de l'année afin de déterminer si les changements (y compris le code du modèle mis à jour) étaient adéquats en évaluant la méthodologie mise à jour du modèle par rapport à la norme comptable applicable ;
--	--	---

	<p>Ajustements qualitatifs significatifs</p> <p>Les ajustements qualitatifs aux résultats PCA basés sur le modèle sont proposés par la direction afin de remédier aux limites connues du modèle de dépréciation ou de tenir compte des tendances émergentes ainsi que des risques non pris en compte par les modèles. Les ajustements post-modèle (APM), y compris ceux inclus au titre du portefeuille destiné à être cédé, représentent environ 10,6 % nets des PCA. Ces ajustements sont par nature incertains et la direction a dû exercer un niveau d'appréciation important pour estimer certains APM et overlays de gestion.</p> <p>Ces questions ont pour effet que, dans le cadre de notre évaluation des risques, nous avons déterminé que la dépréciation des prêts et avances aux clients, y compris des éléments hors bilan, présentait un degré élevé d'incertitude d'estimation, avec un éventail potentiel de résultats raisonnables supérieur à nos niveaux de matérialité pour l'ensemble des états financiers.</p> <p>Qualité de l'information</p> <p>Les informations relatives à l'application par le Groupe de la norme IFRS 9 sont essentielles pour expliquer les principaux domaines d'appréciation et paramètres significatifs des résultats des PCA IFRS 9.</p> <p>Nous avons déterminé que ce point était une question d'audit clé pour les raisons exposées ci-dessus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • la réalisation d'un nouveau calcul de certains ajustements du modèle afin d'apprécier leur cohérence avec les méthodologies d'ajustement qualitatif ; • l'évaluation et la réalisation, pour une sélection de modèles, d'une nouvelle évaluation du caractère raisonnable des prédictions du modèle en les comparant aux résultats réels et en évaluant les différences qui en découlent ; • l'évaluation des résultats du modèle pour une sélection de modèles en inspectant la fonctionnalité du modèle correspondant et en mettant en œuvre le modèle de manière indépendante en reconstruisant son code et en comparant nos résultats indépendants avec les résultats de la direction ; et • la vérification indépendante des calculs d'une série d'hypothèses de modèles en utilisant des données plus récentes pour certains portefeuilles. Cela nous a permis d'élaborer une fourchette pour les PCA qui est comparée à l'estimation de points de la direction. <p>Scénarios économiques : Nous avons sollicité nos propres spécialistes économiques pour nous aider à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • évaluer le caractère raisonnable de la méthodologie et des modèles du Groupe afin de déterminer les scénarios économiques retenus et les pondérations de probabilité qui leur sont appliquées ; • procéder à un nouveau calcul des pondérations de probabilité appliquées aux scénarios économiques et obtenir une estimation indépendante des pondérations des scénarios à l'aide de la variable du PIB de l'UE ; • évaluer les variables économiques clés, ce qui nécessitait de comparer des variables économiques clés à des sources externes ; • évaluer le caractère raisonnable global des prévisions économiques en comparant les prévisions du Groupe au consensus du marché, le cas échéant, ou à nos propres prévisions modélisées ; et • évaluer le caractère raisonnable des ajustements qualitatifs du Groupe en remettant en cause les principales hypothèses économiques appliquées dans les calculs en utilisant des sources externes. <p>Tests de détail : Les autres aspects importants de nos tests substantiels, en plus de ceux énoncés ci-dessus, ont concerné :</p>
--	---	--

<p>Valorisation des instruments financiers détenus à la juste valeur - paramètres de valorisation non observables et complexes</p> <p><i>Instruments de niveau 2* :</i> 31 décembre 2023 : 66 784 M€ d'actifs ; 66 659 M€ de passifs</p> <p>31 décembre 2022 : 63 941 M€ d'actifs ; 58 335 M€ de passifs</p>	<p>Valorisation subjective</p> <p>La juste valeur des instruments financiers du Groupe est déterminée par l'application de techniques de valorisation qui peuvent obliger la direction à exercer un niveau d'appréciation important en ce qui concerne le choix des méthodes et modèles de valorisation, les paramètres de valorisation et les ajustements de prix post-modèle, y compris les ajustements de juste valeur (FVA) et les ajustements de crédit et de financement (conjointement dénommés XVA).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • les tests d'échantillons sur les principales données de calcul des PCA pour étayer la documentation et les données de marché, le cas échéant ; • la sélection d'un échantillon d'ajustements postérieurs au modèle, compte tenu de la taille et de la complexité des management overlays, afin d'évaluer le caractère raisonnable des ajustements aux résultats des modèles en remettant en question les hypothèses qui les sous-tendent, en inspectant la méthodologie de calcul et en retraçant un échantillon des données utilisées vers la documentation source ; et • l'évaluation de l'exhaustivité des APM identifiés sur la base de nos connaissances acquises dans le cadre d'autres procédures d'évaluation des risques et d'audit substantiel ; et • la sélection d'un échantillon de vérifications de crédit afin d'évaluer le caractère raisonnable des notations de risque des clients en remettant en question les principales appréciations et en examinant les preuves contradictoires qui tendent à les infirmer. <p>Evaluation de la transparence : Nous avons vérifié si les informations déclarées fournissaient des renseignements adéquats et étaient propres à résoudre l'incertitude affectant la détermination des PCA. Dans ce cadre, nous avons évalué les informations relatives à l'analyse de sensibilité. En outre, nous avons évalué si la divulgation des principales appréciations et hypothèses était suffisamment claire.</p> <p>Nos résultats :</p> <p>Nous avons constaté que les principales appréciations utilisées par la direction pour déterminer la charge de PCA, la provision comptabilisée et les informations y afférentes, l'application des PMA et l'utilisation de scénarios économiques étaient raisonnables.</p> <p>Nos procédures incluaient :</p> <p>Evaluation des risques : Nous avons mis en œuvre des procédures d'évaluation des risques granulaires et détaillées sur l'ensemble des soldes des états financiers du Groupe au cours de la période d'audit (c'est-à-dire tous les instruments financiers détenus par le Groupe et la Société mère à la juste valeur). Dans le cadre de ces procédures d'évaluation des risques, nous avons identifié les portefeuilles et intrants de valorisation associés qui présentent un risque</p>
--	---	---

<p><i>Instruments de niveau 3 :</i> 31 décembre 2023 : 712 M€ d'actifs ; 202 M€ de passifs</p> <p>31 décembre 2022 : 893 M€ d'actifs ; 478 M€ de passifs</p> <p><i>*La question d'audit clé identifiée porte sur un portefeuille de produits dérivés au sein de ce solde et sur certains ajustements de crédit et de financement apportés aux valorisations des dérivés, que nous avons jugés plus difficiles à valoriser.</i></p> <p>Veuillez consulter la note 15 (politique comptable et informations financières)</p>	<p>Lorsque des intrants de prix importants ne sont pas observables, la direction dispose d'une quantité limitée de données de marché fiables et pertinentes pour déterminer la juste valeur et, par conséquent, l'incertitude d'estimation peut s'avérer élevée. Ces instruments financiers sont classés en niveau 3, la direction ayant mis en place des contrôles sur la frontière entre les positions de niveau 2 et les positions de niveau 3. Notre risque d'audit significatif pour les portefeuilles de niveau 3 est donc principalement dû à ces résultats non observables.</p> <p>En outre, les portefeuilles de niveau 2 peuvent présenter une certaine complexité en termes de valorisation, notamment lorsque les techniques de modélisation de la valorisation entraînent des limites importantes ou lorsqu'il existe une incertitude accrue quant au choix d'une méthode de valorisation adéquate. Par conséquent, plusieurs méthodes de valorisation pourraient être utilisées pour ce produit sur l'ensemble du marché.</p> <p>Ces questions ont pour effet que, dans le cadre de notre évaluation des risques, nous avons déterminé que l'estimation subjective de la juste valeur de certains portefeuilles et notamment des portefeuilles de niveau 2 difficiles à évaluer présentait un degré élevé d'incertitude d'estimation, avec un éventail potentiel de résultats raisonnables supérieur à nos niveaux de matérialité pour l'ensemble des états financiers. Les états financiers (note 15) présentent le niveau de sensibilité estimé par le Groupe.</p> <p>Qualité de l'information</p> <p>Pour les portefeuilles de niveau 3, les informations sont essentielles pour expliquer les techniques de valorisation, les principales appréciations, les hypothèses et les intrants importants.</p> <p>Nous considérons ce point comme une question d'audit clé pour les raisons exposées ci-dessus.</p>	<p>d'anomalies significatives, y compris celles résultant d'appréciations significatives sur la valorisation, soit en raison d'intrants non observables, soit en raison de modèles complexes.</p> <p>Les tests de contrôle : Ayant assisté aux réunions du comité de valorisation de la direction tout au long de l'année, nous avons observé des discussions et des questions sur les thèmes relatifs à la valorisation, y compris les éléments liés à la valorisation de certains instruments financiers difficiles à valoriser et enregistrés à la juste valeur. Nous avons obtenu des informations utiles et évalué et testé l'efficacité de la conception, de la mise en œuvre et de l'efficacité opérationnelle des contrôles clés utilisés dans les processus de valorisation. Les principaux aspects de nos tests de contrôle consistaient à évaluer la conception et à tester l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la vérification indépendante des prix (VIP), effectuée par une fonction de contrôle, pour les principaux paramètres de prix du marché, y compris le contrôle de l'exhaustivité des positions et des données de valorisation soumises à la VIP ainsi que le contrôle des données non observables qui ne font pas l'objet d'une vérification des prix ; • les FVA, y compris les ajustements de sortie (pour valoriser le portefeuille au prix acheteur ou vendeur) et réserves de défaut des modèles pour faire face aux limites des modèles et aux XVA ; • la validation, l'exhaustivité, la mise en œuvre et l'utilisation de modèles de valorisation significatifs. Cela comprend les contrôles de l'évaluation des limites et des hypothèses du modèle ; et • l'évaluation de l'observabilité d'un produit et de ses intrants non observables. <p>Nouveaux calculs indépendants :</p> <p>Avec l'aide de nos propres spécialistes de la valorisation, nous :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avons réévalué de manière indépendante une sélection d'opérations ; et • avons remis en question le caractère adéquat des modèles et méthodes importants utilisés pour calculer la juste valeur, les expositions au risque et les JVA, y compris en les comparant avec les pratiques du secteur. <p>Recherche de preuves contradictoires : Pour une sélection de différends sur les sûretés</p>
---	---	---

<p>Gestion des accès utilisateurs</p>	<p>La gestion des accès utilisateurs a un impact potentiel sur l'ensemble des états financiers</p> <p>Performance des contrôles</p> <p>Les succursales dans plusieurs pays proposent une large gamme de produits et de services, ce qui donne lieu à une infrastructure informatique vaste et complexe régie par les processus d'information financière et les contrôles internes connexes. Les contrôles de gestion des accès utilisateurs, qui consistent à s'assurer que l'accès au système et les modifications apportées aux systèmes et aux données sont autorisés et appropriés, font partie intégrante de l'environnement informatique. Notre approche</p>	<p>identifiés dans le cadre des contrôles de la direction, nous avons remis en question la valorisation de cette dernière lorsque l'on observait des différences importantes de juste valeur avec l'acteur de marché de l'autre côté de l'opération. Nous avons également utilisé les données relatives aux différends sur les sûretés pour identifier les instruments financiers à la juste valeur présentant des différences importantes de juste valeur par rapport aux contreparties de marché et les avons sélectionnés pour les réévaluer de manière indépendante.</p> <p>Contrôle des mouvements : Nous avons contrôlé les revenus des opérations de trading sur les positions de niveau 3 afin d'évaluer si les gains ou pertes importants générés étaient conformes aux normes comptables.</p> <p>Comparaison historique : Nous avons procédé à un examen rétrospectif en vérifiant les plus et moins-values significatives sur une sélection de nouveaux instruments financiers à la juste valeur, les sorties de positions, les novations et les restructurations tout au long de la période d'audit et déterminé si ces points de données contenaient des éléments de juste valeur non pris en compte dans les méthodologies de valorisation actuelles. Nous avons également vérifié les mouvements d'intrants non observables tout au long de la période afin de contrôler si le gain ou la perte généré était adéquat.</p> <p>Evaluation de la transparence : Nous avons évalué le caractère adéquat des informations relatives aux états financiers du Groupe dans le cadre des normes comptables applicables.</p> <p>Nos résultats : Nous avons constaté que les hypothèses subjectives retenues concernant la juste valeur des instruments financiers de niveau 3 et les techniques de modélisation associées aux instruments financiers de niveau 2 plus difficiles à valoriser étaient raisonnables.</p> <p>Nos procédures incluaient :</p> <p>Les tests de contrôle : Nous avons évalué la conception et la mise en œuvre et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles automatisés qui s'appliquent aux postes importants des états financiers. Nous avons également évalué la conception et la mise en œuvre et testé l'efficacité opérationnelle des contrôles informatiques généraux de prévention et de détection pertinents en matière de gestion des accès utilisateurs, notamment :</p>
--	---	---

	<p>d'audit repose sur l'efficacité des contrôles de la direction sur les accès informatiques.</p> <p>Nous avons déterminé que ce point était une question d'audit clé pour les raisons exposées ci-dessus.</p>	<ul style="list-style-type: none">• autorisation des droits d'accès pour les nouveaux arrivants ;• suppression des droits d'accès des utilisateurs en temps opportun ;• journalisation et suivi des activités des utilisateurs ;• gestion et suivi des accès utilisateurs privilégiés ;• accès du développeur aux informations sur les transactions et les soldes ;• séparation des tâches ;• recertification des droits d'accès des utilisateurs ; et• limitation d'accès pour apporter des modifications aux systèmes et aux données. <p>Nos procédures d'audit ont révélé des lacunes dans certains contrôles d'accès aux TI sur des systèmes pertinents pour le reporting financier. Plus précisément, des lacunes en matière de contrôle précédemment identifiées en ce qui concerne le suivi des activités réalisées par les utilisateurs privilégiés n'ont pas été comblées sur certains composants d'infrastructure. La direction a mis en place et gère un programme continu qui devrait permettre de remédier aux lacunes. Etant donné que ces lacunes ont été détectées au cours de l'exercice, nous avons mis en œuvre des procédures supplémentaires pour répondre au risque de modification non autorisée des contrôles automatisés en matière de reporting financier.</p> <p>Nous avons mis en œuvre des procédures pour évaluer si des contrôles de compensation et de détection supplémentaires étaient mis en place au niveau de précision requis pour soutenir notre évaluation du risque d'activités non autorisées et nous avons testé les contrôles de détection mis en place par la direction.</p> <p>Nos résultats :</p> <p>Nos tests n'ont pas révélé l'existence d'activités d'utilisateurs non autorisées relatives au reporting financier, qui nous aurait obligés à élargir considérablement l'étendue de nos tests détaillés prévus.</p>
--	--	--

Notre application des niveaux de matérialité et vue d'ensemble du périmètre de notre audit

Niveaux de matérialité

La matérialité pour l'ensemble des comptes du Groupe a été fixée à 30 M€ (30 M€ en 2022), en se basant sur l'actif net de référence. Il en résulte un benchmark de 6 964 M€ (2022 : 6 515 M€), auquel nous avons appliqué un pourcentage de 0,4 % (2022 : 0,5 %) pour déterminer la matérialité relative.

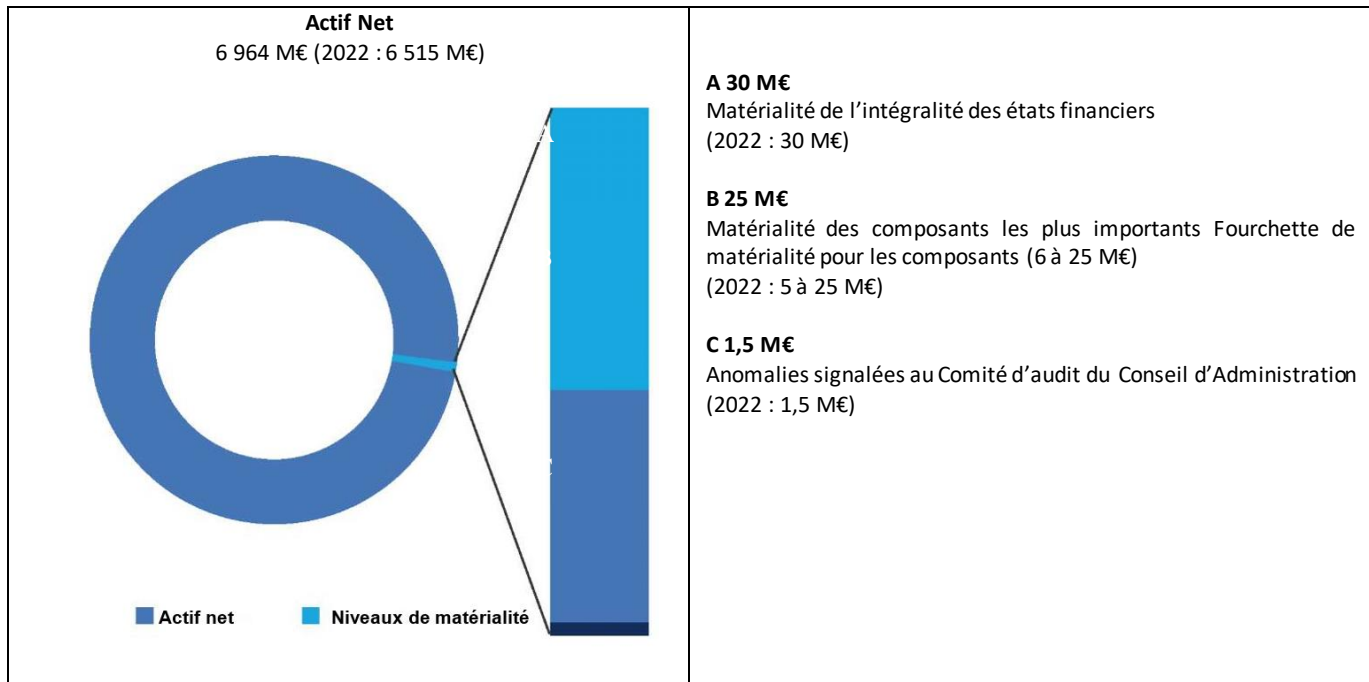
La matérialité relative pour l'exercice en cours a été déterminée de la manière susmentionnée conformément à celle de l'exercice précédent en raison de la volatilité continue du résultat avant impôt du Groupe alors que le bilan du Groupe est en croissance. Nous considérons que l'actif net est la valeur de référence la plus adéquate car il fournit une mesure plus stable d'une année sur l'autre que le résultat avant impôt. Nous considérons cet indicateur comme étant le plus à même de peser sur les décisions des utilisateurs des états financiers.

Nous utilisons la matérialité de la performance pour réduire à un niveau suffisamment faible la probabilité que le cumul des anomalies non corrigées et non détectées dépasse la matérialité globale. En appliquant nos estimations pour déterminer la matérialité relative de la performance, nous avons tenu compte d'un certain nombre de facteurs, notamment le nombre et la valeur des anomalies détectées ainsi que le nombre et la gravité des défaillances dans les activités de contrôle identifiées lors de l'audit des états financiers de l'exercice précédent.

La matérialité de la performance pour l'ensemble des états financiers du Groupe a été fixée à 19,5 M€ (2022 : 19,5 M€), déterminée par référence à la matérialité (dont elle représente 65 % (2022 : 65 %)).

Nous avons signalé au Comité d'audit du Conseil d'administration toute anomalie identifiée corrigée ou non corrigée supérieure à 1,5 million d'euros (2022 : 1,5 million d'euros), en plus des autres anomalies identifiées qui justifiaient une déclaration pour des raisons qualitatives.

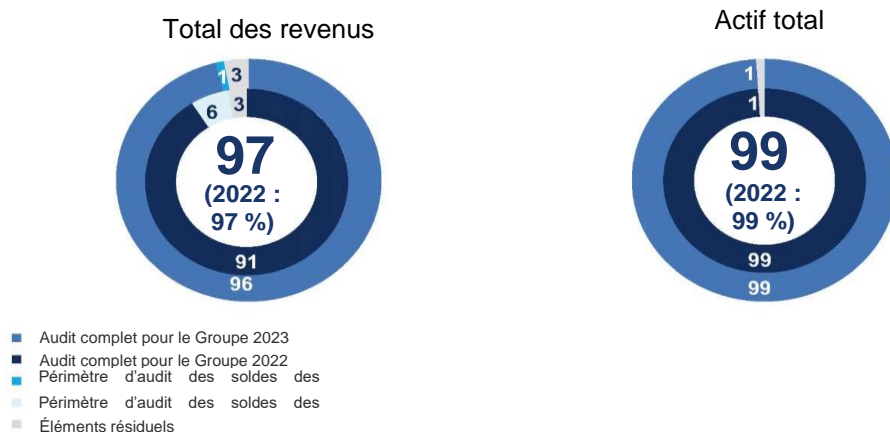
Le même niveau de matérialité, le même seuil de performance et le même seuil de déclaration ont été appliqués aux états financiers de la Société.



Champ d'application - général

Le Groupe est présent sur différents sites en Europe. Les composants importants ont fait l'objet de procédures d'audit réalisées par les auditeurs des composants. Lors de la planification de l'audit, nous avons utilisé la matérialité relative pour déterminer la portée des travaux des composants, soit six (2022 : six) composants soumis à un audit complet et trois composants (2022 : trois) soumis à un audit des soldes des comptes. Les 3 % (2022 : 3 %) restants du revenu total et 1 % de l'actif total restants (2022 : 1 %) sont composés d'un certain nombre d'autres éléments, dont aucun n'était significatif individuellement. Pour ces éléments résiduels, nous avons effectué une analyse globale afin de réexaminer notre évaluation selon laquelle il n'y avait pas de risque important d'anomalies significatives.

Les travaux sur six des neuf éléments (2022 : six des neuf éléments) ont été réalisés par les auditeurs des différents éléments et le reste du travail a été effectué par l'équipe d'audit du Groupe. Les éléments entrant dans le périmètre de nos travaux représentaient les pourcentages illustrés ci-dessous.



Structure de l'équipe

Nous avons appliqué des niveaux de matérialité afin de déterminer quels étaient les risques importants et l'équipe d'audit du groupe a demandé aux auditeurs des différents éléments quels étaient les domaines importants qu'ils devaient couvrir, y compris les risques pertinents détaillés ci-dessus et les informations à remonter. L'équipe d'audit du groupe a approuvé les niveaux de matérialité des éléments, allant de 6 M€ à 25 M€ (2022 : 5 M€ à 25 M€) en tenant compte de la combinaison de la taille et des profils de risque des éléments.

Nous avons organisé des réunions de planification en personne et virtuelles afin de discuter des principaux risques d'audit et d'obtenir les commentaires des auditeurs des composants et des autres sites participants. Des vidéoconférences régulières ont eu lieu avec tous les auditeurs des composants pendant toute la durée de l'audit, une réunion de clôture a été organisée avec la direction des composants et la documentation relative à l'évaluation des risques a été examinée. Nous avons également visité tous les sites des composants soumis à des procédures d'audit. Lors de ces visites, nous avons inspecté les principaux documents de travail des composants. Nous avons utilisé les niveaux de matérialité du Groupe pour déterminer l'étendue de l'examen afin de comprendre et de remettre en question l'approche d'audit et les conclusions des auditeurs de chaque composant. En outre, les constatations qui nous ont été communiquées ont été discutées en détail, et d'autres travaux sollicités par l'équipe d'audit du Groupe ont été effectués par les auditeurs des différents éléments, le cas échéant.

Le Groupe a centralisé certains processus à l'échelle du Groupe Barclays principalement au Royaume-Uni et en Inde, dont les résultats sont inclus dans les informations financières des composants de reporting dont ils s'occupent et ne sont donc pas considérés comme des éléments de reporting distincts. Ces processus à l'échelle du Groupe sont soumis à des procédures d'audit spécifiques, principalement les contrôles informatiques généraux et tests informatiques automatisés, la modélisation des pertes de crédit attendues selon la norme IFRS 9 (Royaume-Uni), l'évaluation de la juste valeur IFRS 13 (Royaume-Uni) et le traitement des transactions, les rapprochements et les contrôles d'examen (Inde). En plus de nos réunions et appels virtuels réguliers, nous avons rendu visite aux équipes des services centralisées au Royaume-Uni et en Inde. Nous avons fourni le même niveau de supervision et d'interaction avec les équipes KPMG où résident ces processus à l'échelle du Groupe et a mis en œuvre des procédures cohérentes comme décrit ci-dessus pour les composants.

Autres informations

Les administrateurs sont responsables de la préparation des autres informations présentées dans le Rapport annuel ainsi que des états financiers. Les autres informations comprennent les informations incluses dans le Rapport stratégique, le rapport des Administrateurs, la déclaration d'information extra-financière et l'analyse des risques (en dehors de celles incluses dans les sections identifiées comme auditées, qui font partie des états financiers du Groupe et de la Société).

Les états financiers et le rapport du commissaire aux comptes y afférent ne font pas partie des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou, sauf indication expresse ci-dessous, de conclusion d'assurance à cet égard.

Notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à déterminer si, sur la base de nos travaux d'audit des états financiers, les informations qui y figurent présentent des inexactitudes ou incohérences significatives avec les états financiers ou nos connaissances en matière d'audit. Sur la seule base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans les autres informations.

En nous fondant exclusivement sur nos travaux sur les autres informations entrepris au cours de l'audit, nous indiquons que :

- nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives dans le rapport des administrateurs ;
- à notre avis, les informations figurant dans le rapport des administrateurs sont cohérentes avec les états financiers ;

- à notre avis, le Rapport des Administrateurs a été préparé conformément à la Loi sur les sociétés de 2014.

Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

Comme l'exige la Loi sur les sociétés de 2014, nous vous présentons les informations ci-après concernant les mentions contenues en pages 12 et 13 de la Déclaration de gouvernance d'entreprise :

- sur la base des travaux entrepris dans le cadre de notre audit, la description des principales caractéristiques des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques liés au processus d'information financière est, à notre avis, conforme aux états financiers et a été préparée conformément à la Loi ; et
- sur la base de nos connaissances et de notre compréhension de la Société et de son environnement obtenues au cours de notre audit, nous n'avons pas identifié d'anomalies significatives dans ces informations.

Nous déclarons également que, sur la base des travaux entrepris dans le cadre de notre audit, les renseignements exigés par la Loi sont présentés dans la Déclaration de gouvernance d'entreprise.

La Société n'est pas soumise au Règlement des Communautés européennes (Directive 2004/25/CE) de 2006 et n'est donc pas tenue de présenter des informations relatives aux droits de vote et autres questions requises par ces Règlements et précisées par la Loi sur les sociétés pour examen dans la Déclaration de gouvernance d'entreprise.

Nos avis sur les autres questions visées par la Loi sur les sociétés de 2014 ne sont pas modifiés

Nous avons obtenu toutes les informations et explications que nous jugeons nécessaires aux fins de notre audit.

A notre avis, les registres comptables de la Société étaient suffisants pour permettre l'audit aisé et précis des états financiers, lesquels sont conformes aux registres comptables.

Nous n'avons rien à signaler sur les autres questions sur lesquelles nous sommes tenus de présenter des déclarations par exception

La Loi sur les sociétés de 2014 nous oblige à établir un rapport à votre attention si, à notre avis :

- la rémunération et les opérations des administrateurs ne sont pas divulguées conformément aux articles 305 à 312 de la Loi ; et
- la Société n'a pas fourni les informations requises par les sections 5(2) à (7) du Règlement de l'Union européenne (Divulgence d'informations extra-financières et de diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes) de 2017 pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 tel que requis par le Règlement de l'Union européenne (Divulgence d'informations extra-financières et de diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes) (modification) de 2018.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités et restrictions d'utilisation respectives

Responsabilités des administrateurs en matière d'états financiers

Comme expliqué de manière plus détaillée dans leur déclaration relative aux responsabilités des administrateurs présentée aux pages 16 et 17, les administrateurs sont responsables : de la préparation des états financiers, en s'assurant notamment qu'ils donnent une image fidèle de la situation ; du contrôle interne qu'ils jugent nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs ; d'évaluer la capacité du Groupe ou de la Société à poursuivre leur exploitation en communiquant, le cas échéant, les questions liées à la continuité d'exploitation ; et d'utiliser la méthode comptable de la continuité d'exploitation sauf s'ils ont l'intention de liquider le Groupe ou la Société ou de cesser leurs activités, ou n'ont pas d'autre alternative réaliste que de le faire.

Responsabilités de l'auditeur

Nos objectifs consistent à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de présenter un rapport des commissaires aux comptes qui contient notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit pas qu'un audit effectué conformément aux normes ISA (Irlande) est toujours à même de détecter une anomalie significative, le cas échéant. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou dans leur ensemble, elles peuvent raisonnablement peser sur les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus complète de nos responsabilités est disponible sur le site Internet de l'IAASA à l'adresse <https://iaasa.ie/publications/description-of-the-auditors-responsibilities-for-the-audit-of-the-financial-statements/>.

Objet de nos travaux d'audit et commanditaires de nos travaux

Notre rapport est établi uniquement à l'attention du membre de la Société, en tant qu'organe, conformément à l'article 391 de la Loi sur les sociétés de 2014. Nous avons entrepris nos travaux d'audit de manière à informer les membres de la Société sur les questions que nous sommes tenus d'aborder dans un rapport d'audit et à aucune autre fin. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous n'assumons aucune responsabilité à l'égard d'une personne autre que la Société et les membres de la Société, en tant qu'organe, pour nos travaux d'audit, le présent rapport ou les opinions que nous avons formulées.

14 mars 2024

Jonathan Lew

pour et au nom de

KPMG

Experts-comptables, cabinet d'audit légal

1 Harbourmaster Place

IFSC

Dublin

D01 F6F5

Etats financiers

Comptes de résultat consolidé et de la société

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Notes	2023 M€	2022 ^a M€
Activités poursuivies			
Produits d'intérêts	3	2 229	456
Charges d'intérêts	3	(1 965)	(461)
Produits nets d'intérêts		264	(5)
Produits de commissions	4	1 030	962
Charges de commissions	4	(76)	(63)
Commissions nettes		954	899
Résultat net des opérations des portefeuilles de transaction	5	111	218
Charges nettes d'investissement	6	(54)	(37)
Total des revenus		1 275	1 075
Frais de personnel	29	(401)	(381)
Coûts d'infrastructure	7	(44)	(45)
Frais d'administration et frais généraux	7	(534)	(465)
Charges d'exploitation		(979)	(891)
Bénéfice avant dépréciation		296	184
Charge pour dépréciation de crédit	8	(32)	(33)
Résultat avant impôt		264	151
Imposition	9	(72)	(52)
Résultat après impôt des activités poursuivies		192	99
Résultat après impôt des activités abandonnées ^b	39	50	1
Résultat après impôt		242	100
Attribuable à :			
Actionnaires ordinaires		168	52
Autres détenteurs d'instruments de capitaux propres		74	48
Résultat après impôt		242	100

^a Les résultats comparatifs ont été représentés par rapport à ceux précédemment publiés afin de reclasser certains éléments en activités abandonnées comme décrit à la note 39 des états financiers consolidés.

^b Le résultat des activités abandonnées, comprenant le résultat après impôt, est présenté en un seul montant au compte de résultat. L'analyse de ce montant est présentée en note 39 de l'annexe aux comptes consolidés.

Etats du résultat global consolidé et de la société

Pour l'exercice clos le 31 décembre	2023 M€	2022 ^a M€
Résultat après impôt	242	100
Résultat après impôt des activités poursuivies	192	99
Résultat après impôt des activités abandonnées	50	1
Autres éléments du résultat étendu pouvant être recyclés en résultat des activités ordinaires poursuivies		
Réserve de couverture des flux de trésorerie		
Plus-values/(mois-values) nettes résultant des variations de juste valeur	114	(234)
Moins-values nettes transférées au bénéfice net	46	9
Taxe	(20)	28
Autres éléments du résultat étendu pouvant être recyclés en résultat des activités ordinaires poursuivies	140	(197)
Autres éléments du résultat étendu non recyclés en résultat des activités ordinaires poursuivies		
Mesures relatives aux indemnités de départ à la retraite		
Réévaluations des prestations de retraite	(1)	14
Taxe	—	(2)
Réserve de crédit propre		
Crédit propre	(8)	140
Taxe	1	(18)
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	(8)	134
Total du résultat global de l'exercice, net d'impôt des activités poursuivies	324	36
Total du résultat global de l'exercice, net d'impôt des activités abandonnées	50	1
Résultat global total de l'exercice	374	37
Attribuable à :		
Actionnaires ordinaires	300	(11)
Autres détenteurs d'instruments de capitaux propres	74	48
Résultat global total de l'exercice	374	37

Bilans consolidé et de la société

Au 31 décembre	Notes	2023 M€	2022 M€
Actifs			
Caisse et soldes auprès des banques centrales		33 814	30 540
Garanties en espèces et soldes de règlement	20	15 809	18 540
Dettes représentées par un titre au coût amorti		2 495	87
Prêts et avances au coût amorti sur les établissements de crédit		1 230	1 412
Prêts et avances au coût amorti sur la clientèle		9 438	13 861
Prises en pension et autres prêts garantis similaires au coût amorti		2 064	1 764
Actifs du portefeuille de négociation	11	17 145	7 700
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	12	21 995	17 216
Instruments financiers dérivés	13	33 580	40 439
Immobilisations Incorporelles	19	—	59
Immobilisations corporelles	17	110	114
Actifs d'impôts courants		5	1
Actifs d'impôts différés	9	185	206
Actifs d'indemnités de départ à la retraite	31	3	4
Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	39	4 514	—
Autres actifs	21	257	591
Actif total		142 644	132 534
Passif			
Dépôts auprès d'établissements de crédit		2 171	3 628
Dépôts de la clientèle		29 847	25 793
Garanties en espèces et soldes de règlement	20	21 020	24 684
Les mises en pension et autres emprunts garantis similaires au coût amorti	35	1 561	2 964
Titres de créance en circulation		2 457	3 139
Dettes subordonnées	26	4 833	4 679

^a Les résultats comparatifs ont été représentés par rapport à ceux précédemment publiés afin de reclasser certains éléments en activités abandonnées comme décrit à la note 39 des états financiers consolidés.

Portefeuille de transactions (passif)	11	16 232	12 872
Passifs financiers à la juste valeur sur option	14	25 451	14 858
Instruments financiers dérivés	13	27 663	32 494
Dettes d'impôts courants		47	53
Passifs d'impôts différés	9	—	1
Engagements au titre des prestations de retraite	31	10	12
Provisions	23	139	99
Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	39	3 649	—
Autres passifs	22	600	743
Passif total		135 680	126 019
Capitaux propres			
Capital social appelé et prime d'émission	27	4 022	3 872
Autres instruments de capitaux propres	27	805	805
Autres réserves	28	(138)	(271)
Résultats non distribués		2 275	2 109
Total des capitaux propres		6 964	6 515
Total du passif et des capitaux propres		142 644	132 534

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes figurant aux pages 144 à 212 au 14 mars 2024.

Tim Breedon CBE
Président
Jasper Hanebuth
Directeur Financier

Francesco Ceccato
Président-directeur général
Francesca Carbonaro
Secrétaire général

Tableaux de variation des capitaux propres consolidés et de la société

	Capital social appelé et prime d'émission ^a	Autres instruments de capitaux propres ^a	Autres réserves ^b	Résultat non distribué ^c	Total des capitaux propres ^c
	M€	M€	M€	M€	M€
Solde au 1^{er} janvier 2023	3 872	805	(271)	2 109	6 515
Résultat après impôt	—	74	—	118	192
Couverture des flux de trésorerie	—	—	140	—	140
Réévaluation des prestations de retraite	—	—	—	(1)	(1)
Réserve de crédit propre	—	—	(7)	—	(7)
Total du résultat global net d'impôt des activités poursuivies	—	74	133	117	324
Total du résultat global net d'impôt des activités abandonnées	—	—	—	50	50
Résultat global total de l'exercice	—	74	133	167	374
Emission d'actions ordinaires nouvelles	150	—	—	—	150
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	(74)	—	—	(74)
Autres mouvements de réserves	—	—	—	(1)	(1)
Solde au 31 décembre 2023	4 022	805	(138)	2 275	6 964
Solde au 1^{er} janvier 2022	3 247	805	(196)	2 043	5 899
Résultat après impôt	—	48	—	51	99
Couverture des flux de trésorerie	—	—	(197)	—	(197)
Réévaluation des prestations de retraite	—	—	—	12	12
Réserve de crédit propre	—	—	122	—	122
Total du résultat global net d'impôt des activités poursuivies	—	48	(75)	63	36
Total du résultat global net d'impôt des activités abandonnées	—	—	—	1	1
Résultat global total de l'exercice	—	48	(75)	64	37
Emission d'actions ordinaires nouvelles	625	—	—	—	625
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	(48)	—	—	(48)
Autres mouvements de réserves	—	—	—	2	2
Solde Au 31 décembre 2022	3 872	805	(271)	2 109	6 515

^a Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Note 27.

^b Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Note 28.

^c Les résultats comparatifs ont été représentés par rapport à ceux précédemment publiés afin de reclasser certains éléments en activités abandonnées comme décrit à la note 39 des états financiers consolidés.

Tableaux de flux de trésorerie consolidé et de la société

Pour l'exercice clos le 31 décembre	Notes	2023 M€	2022 M€
Activités poursuivies			
Rapprochement du résultat avant impôt avec les flux nets de trésorerie liés aux activités d'exploitation :			
Résultat avant impôt des activités poursuivies		264	151
Ajustement pour éléments non monétaires :			
Dotations/(reprises) pour dépréciation de crédit sur instruments financiers		32	167
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		80	42
Autres provisions		60	39
Autres mouvements non monétaires		154	(89)
Variation des actifs et passifs d'exploitation			
Diminution/(Augmentation) nette des sûretés en espèces et des soldes de règlement		(933)	6 670
Augmentation nette des prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle		(195)	(805)
Diminution / (augmentation) nette des prises en pension et autres prêts garantis similaires		(300)	1 464
Diminution nette des actifs et passifs de trading		(6 085)	3 090
Augmentation nette des actifs et passifs financiers à la juste valeur sur option		5 929	(849)
Augmentation nette des instruments financiers dérivés		2 028	(7 587)
Augmentation nette des dépôts et comptes de la clientèle		3 843	3 551
(Diminution)/augmentation nette des titres de créance en circulation		(682)	(258)
(Diminution) / augmentation nette des opérations de pension et autres emprunts garantis similaires		(1 403)	(632)
(Augmentation)/diminution nette des autres actifs et passifs		220	(39)
Impôt sur les sociétés payé		(81)	(30)
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'exploitation		2 931	4 885
Acquisition de titres de créance au coût amorti		(2 408)	—
Achat d'actifs financiers désignés à la juste valeur		(115)	—
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(26)	(30)
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'investissement		(2 549)	(30)
Paievements de coupons sur autres instruments de capitaux propres		(74)	(48)
Emission de dettes subordonnées	26	275	1 500
Remboursement de dettes subordonnées	26	(125)	—
Emission d'actions et autres instruments de capitaux propres		150	625
Paievements de loyers		(16)	(16)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		210	2 061
Trésorerie nette provenant des activités abandonnées	39	2 398	(273)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		2 990	6 643
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		31 090	24 447
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		34 080	31 090
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :			
Caisse et soldes auprès des banques centrales		33 814	30 540
Prêts et avances aux établissements de crédit dont l'échéance initiale est inférieure à trois mois		266	550
		34 080	31 090

Les intérêts reçus par la Banque s'élevaient à 4 241 M€ (2022 : 797 M€), dont 413 M€ concernaient des activités abandonnées (2022 : 325 M€) et les intérêts payés par la Banque s'élevaient à 3 822 M€ (2022 : 524 M€), dont 51 M€ concernaient des activités abandonnées (2022 : néant). La Banque est tenue de maintenir des soldes auprès des banques centrales et autres autorités réglementaires. Ceux-ci s'élèvent à 547 M€ (2022 : 953 M€) et sont inclus dans la catégorie Trésorerie et équivalents de trésorerie.

Notes annexes aux états financiers

Principes comptables

La présente section décrit les principales méthodes comptables de la Banque ainsi que les estimations et jugements comptables essentiels relatifs aux états financiers et aux notes annexes dans leur ensemble. Si une méthode comptable, une estimation comptable essentielle ou un jugement comptable essentiel se rapporte à une note particulière, la méthode comptable et/ou l'estimation comptable essentielle ou le jugement en question sont fournis avec la note pertinente.

1 Principales méthodes comptables

1. Entité déclarante

La Banque est une société anonyme, immatriculée en Irlande sous le numéro 396330.

Ces états financiers sont préparés pour la Banque en vertu de la Loi sur les sociétés de 2014. Les principales activités de la Banque sont la fourniture de services de banque de financement et d'investissement à des entreprises de l'UE, les services bancaires de détail en Allemagne et en Italie et les services de banque privée aux clients de l'UE.

2. Conformité aux normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés et de la Banque ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) et aux notes d'interprétation (« IFRIC ») émises par le Comité d'interprétation, publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et approuvées par l'UE. Les principales méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers sont exposées ci-dessous et dans les notes annexes aux états financiers. Ces méthodes ont été appliquées de manière cohérente, à l'exception des Règles types du deuxième pilier de la réforme fiscale internationale (amendements à l'IAS 12), qui sont en vigueur pour les exercices annuels ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ainsi que des Informations à fournir sur les méthodes comptables (amendements à l'IAS 1 et à l'Enoncé des pratiques IFRS 2) et de la Définition d'une estimation comptable (amendements à IAS 8), qui ont été appliquées à compter du 1^{er} janvier 2023.

3. Base de préparation

Les états financiers consolidés et de la société ont été préparés selon la convention sur les coûts historiques modifiée afin d'inclure la juste évaluation de certains instruments financiers, dans la mesure requise ou autorisée par les normes IFRS adoptées par l'UE, telles qu'elles sont définies dans les méthodes comptables pertinentes. Ils sont exprimés en M€ (M€), l'euro étant la devise fonctionnelle de la Banque. La Banque n'a pas préparé d'états financiers individuels de la société mère car les résultats et la situation financière du groupe consolidé Barclays Bank Ireland PLC et de la société mère, Barclays Bank Ireland PLC, sont sensiblement les mêmes. Il n'y a pas de différence significative entre les deux entités à déclarer, car les actifs des filiales consolidées ont été acquis auprès de la société mère et n'ont pas été décomptabilisés par la société mère et les passifs des filiales consolidées sont envers la société mère et portent sur les mêmes actifs.

Les états financiers ont été préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, conformément à la Loi sur les sociétés de 2014 applicable aux sociétés selon les normes IFRS, telles qu'adoptées par l'UE. Les états financiers sont préparés sur la base de la continuité de l'exploitation, car le Conseil d'administration est convaincu que la Banque dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible.

En procédant à cette évaluation, le Conseil a examiné un large éventail d'informations relatives aux conditions actuelles et futures. Il s'agit d'une évaluation de la performance future de l'activité qui vise à fournir l'assurance que la Banque dispose des ressources nécessaires pour satisfaire à ses exigences réglementaires en cours. L'évaluation repose sur des plans d'affaires qui contiennent des prévisions de rentabilité futures tirées du plan à moyen terme à trois ans de la direction ainsi que des projections des besoins futurs en fonds propres réglementaires et des besoins de financement des entreprises. Elle inclut également des informations détaillées sur l'impact des scénarios de tests de résistance générés en interne sur les prévisions de liquidités et d'exigence de fonds propres. Les tests de résistance utilisés se fondent sur l'évaluation par la direction des scénarios économiques réalistes auxquels la Banque pourrait faire face.

Cette évaluation a montré que la Banque disposait de fonds propres suffisants pour répondre à ses besoins commerciaux futurs et que ces montants restaient supérieurs aux exigences minimales réglementaires utilisées dans les scénarios de tests de résistance. Elle a également montré que la Banque s'attendait à pouvoir continuer à satisfaire ses besoins en financement si les scénarios en question se concrétisaient. Le Conseil a conclu qu'il était raisonnable de s'attendre à ce que la Banque dispose de ressources suffisantes pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible. Le Conseil a évalué ces risques lors de la préparation des états financiers et juge raisonnable d'établir les états financiers sur la base de la continuité de l'exploitation.

4. Principes comptables

La Banque établit des états financiers conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'UE. Les principales conventions comptables de la Banque relatives à des postes spécifiques des états financiers ainsi qu'une description des estimations et jugements comptables essentiels à leur

préparation sont présentées dans les notes annexes correspondantes. Les méthodes comptables qui affectent l'ensemble des états financiers sont exposées ci-dessous.

(i) Consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les états financiers de la Banque et de ses filiales. Les filiales sont des entités contrôlées par la Banque. La Banque exerce un contrôle sur une autre entité lorsqu'elle présente l'ensemble des caractéristiques suivantes :

1) il exerce un pouvoir sur les activités pertinentes de l'entité dans laquelle il investit, par exemple par le biais de droits de vote ou d'autres droits ;

2) il détient une exposition ou des droits à des rendements variables découlant de sa participation dans l'entité dans laquelle il investit ;

et

3) il a la capacité de peser sur ces rendements grâce à son pouvoir sur l'entité dans laquelle il investit.

Le détail des entités consolidées est présenté en note 36.

(ii) Conversion de devises étrangères

Les opérations en devises étrangères sont converties en euros au taux en vigueur à la date de l'opération. Les soldes monétaires en devises étrangères sont convertis en euros aux taux de change en fin de période. Les gains et pertes de change sur ces soldes sont inscrits au compte de résultat.

(iii) Actifs et passifs financiers

Comptabilisation

La Banque comptabilise les actifs et passifs financiers lorsqu'elle devient partie aux conditions du contrat. La comptabilisation à la date d'opération ou à la date de règlement est appliquée en fonction de la classification de l'actif financier.

Classification et évaluation

Les actifs financiers sont classés selon deux critères :

i) le modèle de gestion dans le cadre duquel les actifs financiers sont gérés ; et

ii) leurs caractéristiques contractuelles de flux de trésorerie (le fait que les flux de trésorerie représentent ou non « seulement des paiements du principal et des intérêts » (« SPPI », solely payments of principal and interest)).

La Banque évalue les critères du modèle économique au niveau du portefeuille. Les informations qui sont prises en compte pour déterminer le modèle économique applicable comprennent (i) les politiques et objectifs du portefeuille concerné, (ii) la manière dont les performances et risques du portefeuille sont gérés, évalués et communiqués à la direction, et (iii) la fréquence, le volume et le calendrier des ventes au cours des périodes précédentes, les prévisions de vente pour les périodes futures et les raisons de ces ventes.

Les caractéristiques contractuelles de flux de trésorerie des actifs financiers sont évaluées selon que ces flux de trésorerie représentent ou non seulement des paiements du principal et des intérêts. Les conditions susceptibles de modifier les flux de trésorerie contractuels de sorte qu'ils ne remplissent pas la condition de SPPI sont prises en compte, notamment : (i) les caractéristiques conditionnelles et de levier, (ii) les dispositions sans recours, (iii) les caractéristiques susceptibles de modifier la valeur temps de l'argent, et (iv) les caractéristiques sociales, environnementales et liées au développement durable. Les conditions ayant un impact de minimis n'empêchent pas les flux de trésorerie d'être qualifiés de SPPI.

La méthode comptable pour chaque type d'actif ou de passif financier est incluse dans la note pertinente relative au poste. Les politiques de la Banque en matière de détermination de la juste valeur des actifs et passifs sont décrites dans la Note annexe 15.

Décomptabilisation

La Banque décomptabilise un actif financier ou une partie d'un actif financier de son bilan si (i) les droits contractuels sur les flux de trésorerie provenant de l'actif ont expiré, ou (ii) les droits contractuels sur les flux de trésorerie provenant de l'actif ont été transférés (généralement par vente) et, avec eux, soit (a) la quasi-totalité des risques et avantages de l'actif a été transférée, soit (b) si la quasi-totalité des risques et avantages n'a été ni transférée, ni conservée, le contrôle de l'actif a été perdu.

Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque le passif est réglé, expire ou s'éteint. L'échange d'un passif financier existant contre un nouveau passif avec le même prêteur à des conditions sensiblement différentes (généralement une différence de 10 % de la valeur actualisée

des flux de trésorerie ou un amendement qualitatif substantiel) est comptabilisé comme une extinction du passif financier initial et la constatation d'un nouveau passif financier.

Comptabilisation des prises et mises en pension, y compris les autres prêts et emprunts similaires

Les prises en pension (et opérations d'emprunt de titres ou assimilés) constituent un type de prêt garanti dans le cadre duquel la Banque fournit un prêt ou une garantie en espèces en échange d'un transfert de garantie, généralement sous forme de titres négociables faisant l'objet d'un accord de revente des titres à un prix fixe à l'avenir. Les opérations de mise en pension désignent des transactions dans le cadre desquelles la Banque obtient ces prêts ou garanties en espèces en échange du transfert de garantie.

La Banque achète (prise en pension) ou emprunte des titres sous réserve d'un engagement de les revendre ou de les restituer. Les titres ne sont pas inscrits au bilan dans la mesure où la Banque n'acquiert pas les risques et avantages liés à la propriété. La contrepartie payée (ou garantie en espèces fournie) est comptabilisée comme un actif de prêt au coût amorti, sauf si elle est désignée à la juste valeur par le compte de résultat.

La Banque peut également vendre (mettre en pension) ou prêter des titres faisant l'objet d'un engagement de rachat ou de remboursement. Les titres sont conservés au bilan dans la mesure où la Banque conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété. La contrepartie reçue (ou garantie en espèces fournie) est comptabilisée en tant que passif financier au coût amorti, sauf si elle est désignée à la juste valeur par le compte de résultat.

Comptabilisation des garanties en espèces

Les garanties en espèces fournies sont comptabilisées comme un actif de prêt au coût amorti, sauf si elles sont désignées à la juste valeur par le compte de résultat.

Les garanties en espèces reçues sont comptabilisées en tant que passif financier au coût amorti, sauf si elles sont désignées à la juste valeur par le compte de résultat.

(iv) Instruments de dette et de capitaux propres émis

Les instruments financiers émis ou leurs composants sont classés comme des passifs si l'accord contractuel conduit la Banque à livrer au détenteur de l'instrument des liquidités, un autre actif financier ou un nombre variable d'actions. Si ce n'est pas le cas, l'instrument est généralement un instrument de capitaux propres et le produit est inclus dans les capitaux propres, net des frais de transaction. Les dividendes ordinaires versés aux actionnaires sont comptabilisés lorsqu'ils sont payés ou déclarés par les membres à l'assemblée générale annuelle et traités comme un montant déduit des fonds propres.

Si les instruments financiers émis contiennent à la fois des éléments de passif et de capitaux propres, ceux-ci sont comptabilisés séparément. La juste valeur de la dette est estimée en premier lieu et le solde du produit est inclus dans les capitaux propres.

(v) Etat des flux de trésorerie

La trésorerie comprend les espèces en caisse et les avoirs auprès des banques centrales. Les équivalents de trésorerie comprennent les prêts et avances aux établissements de crédit et les bons du Trésor et autres effets éligibles dont l'échéance initiale est inférieure ou égale à trois mois.

5. Normes et interprétations nouvelles et modifiées

Les conventions comptables adoptées ont été appliquées de manière cohérente, à l'exception des principes suivants :

Réforme fiscale internationale – Règles types du deuxième pilier (amendements à l'IAS 12)

Le 23 mai 2023, l'IASB a publié des amendements à la norme IAS 12 afin de prévoir une exemption temporaire obligatoire des exigences de comptabilisation des actifs et passifs d'impôts différés liées à l'impôt sur le résultat du deuxième pilier, telles que publiées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »).

Les amendements s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et l'exemption temporaire obligatoire s'applique rétrospectivement aux exercices antérieurs. Les informations relatives aux modifications sont fournies à la note 9, page 164.

Informations à fournir sur les méthodes comptables - Modifications des normes IAS 1 et IFRS 2

Les amendements exigent des entités qu'elles divulguent leurs principales conventions comptables plutôt que leurs conventions comptables importantes. La Banque a adopté les modifications à compter du 1^{er} janvier 2023. Bien que ces amendements ne modifient pas les conventions comptables de la Banque, la Banque a examiné les informations relatives aux politiques comptables publiées dans les présents états financiers en se basant sur les nouvelles exigences.

En vertu des modifications, les informations sur les conventions comptables sont importantes si, lors de leur examen avec d'autres informations incluses dans les états financiers d'une entité, on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles pèsent sur les décisions prises par les utilisateurs des états financiers à usage général sur la base de ces états financiers.

Définition de l'estimation comptable (Modifications de la norme IAS 8)

Selon la nouvelle définition, les estimations comptables sont désignées en tant que montants monétaires dans des états financiers qui sont soumis à une incertitude d'évaluation. Si la méthode comptable d'une entité exige qu'un élément soit évalué à des montants monétaires qui ne peuvent être observés directement, celle-ci doit élaborer une estimation comptable permettant d'atteindre cet objectif. Les amendements entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023 et ont été adoptés à cette date.

IFRS 17 - Contrats d'assurance

En mai 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17 Contrats d'assurance, une nouvelle norme comptable exhaustive pour les contrats d'assurance couvrant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation et la publication d'informations. La norme IFRS 17 remplacera la norme IFRS 4 Contrats d'assurance émise en 2005. En juin 2020, l'IASB a publié des modifications de la norme IFRS 17, qui prévoient l'exclusion du champ d'application de certains contrats de cartes de crédit et des contrats similaires qui fournissent une couverture d'assurance, l'exclusion facultative du champ d'application des contrats de prêt qui transfèrent un risque d'assurance important et la confirmation que seules les garanties financières émises relèvent de l'IFRS 9.

La norme IFRS 17 s'applique à tous les types de contrats d'assurance (vie, non-vie, assurance directe et réassurance), quel que soit le type d'entité qui les émet, ainsi qu'à certains garanties et instruments financiers assortis de clauses de participation discrétionnaires. Certains ne relèvent pas du champ d'application de la norme.

La norme IFRS 17 est en vigueur pour les périodes comptables ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2023, mais l'impact pour la Banque n'est pas significatif.

Evolutions comptables futures

Les normes comptables suivantes ont été publiées par l'IASB mais ne sont pas encore en vigueur :

Classification des passifs en tant que passifs courants ou non courants (Modifications de la norme IAS 1)

En janvier 2020, l'IASB a publié des modifications de la norme IAS 1 pour clarifier la présentation des passifs au bilan, avec une date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2024.

Les modifications précisent qu'un passif ne doit être classé comme passif non courant que si l'entité a le droit de différer le règlement du passif pendant au moins 12 mois après la période de déclaration, et que (i) le droit de différer le règlement doit exister à la fin de la période de déclaration et (ii) les intentions ou attentes de la direction quant à l'exercice de son droit de différer le règlement n'affectent pas la classification. D'autres explications portent sur la manière dont les conditions de prêt affectent la classification elle-même ainsi que la classification des passifs que l'entité va ou pourra régler en émettant ses propres instruments de capitaux propres.

En octobre 2022, l'IASB a également publié d'autres modifications à la norme IAS 1 afin d'améliorer les informations fournies par l'entité lorsque son droit de différer le règlement d'un passif pendant au moins 12 mois est soumis au respect de certains covenants, et de répondre aux préoccupations des parties prenantes concernant la classification d'un tel passif comme courant ou non.

6. Estimations et jugements comptables essentiels

La préparation des états financiers selon les normes IFRS repose nécessairement sur des estimations. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement dans l'application des principes comptables. Les principaux domaines impliquant un degré d'appréciation ou de complexité plus élevé ou les domaines dans lesquels les hypothèses sont importantes pour les états financiers de la Banque sont décrits dans la note annexe pertinente.

Les estimations et jugements comptables essentiels sont présentés dans :

- Charge pour dépréciation de crédit en page 160.
- Impôts en page 164.
- Juste valeur des instruments financiers en page 175.
- Actifs inclus dans les groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnées en page 210.

La direction applique un niveau élevé d'estimation pour évaluer si le modèle économique de gestion des actifs entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9 a changé. En particulier, il cherche à déterminer si des changements ont eu lieu dans la manière dont les actifs sont gérés, si un changement peut être démontré à des parties externes et si la Banque a commencé ou cessé d'exercer une activité qui est importante pour ses opérations.

La Banque est en discussion concernant la cession de son portefeuille de prêts hypothécaires aux particuliers en Italie et la direction a appliqué un haut niveau d'estimation pour évaluer si, en conséquence, le modèle économique a changé. Au 31 décembre 2023, les actifs restent détenus dans un modèle de détention en vue de la collecte.

7. Autres informations

Afin d'améliorer la transparence et pour faciliter les renvois, certaines informations requises par les IFRS sont incluses dans la section Analyse des risques en concentrant les informations connexes en un seul endroit, comme suit :

- Risque de crédit, aux pages 67 à 113.
- Risque de marché, aux pages 114 à 115.
- Risque de liquidité et de capital, aux pages 116 à 122.

Lorsqu'elles sont marquées comme auditées, ces informations sont couvertes par l'opinion d'audit (aux pages 135 à 143).

Performance financière et rendement

Les notes annexes incluses dans cette section portent sur les résultats et la performance de la Banque. Les informations sur les revenus générés, les dépenses engagées, les performances sectorielles, les impôts et les dividendes sont incluses dans cette section. Pour de plus amples renseignements sur le rendement, veuillez consulter les pages 2 à 10 du Rapport stratégique.

2. Reporting sectoriel

Présentation du reporting sectoriel

Les segments opérationnels font l'objet d'un reporting conforme aux rapports internes fournis au Comité exécutif de la Banque, qui est responsable de l'allocation des ressources et de l'évaluation de la performance des segments opérationnels et a été désigné principal décisionnaire opérationnel. Toutes les opérations entre secteurs d'activité sont réalisées dans des conditions de concurrence normale. Les produits et charges directement associés à chaque segment sont pris en compte pour déterminer la performance du secteur d'activité.

Aux fins du reporting sectoriel, les divisions de la Banque sont définies comme BFI et DC&P :

- **La Banque de financement et d'investissement (BFI) comprend les activités de banque d'affaires, de marchés et d'investissement du groupe Barclays au sein de l'UE.**
- **Le segment Détail, cartes et paiements (« DC&P ») comprend Barclays CBE et l'activité de banque privée du groupe Barclays au sein de l'UE.**

Le tableau ci-dessous y ajoute le segment Siège social, qui comprend le siège social, les fonctions de support central et un portefeuille de prêts immobiliers italien en cours de liquidation. Le Siège intègre également le chiffre d'affaires net des segments BFI et DC&P de 130 M€ (2022 : 61 M€).

Analyse des résultats par activité	BFI	DC&P	Dont : Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnées ^a	Siège social	Dont : Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnées ^b	Total ^c
	M€	M€	M€	M€		M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023						
Produit / (charge) net d'intérêts	267	366	337	(7)	—	626
Autres produits	987	49	34	4	—	1 040
Total des revenus	1 254	415	371	(3)	—	1 666
Coûts d'exploitation	(890)	(292)	(263)	(97)	(37)	(1 279)
Résultat avant dépréciation	364	123	108	(100)	(37)	387
Charge pour dépréciation de crédit / (reprise)	5	(21)	(21)	(37)	—	(53)
Résultat avant impôt	369	102	87	(137)	(37)	334
Total de l'actif (Mds€)	94	5	5	44	—	143
Total du passif (Md€)	112	9	4	15	—	136
Nombre de salariés (équivalent temps plein)	650	671	624	495	—	1 816
Analyse des résultats par activité						
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022						
Produit / (charge) net d'intérêts	102	323	301	(105)	—	320
Autres produits	1 015	45	33	50	—	1 110
Total des revenus	1 117	368	334	(55)	—	1 430
Coûts d'exploitation	(813)	(242)	(215)	(51)	—	(1 106)
Résultat avant dépréciation	304	126	119	(106)	—	324
(Charges) pour dépréciation de crédit / reprises	(34)	(134)	(134)	1	—	(167)
Résultat avant impôt	270	(8)	(15)	(105)	—	157
Total de l'actif (Mds€)	89	5	—	39	—	133
Total du passif (Md€)	106	6	—	14	—	126
Nombre de salariés (équivalent temps plein)	593	710	—	473	—	1 776

Les initiatives stratégiques mondiales annoncées lors des annonces aux investisseurs du Groupe Barclays le 20 février 2024 devraient renforcer la franchise et entrent en vigueur en janvier 2024.

A partir du premier semestre 2024, la Banque présentera son reporting via le segment Banque d'investissement comme étant son seul segment opérationnel à présenter.

Le siège social précédemment déclaré, qui comprend actuellement la trésorerie et le solde du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels italiens (la Banque étant en train de négocier la cession du portefeuille), inclura en outre les activités CBE détenues en vue de la vente précédemment déclarées au sein de DC&P.

^a 50 M€ (2022 : (15) M€) représente le résultat avant impôt des activités abandonnées relatif au portefeuille CBE désormais présenté comme une activité « détenue en vue de la vente » conformément à la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ». Le groupe de cession ci-dessus comprend l'allocation de charges de financement de 20 M€ (2022 : 21 M€) provenant des opérations de trésorerie du siège social au sein de la Banque.

^b Le total représente une combinaison du compte de résultat de la Banque provenant des activités poursuivies (voir page 144) et des activités abandonnées en note 39 (voir page 210).

^c Les résultats comparatifs ont été représentés par rapport à ceux précédemment publiés afin de reclasser certains éléments en activités abandonnées comme décrit à la note 39 des états financiers consolidés.

Compte tenu de la segmentation révisée à partir de janvier 2024, notre évaluation n'a pas entraîné d'autres impacts financiers sur les données financières consolidées précédemment publiées par la Banque.

Revenu par zone géographique^a		
Activités poursuivies	2023	2022
Pour l'exercice clos le 31 décembre	M€	M€
Irlande	498	271
France	300	328
Allemagne	208	139
Italie	115	204
Espagne	76	78
Pays-Bas	24	17
Luxembourg	20	8
Suède	17	17
Reste de l'Europe ^b	17	13
Total	1 275	1 075

3. Produits nets d'intérêts

Comptabilisation des produits et charges d'intérêts

Les produits d'intérêts sur les prêts et avances au coût amorti et les charges d'intérêts sur les passifs financiers détenus au coût amorti sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif qui répartit les intérêts, ainsi que les commissions et coûts directs et supplémentaires, sur la durée de vie attendue des actifs et passifs.

La méthode du taux d'intérêt effectif impose à la Banque d'estimer les flux de trésorerie futurs, dans certains cas en fonction de son expérience du comportement des clients, en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier ainsi que de la durée de vie attendue des actifs et passifs.

La Banque supporte certains coûts d'origination des soldes des cartes de crédit et des prêts personnels. Dans la mesure où ces coûts sont imputés aux clients qui ont en permanence un solde restant dû (revolver) et s'ajoutent à l'origination des soldes des cartes de crédit, ils sont capitalisés et inclus par la suite dans le calcul du taux d'intérêt effectif (« TRI »). Ils sont amortis en produits d'intérêts sur la période de remboursement attendue du solde d'origine. Dans le calcul des TRI, il n'existe pas d'autres estimations individuelles importantes pour le résultat ou la situation financière.

Activités poursuivies	2023	2022
	M€	M€
Intérêts et produits assimilés		
Caisse et soldes auprès des banques centrales	962	101
Dettes représentées par un titre au coût amorti	64	1
Prêts et avances au coût amorti	367	196
Intérêts négatifs sur les passifs	—	96
Garantie en espèces	788	41
Autres	48	21
	2 229	456
Intérêts et charges assimilées		
Dépôts au coût amorti	(831)	(193)
Titres de créance en circulation	(102)	(14)
Dettes subordonnées	(246)	(65)
Intérêts négatifs sur actifs	—	(102)
Garantie en espèces	(737)	(56)
Autres	(49)	(31)
	(1 965)	(461)
Produits nets d'intérêts	264	(5)

Les produits d'intérêts présentés ci-dessus représentent les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

^a L'analyse géographique est basée sur l'emplacement du bureau où les opérations sont enregistrées.

^b Les pays dont le chiffre d'affaires total est supérieur à 1 % sont répertoriés dans le tableau ci-dessus.

4. Commissions nettes

Comptabilisation des commissions nettes en vertu de la norme IFRS 15

La Banque comptabilise les commissions facturées au titre des services fournis par elle au fur et à mesure que les obligations de performance sont satisfaites, par exemple lors de la réalisation de l'opération sous-jacente. Les coûts supplémentaires sont comptabilisés dans les frais et commissions s'ils sont directement attribuables à la génération de recettes sous forme de frais et commissions identifiables. Lorsque les accords contractuels donnent lieu, en outre, à la comptabilisation par la Banque d'instruments financiers entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 9, ces instruments financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur conformément à la norme IFRS 9, avant l'application des dispositions de la norme IFRS 15.

Les produits des commissions sont ventilés ci-dessous en fonction des types de commissions qui reflètent la nature des services offerts au sein de la Banque et des segments opérationnels, conformément à la norme IFRS 15. Le tableau ci-dessous indique un total des commissions entrant dans le champ d'application de la norme IFRS 15. Voir la note annexe 2 pour plus de renseignements sur les segments opérationnels.

2023	Banque de Financement et d'Investissement M€	Détail, cartes et paiements M€	Siège social M€	Total M€
Activités poursuivies				
Type de commission				
Commissions de transaction	61	—	—	61
Commissions de conseil	77	9	—	86
Commissions de courtage et d'exécution	55	1	—	56
Commissions de souscription et syndication	209	—	—	209
Commissions de service des affiliés	332	—	—	332
Autres	20	1	24	45
Total des produits des contrats conclus avec la clientèle	754	11	24	789
Autres produits de commissions non contractuelles	241	—	—	241
Produits de commissions	995	11	24	1 030
Charges de commissions - hors affiliés	(59)	(1)	—	(60)
Frais et commissions affiliés	(15)	(1)	—	(16)
Charges de commissions	(74)	(2)	—	(76)
Commissions nettes	921	9	24	954

2022	Banque de Financement et d'Investissement M€	Détail, cartes et paiements M€	Siège social M€	Total M€
Activités poursuivies				
Type de commission				
Commissions de transaction	55	—	—	55
Commissions de conseil	120	8	—	128
Commissions de courtage et d'exécution	39	1	—	40
Commissions de souscription et syndication	182	—	—	182
Commissions de service des affiliés ^a	293	—	—	293
Autres	20	1	19	40
Total des produits des contrats conclus avec la clientèle	709	10	19	738
Autres produits de commissions non contractuelles ^a	224	—	—	224
Produits de commissions	933	10	19	962
Charges de commissions - hors affiliés	(38)	—	—	(38)
Frais et commissions affiliés	(24)	(1)	—	(25)
Charges de commissions	(62)	(1)	—	(63)
Commissions nettes	871	9	19	899

Note

a Les « Commissions de services des filiales » et les « Autres produits de commissions non contractuelles » pour 2022 (120 M€) ont été représentés de manière à s'aligner sur 2023. Il n'y a pas d'impact sur le total des produits des frais et commissions déclarés.

Types de commission

Commissions de transaction

Les commissions de transaction sont des commissions de service sur les comptes de dépôt, les commissions de service de gestion de la trésorerie et les commissions de traitement des transactions. Il s'agit notamment des commissions d'interchange et des commissions des commerçants

issus de l'utilisation des cartes de crédit et des cartes bancaires. Les frais de transaction et de traitement sont comptabilisés au moment de la réalisation de l'opération ou de la prestation du service. Les commissions d'interchange et des commerçants sont comptabilisées lors du règlement du paiement par carte.

La Banque supporte certains coûts liés aux cartes, y compris des coûts liés aux programmes de récompense des titulaires de carte et aux paiements versés aux programmes de co-marquage. Les coûts du programme de récompense des titulaires de carte liés aux clients qui règlent leur solde restant dû à chaque période (transactors) sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés et présentés dans les frais et commissions, tandis que les coûts liés aux clients qui conservent en permanence un solde restant dû (revolvers) sont inclus dans le TRI de la créance (voir la note annexe 3). Les paiements aux partenaires pour l'origination de nouveaux comptes de titulaires de carte liés aux comptes de transactions sont reportés en tant que coûts pour obtenir un contrat en vertu de la norme IFRS 15, tandis que les coûts liés aux comptes renouvelables sont inclus dans le TRI de la créance (voir la note annexe 3). Ces coûts reportés en vertu de la norme IFRS 15 sont capitalisés et amortis sur la durée de vie estimée de la relation client. Les paiements aux partenaires de comarquage sur la base du partage des revenus, dans la mesure où celui-ci se rapporte à des « revolvers », sont inclus dans le TRI des créances et, dans la mesure où le partage des revenus se rapporte à des « transactors », sont inclus dans les charges de commissions. Les paiements fondés sur la rentabilité sont présentés en charges de commissions.

Commissions de conseil

Les commissions de conseil proviennent des services de gestion de fortune et de conseil en banque d'investissement dans le cadre de fusions, acquisitions et restructurations financières. Les commissions de conseil en gestion de fortune sont perçues sur la période durant laquelle les services sont fournis et sont généralement comptabilisées trimestriellement lors de la détermination de la valeur de marché des avoirs des clients. Les commissions de conseil en banque d'investissement sont comptabilisées au moment où les services liés à l'opération sont fournis conformément aux conditions de la mission. Les commissions de conseil en banque d'investissement sont comptabilisées à mesure qu'elles sont encourues dans les frais et commissions si elles sont directes et viennent s'ajouter aux services de conseil ou, à défaut, sont comptabilisées dans les charges d'exploitation.

Commissions de courtage et d'exécution

Les commissions de courtage et d'exécution sont perçues pour l'exécution d'opérations de clients sur différents marchés boursiers et de gré à gré, pour assister les clients dans leurs opérations de compensation et pour faciliter les opérations de change dans le cadre des contrats au comptant / à terme. Les commissions de courtage et d'exécution sont comptabilisées au moment de l'exécution du service concerné, qui est généralement la date de négociation de l'opération.

Commissions de souscription et syndication

Les commissions de souscription et de syndication sont perçues pour la distribution de titres de créance ou d'actions des clients ainsi que pour la mise en place et l'administration d'une syndication de prêts. Cela inclut les commissions d'engagement pour le financement des prêts. Les commissions de souscription sont généralement comptabilisées à la date de l'opération s'il ne reste aucune condition à satisfaire (par exemple si l'opération n'est pas conditionnée à la clôture d'une acquisition ou à la réalisation d'une autre opération). Les commissions de souscription sont reportées et comptabilisées en charges de commissions lors de l'enregistrement des commissions de souscription associées. Des commissions de syndication sont perçues pour la mise en place et l'administration d'une syndication de crédit ; toutefois, la commission concernée peut être sujette à des variations jusqu'à ce que le prêt ait été syndiqué à d'autres membres du syndicat ou jusqu'à ce que d'autres imprévus aient été résolus et, par conséquent, les revenus des commissions sont reportés jusqu'à ce que l'incertitude soit levée.

Les commissions de souscription et de syndication comprennent les commissions d'engagement de prêt, lorsque le tirage n'est pas probable. Ces commissions d'engagement sont comptabilisées au fil du temps jusqu'à l'échéance contractuelle de l'engagement.

Commissions de service des affiliés

Les commissions de service des sociétés affiliées constituent la rémunération des services fournis par la Banque à ses sociétés affiliées. Cela inclut les crédits de vente et les revenus de remboursement des coûts. Les crédits de vente de sociétés affiliées constituent la rémunération pour les services de vente fournis à ces sociétés affiliées. Les revenus de remboursement des coûts sont liés à la refacturation des coûts d'infrastructure ou de soutien commercial encourus par la Banque pour soutenir les activités d'une société affiliée. Les commissions de service entrent dans le champ d'application de la norme IFRS 15 et sont comptabilisées à mesure que les obligations d'exécution sont satisfaites, ce qui correspond généralement au moment où la Banque a droit à la rémunération, qui peut intervenir lors de l'exécution d'une obligation de performance individuelle ou au fil du temps, au fur et à mesure de l'exécution de l'obligation. Les frais de service comprennent un dispositif de frais régissant la manière dont la Banque est rémunérée pour permettre à sa Société mère de bénéficier de l'accès de la Banque aux contreparties de l'EEE.

Les prix appliqués aux opérations intragroupe de la Banque sont représentatifs des prix qui seraient payés au titre de opérations entre parties indépendantes (également appelés « prix de pleine concurrence »). Les « prix de pleine concurrence » que la Banque applique sont dérivés de normes internationales établies et largement acceptées telles que les Principes de l'OCDE en matière de prix de transfert, qui sont appliquées de manière globalement cohérente dans tous les pays dans lesquels la Banque opère. La Banque cherche à se conformer aux exigences du rapport BEPS Action 13 (Documentation des prix de transfert et reporting pays par pays) en matière de documentation pour étayer les prix de pleine concurrence appliqués aux transactions intragroupe de la Banque, y compris, par exemple, la préparation d'un fichier principal et de fichiers locaux et la réalisation d'études comparatives économiques externes d'opérations comparables entre tiers.

Autres produits de commissions non contractuelles

Cette catégorie comprend principalement les revenus des services rendus aux clients par la Banque en collaboration avec des entités affiliées. Les accords de collaboration ne relèvent pas de la norme IFRS 15 mais sont comptabilisés selon le schéma de comptabilisation des revenus de l'activité sous-jacente conformément aux principes de la norme IFRS 15.

Frais et commissions - sociétés affiliées

Les frais et commissions versés aux sociétés affiliées comprennent les crédits de vente versés à ces sociétés au titre des services de vente fournis à la Banque. Ces services commerciaux s'ajoutent directement aux revenus générés par la Banque.

Charges de frais et commissions - hors affiliés

Les charges de frais et commissions versés à des sociétés non affiliées incluent les coûts supplémentaires qui sont directement attribuables à la génération de recettes provenant de frais et de commissions.

Actifs et passifs contractuels

Au 31 décembre 2023, la Banque ne disposait pas d'actifs ou de passifs contractuels significatifs (2022 : néant).

Dépréciation des créances sur commissions et actifs contractuels

Au cours de l'année 2023, aucune dépréciation significative n'a été constatée en ce qui concerne les créances sur commissions et les actifs contractuels (2022 : néant). Les commissions liées à l'activité transactionnelle peuvent s'ajouter aux soldes clients en souffrance. Ces montants peuvent faire l'objet d'une dépréciation ultérieure dans le cadre du solde global des prêts et avances.

Obligations d'exécution restantes

La Banque applique la solution pratique prévue par la norme IFRS 15 et ne divulgue pas d'informations sur les obligations d'exécution restantes dont la durée initiale prévue est inférieure ou égale à un an ou dans les cas où la Banque dispose d'un droit de contrepartie qui correspond directement à la valeur du service fourni au client (particulier ou entreprise).

Frais encourus pour l'obtention ou l'exécution d'un contrat

Au 31 décembre 2023, la Banque n'avait pas de coûts contractuels importants capitalisés (2022 : néant).

5. Résultat net des portefeuilles de négociation**Comptabilisation du résultat net des portefeuilles de négociation**

Les positions de négociation sont détenues à la juste valeur et les gains et pertes qui en découlent sont inclus dans les produits nets de transaction, tout comme les intérêts et dividendes découlant des positions longues et courtes et des coûts de financement liés aux activités de négociation. Les coûts supplémentaires sont comptabilisés dans le résultat net des portefeuilles de négociations s'ils sont directement attribuables à la génération de recettes de négociation identifiables.

Les produits proviennent à la fois de la vente et de l'achat de positions de négoce, des marges qui sont réalisées par le biais de la tenue de marché et de l'activité de clientèle ainsi que des variations de juste valeur causées par l'évolution des taux d'intérêt et de change, les prix des actions et d'autres variables du marché.

Les plus-values ou moins-values sur les instruments financiers détenus à d'autres fins que la négociation désignés ou obligatoirement comptabilisés à la juste valeur dont les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat sont inclus dans le résultat net des opérations de négociation.

Activités poursuivies	2023 M€	2022 M€
Plus-value nette sur actifs et passifs détenus à des fins de transaction	99	189
Plus-value nette sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	12	29
Résultat net des opérations des portefeuilles de transaction	111	218

6. Charges nettes d'investissement

Comptabilisation du revenu / (produit) des placements

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de recevoir le dividende est établi. Les coûts supplémentaires sont déclarés dans le revenu net des placements s'ils sont directement attribuables à la génération de revenus identifiables. Les autres conventions comptables relatives au revenu net d'investissement sont présentées à la Note 12.

Activités poursuivies	2023 M€	2022 M€
Charges nettes sur autres placements ^a	(48)	(53)
Moins-values nettes issues des cessions d'actifs et de passifs financiers évalués au coût amorti	(3)	—
Plus-values nettes sur actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur	(3)	16
Charges nettes d'investissement	(54)	(37)

Note

a Comprend principalement la prime payée sur les garanties financières non intégrales détenues.

7. Charges d'exploitation

Activités poursuivies	2023 M€	2022 M€
Coûts d'infrastructure		
Immobilisations corporelles	24	22
Dotations aux amortissements	20	23
Total des coûts d'infrastructure	44	45
Frais d'administration et frais généraux		
Honoraires de conseil, d'avocats et de professionnels	31	19
Taxes bancaires	75	72
Charges locatives des filiales ^a	354	314
Autres frais administratifs et généraux	74	60
Total des frais d'administration et de gestion	534	465
Frais de personnel (voir la note 29)	401	381
Charges d'exploitation	979	891

Note

a Représente principalement le coût des services fournis par Barclays Execution Services Limited, une société de services à l'échelle du groupe Barclays.

8. (Charges) pour dépréciation de crédit / reprises

Comptabilisation de la dépréciation des actifs financiers

Dépréciations

La Banque est tenue de comptabiliser les pertes de crédit attendues (PCA) sur la base d'informations prospectives non biaisées pour tous les actifs financiers au coût amorti, les créances de location, les engagements de financement et les contrats de garantie financière.

A la date de clôture, une provision (ou provision pour engagements de financement et garanties financières) est requise pour les PCA sur 12 mois (stade 1). Si le risque de crédit a fortement augmenté depuis la comptabilisation initiale (stade 2) ou si l'instrument financier est déprécié (stade 3), une provision doit être constatée pour la durée de vie des pertes de crédit attendues.

Les PCA sont calculées à l'aide de trois composantes principales : (i) la probabilité de défaut (« PD »), (ii) la perte en cas de défaut (« PCD ») et (iii) l'exposition en cas de défaut (« ECD »).

Les PCA sur 12 mois et les PCA à vie sont calculées en multipliant la PD, la PCD et l'ECD respectives. Les PD sur 12 mois et sur la durée de vie représentent respectivement la PD survenant au cours des 12 prochains mois et la maturité résiduelle de l'instrument. L'ECD représente le solde attendu au moment du défaut, en tenant compte du remboursement du principal et des intérêts de la date de clôture à l'événement de défaut, ainsi que les tirages attendus des facilités engagées. La PCD représente les pertes attendues sur l'ECD compte tenu du cas de défaut en tenant compte, entre autres, de l'effet atténuateur de la valeur de la sûreté au moment où elle devrait être réalisée et de la valeur temps de l'argent.

L'évaluation des PCA repose sur la capacité des emprunteurs à effectuer des paiements à échéance. La Banque examine également les risques spécifiques au secteur et détermine si des ajustements supplémentaires sont requis pour le calcul des PCA. Pour certains secteurs, tels que le pétrole et le gaz, le risque de crédit peut être impacté par des considérations climatiques.

Afin de déterminer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, la Banque évalue la date à laquelle l'augmentation significative du risque de crédit s'est produite sur la base d'évaluations quantitatives et qualitatives. Le risque de crédit d'une exposition est considéré comme ayant significativement augmenté lorsque :

(i) Test quantitatif

La PD sur la durée de vie annualisée augmente davantage qu'un seuil convenu par rapport à l'équivalent à l'origine.

Les seuils de détérioration de la PD se définissent comme des augmentations en pourcentage et sont exprimés à un niveau de score d'origination et de segmentation afin de s'assurer que le test intègre de manière adéquate les augmentations significatives du risque de crédit à tous les niveaux de risque. De manière générale, les seuils sont inversement corrélés à la PD d'origination : à mesure que la PD d'origination augmente, la valeur du seuil diminue.

L'évaluation de la date à laquelle une augmentation de la PD est jugée « significative » se base sur l'analyse du profil de risque du portefeuille par rapport à un ensemble commun de principes et d'indicateurs de performance (cohérents entre les activités de détail et de gros), intégrant un jugement d'expert en matière de crédit le cas échéant. L'application des planchers quantitatifs de PD ne représente pas l'utilisation de l'exemption au titre du faible risque de crédit car les expositions peuvent passer séparément au stade 2 par le biais de la voie qualitative décrite ci-dessous.

Pour les actifs de gros, une augmentation de 100 % de la PD et un plancher de PD de 0,2 % constituent les critères d'augmentation significative du risque de crédit.

Pour les actifs de détail, une augmentation relative sur mesure et des seuils absolus de PD basés sur le type de produit et la PD d'origination constituent les critères. Les seuils sont soumis à des valeurs maximales définies par la politique de la Banque et à un seuil relatif maximal de 400 %.

Pour les expositions existantes/historiques dont les scores ou données des points d'origination ne sont plus disponibles ou ne représentent pas une estimation comparable de la PD à vie, un score d'origination de substitution est défini comme suit :

- remplissage rétrospectif du score PD sur la durée de vie approuvée soit à partir de la date d'origination, soit, si cela n'est pas possible, à partir d'une date aussi éloignée que possible (sous réserve d'un point de début de données le 1^{er} janvier 2015 au plus tard) ; ou
- utilisation des données historiques disponibles sur la performance des comptes et d'autres informations sur les clients afin d'obtenir une estimation « par proxy » comparable de la PD d'origination.

(ii) Test qualitatif

Cela est pertinent pour les comptes qui répondent aux critères de risque élevé du portefeuille et qui font l'objet d'un suivi de crédit plus étroit.

Il se peut que les clients à haut risque ne soient pas en retard de paiement, mais présentent des difficultés de crédit soit en raison d'un événement, soit en raison d'un comportement observé. La définition et l'évaluation du risque élevé s'appuient sur autant d'informations raisonnablement disponibles que possible, y compris les données au niveau du secteur et du Groupe, à chaque fois que cela est possible ou pertinent.

Bien que les populations à haut risque appliquées aux fins de la dépréciation au sens de la norme IFRS 9 soient alignées sur les processus de gestion des risques, elles sont régulièrement examinées et validées afin de s'assurer qu'elles saisissent tout segment incrémental lorsqu'il existe des signes de détérioration du crédit.

(iii) Critères de filet de sécurité

Cela est pertinent pour les comptes ayant plus de 30 jours civils d'arriérés. Le critère d'arriéré de 30 jours constitue un filet de sécurité plutôt qu'un facteur principal de passage des expositions au stade 2.

Les expositions reviendront au stade 1 dès lors qu'elles ne satisferont plus aux critères d'augmentation significative du risque de crédit. Cela signifie qu'au minimum, tous les paiements doivent être à jour, que le critère de détérioration des PD ne doit plus être rempli, que le compte ne doit plus être considéré comme à risque élevé et que le client doit avoir démontré une capacité à honorer ses échéances futures.

Les expositions ne sont retirées du stade 3 et réaffectées au stade 2 qu'une fois que l'événement déclencheur du défaut initial ne s'applique plus. Les expositions retirées du stade 3 ne doivent plus être qualifiées de dépréciées et :

a) l'émetteur doit également avoir fait preuve d'une bonne régularité dans les paiements sur une période de 12 mois, avoir honoré tous les paiements contractuels consécutifs qu'il devait honorer et, pour les expositions faisant l'objet de tolérances, avoir terminé avec succès la période probatoire définie par l'ABE concerné ; ou

b) (pour les expositions ne faisant pas l'objet de tolérances), les conditions d'exécution doivent être définies et approuvées dans le cadre d'un plan de restructuration validé de manière adéquate et le critère des 12 mois d'historique des paiements doit être rempli.

Les management overlays et autres exceptions aux résultats du modèle ne sont appliqués que s'ils sont conformes à l'objectif d'identification des augmentations significatives du risque de crédit.

Informations prospectives

L'évaluation des PCA implique un certain niveau de complexité et d'appréciation, y compris l'estimation des PD, l'estimation des PCD, une série de scénarios économiques futurs non biaisés, l'estimation des durées de vie attendues (dans les cas où les durées de vie contractuelles ne s'appliquent pas), l'estimation des ECD et l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit.

Les pertes de crédit correspondent aux déficits de liquidités attendus par rapport aux montants précisés dans les contrats sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, actualisés au TRI initial. Les PCA s'entendent des pertes de crédit pondérées par la probabilité, non biaisées, déterminées en évaluant un éventail de résultats possibles et en tenant compte des conditions économiques futures.

Veuillez consulter la section Incertitude des mesures et analyse de sensibilité à la page 86 pour plus de détails.

Définition du défaut, des actifs dépréciés, des radiations et de la comptabilisation des produits d'intérêts

La définition du défaut aux fins de la détermination des PCA et à des fins de gestion interne du risque de crédit a été alignée sur la définition du défaut de l'article 178 du Règlement CRR (Fonds propres réglementaires) afin de maintenir une approche cohérente avec la norme IFRS 9 et les orientations réglementaires associées. La définition du défaut en vertu de l'article 178 du Règlement CRR prend en considération les signes que le débiteur est peu susceptible de payer et qu'il est très improbable qu'il honore sa dette si l'exposition est en souffrance depuis plus de 90 jours. Si les expositions sont identifiées comme ayant fait l'objet d'une dépréciation au moment de leur acquisition ou de leur origination, les intérêts créditeurs sont calculés sur la valeur comptable nette de la provision pour dépréciation.

Un actif financier est considéré comme déprécié en cas de survenance d'un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur ses flux de trésorerie futurs. Il s'agit des actifs définis comme étant en défaut ainsi que des autres expositions évaluées individuellement qui se trouvent en situation de défaut imminent ou de perte réelle.

Les prêts irrécouvrables sont radiés par imputation à la provision correspondante pour dépréciation des prêts à l'achèvement des processus internes de la Banque et lorsque tous les montants raisonnablement recouvrables ont été collectés. Les recouvrements ultérieurs des montants précédemment radiés sont portés au crédit du compte de résultat. Le moment et l'ampleur des radiations peuvent nécessiter l'exercice d'une certaine appréciation subjective. Néanmoins, une radiation sera souvent déclenchée par un événement spécifique, par exemple l'ouverture d'une procédure d'insolvabilité ou d'autres mesures formelles de recouvrement, qui permet d'établir que tout ou partie de l'avance est devenue irrécouvrable.

Comptabilisation des contrats de garantie financière achetés

La Banque peut conclure un contrat de garantie financière qui oblige son émetteur à rembourser à la Banque la perte qu'elle encourt en raison du non-paiement à échéance par le débiteur conformément aux conditions d'un titre de créance. Pour ces contrats de garantie financière distincts, la Banque comptabilise un actif de remboursement aligné sur la comptabilisation des PCA sous-jacentes, s'il est considéré comme pratiquement certain qu'un remboursement serait perçu si le débiteur spécifié ne procédait pas au paiement à échéance conformément aux conditions du titre de créance.

Modifications et renégociations de crédits qui ne font pas l'objet d'une dépréciation du crédit

Si la modification d'un contrat de prêt résulte d'une activité de restructuration commerciale plutôt que du risque de crédit de l'emprunteur, une évaluation doit être effectuée afin de déterminer si les conditions du nouvel accord s'écartent substantiellement des conditions de l'accord existant. Cette évaluation tient compte à la fois de l'évolution des flux de trésorerie découlant des conditions modifiées et de l'évolution du profil de risque global des instruments. En ce qui concerne les périodes de grâce accordées aux emprunteurs qui ne sont pas dues à des tolérances, le prêt n'est pas considéré comme ayant fait l'objet de modifications substantielles si les flux de trésorerie révisés sur la base de la valeur actuelle (sur la base du TIE d'origine) ne s'écartent pas substantiellement des flux de trésorerie initiaux.

Si les conditions s'en écartent substantiellement, le prêt existant sera décomptabilisé et le nouveau prêt sera comptabilisé à la juste valeur, toute différence d'évaluation étant comptabilisée immédiatement dans le compte de résultat sous réserve de critères d'observabilité.

Si les conditions ne s'en écartent pas substantiellement, la valeur comptable du prêt sera ajustée pour tenir compte de la valeur actualisée des flux de trésorerie modifiés au TIE d'origine, tout gain ou perte en résultant étant comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat en tant que gain ou perte de modification.

Durée de vie prévue

Les PCA sur la durée de vie doivent être mesurées sur la durée de vie attendue. Celle-ci est limitée à la durée de vie contractuelle maximale et tient compte des prévisions de remboursement anticipé, de prorogation, d'achat et d'options similaires. Y font exception certains instruments financiers renouvelables, tels que les cartes de crédit et les découverts bancaires, qui comprennent à la fois une composante tirée et une composante non tirée lorsque la capacité contractuelle de l'entité à demander le remboursement et l'annulation de l'engagement non utilisé ne limite pas l'exposition de l'entité aux pertes de crédit à la période de préavis contractuel. Pour les crédits renouvelables, la durée de vie attendue est calculée de manière analytique afin de refléter la durée de vie comportementale de l'actif, c'est-à-dire la période durant laquelle la ligne métier s'attend à être exposée au risque de crédit. La durée de vie comportementale est généralement basée sur l'analyse historique du délai moyen de défaut, de clôture ou de retrait de la facilité de crédit. Si les données sont insuffisantes ou l'analyse n'est pas concluante, un « facteur d'échéance » supplémentaire peut être intégré pour refléter la durée de vie estimée totale des expositions, sur la base d'un jugement expérimenté et/ou d'une analyse par des pairs. Les éventuelles modifications futures des contrats ne sont pas prises en compte dans la détermination de la durée de vie prévue ou de l'ECD avant qu'elles ne se produisent.

Actualisations

Les PCA sont actualisées au TIE lors de la comptabilisation initiale ou de la réalisation d'une approximation et elles correspondent à la comptabilisation des revenus. Pour les engagements de financement, le taux TIE devrait s'appliquer au moment du tirage du prêt et de la comptabilisation d'un actif financier. Pour les actifs financiers à taux variable, le taux au comptant à la date de clôture est utilisé et les projections des variations du taux variable sur la durée de vie prévue ne sont pas effectuées pour estimer les flux de trésorerie futurs des intérêts ni pour l'actualisation.

Techniques de modélisation

Actuellement, les modèles fondés sur les notations internes sont utilisés pour calculer la PD et le PCD ponctuels, qui servent de données clés aux modèles IFRS 9. Par la suite, ces données sont extrapolées en utilisant les modèles IFRS 9 pour créer des prévisions macro-économiques sensibles des PD, des PCD et, partant, des PCA.

Tolérances

Un actif financier fait l'objet d'une tolérance lorsqu'il est modifié en raison de la difficulté de crédit de l'emprunteur. Une modification apportée aux conditions d'un actif en raison d'une restructuration sera généralement considérée comme une modification non substantielle qui n'entraîne pas de décomptabilisation du prêt initial, sauf dans les cas où la dette est échangée contre des capitaux propres.

Les actifs productifs et non productifs soumis à une tolérance relèvent du stade 3 sauf s'il est établi que la concession accordée n'a pas entraîné de diminution de l'obligation financière et qu'aucun autre critère de défaut prévu par le règlement n'est rempli, auquel cas l'actif est classé au stade 2. La période d'essai minimale est de 12 mois pour les tolérances non productives et de 24 mois pour les tolérances productives. Par conséquent, un délai minimum de 36 mois est nécessaire pour que les tolérances non productives sortent du statut de tolérance.

Aucun instrument financier faisant l'objet d'une tolérance ne peut revenir au stade 1 tant que tous les seuils du stade 2 ne sont plus atteints et ces instruments ne peuvent sortir du stade 3 que lorsqu'ils ne sont plus dépréciés.

Estimations et jugements comptables essentiels

La dépréciation prévue par la norme IFRS 9 implique plusieurs domaines de jugement importants, notamment l'estimation des paramètres modélisés prospectifs (PD, PCD et ECD), l'élaboration d'un ensemble de scénarios économiques futurs non biaisés, l'estimation des durées de vie attendues et l'évaluation des augmentations significatives du risque de crédit.

Le calcul de la dépréciation implique l'exercice d'un jugement fondé sur l'expérience de la Banque en matière de gestion du risque de crédit. Au sein des portefeuilles de détail, qui comprennent un grand nombre d'actifs homogènes présentant des caractéristiques de risque similaires, la provision pour dépréciation est calculée à partir de paramètres modélisés prospectifs qui sont généralement gérés au niveau du compte et du portefeuille. De nombreux modèles sont utilisés, qui sont chacun adaptés à un produit, une ligne d'activité ou une catégorie de clients. Un certain discernement et des connaissances sont nécessaires pour sélectionner les méthodes statistiques à utiliser lors de l'élaboration ou de la révision des modèles. Les ajustements apportés par la direction aux modèles de dépréciation, qui contiennent un élément de subjectivité, sont appliqués afin de prendre en compte certaines conditions ou changements de politique qui ne sont pas entièrement intégrés dans les modèles de dépréciation, ou de tenir compte de faits et de circonstances supplémentaires à la fin de la période. Les ajustements de la direction sont revus et intégrés au développement des futurs modèles, le cas échéant.

Pour les actifs significatifs individuels de stade 3, les provisions pour dépréciation sont calculées sur une base individuelle et toutes les considérations pertinentes ayant une incidence sur les flux de trésorerie futurs attendus dans un ensemble de scénarios économiques sont prises en compte. Ces considérations peuvent être particulièrement subjectives et peuvent inclure les perspectives commerciales du client, la valeur réalisable des garanties, la position de la Banque par rapport aux autres demandeurs, la fiabilité des informations relatives aux clients ainsi que le coût et la durée probables du processus de redressement. Le niveau de la provision pour dépréciation est la différence entre la valeur des flux de trésorerie futurs actualisés attendus (actualisation au TIE d'origine du prêt) et sa valeur comptable. En outre, les appréciations évoluent à

mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles ou que les stratégies de redressement évoluent, ce qui entraîne des révisions fréquentes de la provision pour dépréciation à mesure que des décisions individuelles sont prises. Les modifications de ces estimations entraînent une modification des provisions et un impact direct sur la charge de dépréciation.

Des ajustements temporaires des provisions pour dépréciation IFRS 9 peuvent être appliqués dans des circonstances limitées pour tenir compte des situations où les facteurs de risque ou informations connus ou attendus n'ont pas été pris en compte dans le processus d'évaluation ou de modélisation des PCA. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la page 68 de la performance du risque de crédit.

Les informations concernant l'impact potentiel des risques physiques et de transition du changement climatique sur les emprunteurs sont prises en compte, notamment les informations raisonnables et justifiées permettant d'établir des appréciations et des estimations comptables. Par nature, le changement climatique est un événement de long terme, avec des niveaux d'incertitude importants. La détermination de son impact possible au cours de l'exercice suivant, le cas échéant, nécessite donc un certain niveau d'appréciation.

Activités poursuivies	2023			2022		
	Charges pour dépréciation de crédit / (reprises)	Recouvrements et remboursements ^a	Total ^b	Charges pour dépréciation de crédit / (reprises)	Recouvrements et remboursements ³	Total ^c
	M€	M€	M€	M€	M€	M€
Prêts et avances au coût amorti ^c	40	(2)	38	38	(25)	13
Engagements de prêts et contrats de garantie financière hors bilan	(6)		(6)	20	—	20
Total des charges pour dépréciation de crédit / (reprises)	34	(2)	32	58	(25)	33

Notes

a Les recouvrements et remboursements incluent principalement les remboursements attendus dans le cadre de contrats de garantie financière détenus auprès de tiers via Barclays Bank PLC et offrant une protection de crédit sur certains actifs.

b Exclut la charge nette de dépréciation de 21 M€ (2022 : 134 M€) relative au portefeuille CBE classé en actifs détenus en vue de la vente au cours de l'exercice.

c Inclut les dettes représentées par un titre au coût amorti

Radiations pouvant faire l'objet d'une action en exécution

L'encours contractuel sur les actifs financiers qui ont été effacés au cours de l'exercice et qui peuvent encore faire l'objet d'une action en exécution s'élève à 58 M€ (2022 : 39 M€). Il s'agit d'un montant inférieur à celui présenté dans le tableau des expositions brutes et des provisions pour dépréciation en raison des actifs vendus au cours de l'année suivant les radiations et les recouvrements postérieurs à l'effacement.

Modification des actifs financiers

Des actifs financiers avec une provision pour pertes mesurée à un montant égal à la PCA à vie de 64 M€ (2022 : 53 M€) ont fait l'objet d'une modification non substantielle au cours de l'exercice, avec une perte de 2 M€ (2022 : néant). La valeur comptable brute des actifs financiers soumis à modification non substantielle pour lesquels la provision pour pertes est passée à une PCA sur 12 mois au cours de l'exercice s'élève à 7 M€ (2022 : néant).

9. Impôts

Comptabilisation de l'impôt sur les bénéfices

La Banque applique la norme IAS 12 Impôts sur les bénéfices pour la comptabilisation de l'impôt sur les bénéfices. L'impôt exigible sur les bénéfices imposables (impôt exigible) est passé en charges pour les périodes au cours desquelles les bénéfices sont générés. Les retenues à la source sont également considérées comme des impôts sur les bénéfices. L'impôt recouvrable sur les pertes déductibles d'impôt n'est comptabilisé comme un actif d'impôt courant que dans la mesure où il est considéré comme recouvrable par compensation avec les bénéfices imposables provenant des périodes en cours ou antérieures. L'impôt courant est évalué en utilisant les taux d'imposition et dispositions fiscales promulgués ou sur le point d'être promulgués à la date du bilan.

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour se voir imputer les écarts temporels déductibles et le report à nouveau des crédits d'impôt et des pertes fiscales non utilisés. Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour tous les écarts temporels imposables, à l'exception de l'écart d'acquisition comptabilisé initialement. L'impôt différé n'est pas comptabilisé lorsque la différence temporelle résulte de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans le cadre d'une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises et, au moment de l'opération, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le résultat imposable. L'impôt différé est déterminé en fonction des taux d'imposition et de la législation promulguée ou quasiment promulguée à la date de clôture.

de l'exercice, qui devrait s'appliquer lorsque l'actif d'impôt différé sera réalisé ou que le passif d'impôt différé sera réglé. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont compensés que lorsqu'il existe à la fois un droit légal de compensation et une intention de règlement net.

La Banque considère qu'il existe une situation fiscale incertaine lorsqu'elle juge qu'à terme, le montant du bénéfice imposable pourrait s'avérer supérieur au montant initialement indiqué dans les déclarations fiscales de la Banque.

Une provision d'impôt courante est constatée lorsqu'il est jugé probable que l'issue du contrôle par une autorité fiscale d'une situation fiscale incertaine modifiera, à l'avenir, le montant de l'impôt en espèces dû à ou par une autorité fiscale. Après sa comptabilisation, la provision d'impôt courante est évaluée au montant que la Banque s'attend à verser à l'autorité fiscale pour résoudre la position.

Estimations et jugements comptables essentiels

Deux grands domaines d'appréciation ont une incidence sur la situation fiscale déclarée. D'une part, le niveau de provisionnement des positions fiscales incertaines ; d'autre part, la comptabilisation et l'évaluation des actifs d'impôts différés.

La Banque ne considère pas qu'il existe un risque important d'ajustement significatif de la valeur comptable des soldes d'impôts courants et différés, y compris des provisions pour positions fiscales incertaines au cours de l'exercice suivant. Les provisions pour positions fiscales incertaines couvrent différentes problématiques et, le cas échéant, reflètent les préconisations d'un avocat externe. Il convient de garder à l'esprit que seule une partie de l'ensemble des positions fiscales incertaines fera l'objet d'un audit à tout moment et que certaines positions pourraient donc être contestées par une autorité fiscale au cours de l'année à venir.

Des actifs d'impôts différés ont été comptabilisés sur la base des prévisions de bénéfices des lignes métiers qui intégraient la vision actuelle des impacts climatiques.

Activités poursuivies	2023 M€	2022 M€
Charge d'impôt courant		
Exercice en cours	60	47
Ajustement au titre des exercices antérieurs	13	12
	73	59
(Crédit)/charge d'impôt différé		
Activités poursuivies	2023 M€	2022 M€
Exercice en cours	(1)	(12)
Ajustement au titre des exercices antérieurs	—	5
	(1)	(7)
Charge d'impôt	72	52

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement entre la charge d'impôt réelle et la charge d'impôt qui résulterait de l'application du taux normal de l'impôt irlandais sur les sociétés au bénéfice avant impôt de la Banque.

Activités poursuivies	2023 M€	2023 %	2022 M€	2022 %
Résultat avant impôt	264		151	
Charge d'impôt/(crédit) sur la base du taux d'impôt irlandais standard de 12,5 % (2022 : 12,5 %)	33	12,5 %	19	12,5 %
Impact des profits/pertes réalisés dans des territoires dont les taux légaux sont différents de ceux de l'Irlande (le taux d'imposition légal pondéré, Irlande comprise, est de 17,8 % (2022 : 47,6 %))	14	5,3 %	53	35,1 %
Charges non déductibles et autres ajustements fiscaux	28	10,6 %	13	8,6 %
Ajustements au titre des exercices antérieurs	13	4,9 %	17	11,3 %
Variations de la comptabilisation des impôts différés et déficits fiscaux non comptabilisés	(7)	(2,6 %)	(44)	(29,1 %)
Allègement fiscal sur les paiements effectués au titre des instruments AT1	(9)	(3,4 %)	(6)	(4,0 %)
Charge d'impôt totale	72	27,3 %	52	34,4 %

Facteurs ayant une influence sur le taux effectif d'imposition

Le taux d'imposition effectif de 27,3 % est supérieur au taux d'imposition des sociétés en Irlande de 12,5 %, en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment l'imposition des bénéfices réalisés hors d'Irlande aux taux d'imposition légaux locaux supérieurs au taux d'imposition irlandais et les ajustements au titre des années précédentes. Ces facteurs qui ont augmenté le taux d'imposition effectif sont partiellement compensés par des allègements fiscaux sur les paiements effectués au titre des instruments AT1.

La charge d'impôt future de la Banque sera sensible à la répartition géographique des bénéfices réalisés, aux taux d'imposition en vigueur et aux modifications des règles fiscales dans les juridictions dans lesquelles la Banque exerce ses activités.

L'OCDE et le Cadre inclusif du G20 sur l'érosion de la base et les transferts de bénéfices ont annoncé leur intention, dans le cadre du Pilier 2, d'introduire un impôt minimum mondial de 15 %. Par ailleurs, l'OCDE a publié des règles types en 2021. D'autres orientations de l'OCDE ont été publiées en 2022 et 2023 et la Directive européenne sur le taux d'imposition minimum (« Pilier 2 ») est entrée en vigueur le 23 décembre 2022. Les règles du deuxième pilier de l'UE s'appliquent aux exercices comptables ouverts à compter du 31 décembre 2023 et s'appliqueront aux bénéfices dans chaque pays où la Banque exerce ses activités. Parallèlement, les règles du deuxième pilier du Royaume-Uni, pour lesquelles la législation britannique a été promulguée le 11 juillet 2023, s'appliquent aux exercices comptables ouverts à compter du 31 décembre 2023 et s'appliqueront dans chaque pays où le Groupe Barclays exerce ses activités.

La Banque a adopté les amendements à la norme IAS 12 relatifs à la Réforme fiscale internationale – Règles types du Pilier II, publiés le 23 mai 2023, et a appliqué l'exception prévue au paragraphe 4A en ce qui concerne la comptabilisation et la publication d'informations sur les actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat du Pilier II.

La Banque a examiné les règles et directives du modèle de l'OCDE et a procédé à une évaluation de l'impact attendu du nouveau régime. L'impôt supplémentaire résultant de la mise en œuvre du deuxième pilier ne devrait pas augmenter de manière significative la charge d'impôt future de la Banque à compter du 1^{er} janvier 2024, étant entendu, cependant, que les passifs d'impôt futurs réels dépendront des niveaux de bénéfices dans certaines juridictions. Une charge fiscale supplémentaire de l'ordre de 3 M€ a été estimée au titre des bénéfices générés en Irlande en 2024, en raison de son faible taux d'imposition légal.

Impôt dans l'état du résultat global

L'impôt relatif à chaque composante des autres éléments du résultat global figure dans l'état du résultat global.

Impôt au titre des activités abandonnées

L'impôt relatif aux activités abandonnées figure dans le Compte de résultat de cession (voir la note 39). La charge d'impôt de 20 M€ porte intégralement sur le résultat des activités ordinaires de l'activité abandonnée.

Actifs d'impôts différés

Les montants d'impôts différés figurant au bilan sont les suivants :

	2023 M€	2022 M€
Espagne	77	79
Allemagne	73	78
France	22	17
Irlande	13	32
Actifs d'impôts différés	185	206
Passif d'impôt différé - Irlande	—	(1)

Sur l'actif d'impôt différé de 185 M€ (2022 : 206 M€), un montant de 75 M€ (2022 : 76 M€) concerne des pertes fiscales en Espagne qui n'arrivent pas à échéance et 110 M€ (2022 : 130 M€) concernent des écarts temporels. La comptabilisation de ces actifs d'impôts différés est basée sur des prévisions de bénéfices ou des législations locales qui signalent une probabilité de recouvrement intégral. Concernant les actifs d'impôts différés de 75 M€ (2022 : 76 M€), un montant de 69 M€ (2022 : 70 M€) concerne des pertes fiscales qui peuvent, en vertu de la législation locale du pays, être compensées par d'autres impôts ou converties en titres d'Etat, dans la mesure où elles ne sont pas utilisées pour compenser les bénéfices imposables avant 2032.

Sur l'actif d'impôt différé de 185 M€ (2022 : 206 M€), un montant de 13 M€ (2022 : 32 M€) concerne des juridictions qui ont subi une perte au cours de l'exercice en cours ou de l'exercice précédent et dont l'utilisation de l'actif d'impôt différé dépend de bénéfices imposables futurs. Ce facteur a été pris en compte pour parvenir à la conclusion ci-dessus que ces impôts différés seraient intégralement recouverts à l'avenir.

Actifs et passifs d'impôts différés					
	Provision pour dépréciation des prêts M€	Engagements au titre des prestations de retraite M€	Autres écarts temporels^a M€	Déficits fiscaux reportables en M€	Total M€
Au 1^{er} janvier 2023	85	11	33	76	205
Compte de résultat	(18)	(2)	20	(1)	(1)
Autres éléments du résultat global et réserves	—	—	(19)	—	(19)
Autres mouvements	—	—	—	—	—
	67	9	34	75	185
Actifs	67	9	34	75	185
Passif	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2023	67	9	34	75	185
Au 1^{er} janvier 2022	62	13	32	71	178
Compte de résultat ^b	23	—	(14)	5	14
Autres éléments du résultat global et réserves	—	(2)	10	—	8
Autres mouvements	—	—	5	—	5
	85	11	33	76	205
Actifs	85	12	33	76	206
Passif	—	(1)	—	—	(1)
Au 31 décembre 2022	85	11	33	76	205

Notes

a Les autres écarts temporels incluent les actifs d'impôts différés relatifs aux couvertures de flux de trésorerie et au crédit propre

b La variation du compte de résultat intègre l'impact des activités poursuivies et abandonnées

Le montant des actifs d'impôts différés devant être réglés après plus de 12 mois est de 161 M€ (2022 : 156 M€). Le montant des passifs d'impôts différés qui devraient être recouverts après plus de 12 mois est nul (2022 : 1 M€).

Impôt différé non comptabilisé*Pertes fiscales et écarts temporels*

Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre des crédits d'impôt non utilisés de 180 M€ (2022 : 130 M€) et des pertes fiscales brutes de 1 798 M€ (2022 : 1 972 M€), qui peuvent être reportés indéfiniment. Les actifs d'impôts différés n'ont pas été comptabilisés au titre de ces éléments car il n'est pas probable qu'ils puissent être imputés à des plus-values et moins-values imposables à l'avenir.

10. Dividendes sur actions ordinaires

Aucun dividende ordinaire n'a été distribué en 2023 (2022 : néant).

Actifs et passifs détenus à la juste valeur

Les notes annexes figurant dans cette section portent sur les actifs et passifs que la Banque détient et comptabilise à la juste valeur. La juste valeur désigne le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou le prix qui serait payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction en bonne et due forme entre les acteurs du marché à la date d'évaluation, qui peut être un prix de marché observable ou, s'il n'existe pas de cours coté pour l'instrument, une estimation basée sur les données de marché disponibles. Des informations détaillées sur l'approche de la Banque en matière de risque de marché sont fournies à la 58.

11. Portefeuille de négociation

Comptabilisation des actifs et passifs du portefeuille de transaction

Tous les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont détenus à la juste valeur, les gains et pertes des variations de juste valeur étant portés au compte de résultat dans la rubrique Résultat net des opérations des portefeuilles de transaction (note annexe 5).

	2023 M€	2022 M€
Titres de créance et autres effets éligibles	15 907	7 307
Titres de participation	1 236	138
Prêts négociés	2	255
Actifs du portefeuille de négociation	17 145	7 700
Titres de créance et autres effets éligibles	(16 232)	(12 872)
Portefeuille de transactions (passif)	(16 232)	(12 872)

12. Actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat

Comptabilisation obligatoire des actifs financiers à la juste valeur

Les actifs financiers sont détenus à la juste valeur par le compte de résultat s'ils ne contiennent pas de conditions contractuelles donnant lieu, aux dates spécifiées, à des flux de trésorerie conformes aux caractéristiques contractuelles, ou si l'actif financier n'est pas détenu dans un modèle de gestion qui est soit (i) un modèle de gestion visant à collecter les flux de trésorerie contractuels, soit (ii) un modèle de gestion obtenu à la fois en collectant les flux de trésorerie contractuels et en les vendant.

Les variations ultérieures de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisées au compte de résultat dans les charges nettes d'investissement, sauf si le reporting dans le résultat des portefeuilles de transaction permet de réduire la discordance comptable.

Les détails sur la manière dont les montants de juste valeur sont calculés pour les actifs financiers à la juste valeur sont décrits dans la note annexe 15.

	2023 M€	2022 M€
Prêts et avances	1 160	1 767
Titres d'emprunt	29	24
Titres de participation	4	2
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	20 802	15 423
Actifs financiers obligatoirement à la juste valeur	21 995	17 216

13. Instruments financiers dérivés

Comptabilisation des dérivés

Les instruments dérivés sont des contrats dont la valeur est dérivée d'un ou plusieurs instruments financiers sous-jacents ou indices définis dans le contrat. Ils comprennent les swaps, les contrats à terme de gré à gré, les contrats à terme, les options et les combinaisons de ces instruments et ont principalement un impact sur les revenus nets d'intérêts de la Banque, les produits nets de transaction et les actifs et passifs dérivés. Les montants notionnels des contrats ne sont pas inscrits au bilan. Les instruments dérivés sont utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt.

Tous les instruments dérivés sont détenus à la juste valeur par le compte de résultat, à l'exception des dérivés faisant l'objet d'une relation de couverture des flux de trésorerie désignée. Les dérivés sont classés à l'actif lorsque leur juste valeur est positive ou au passif lorsque leur juste valeur est négative.

Comptabilité de couverture

La Banque applique les exigences de la norme IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation à des fins de comptabilité de couverture. La Banque applique la comptabilité de couverture pour présenter les effets économiques de sa stratégie de gestion du risque de taux. Dans les cas où des produits dérivés sont détenus à des fins de gestion des risques et où les transactions répondent aux critères prévus en matière de documentation et d'efficacité de la couverture, la Banque applique la comptabilité de couverture de juste valeur ou la comptabilité de couverture des flux de trésorerie, selon le cas, en fonction des risques couverts.

Comptabilité de couverture de juste valeur

Les variations de juste valeur des produits dérivés qui sont désignées comme des couvertures de juste valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat, de même que les variations de juste valeur de l'actif ou du passif couvert qui sont attribuables au risque couvert. Les variations de la juste valeur permettent d'ajuster la valeur comptable de l'actif ou du passif couvert détenu au coût amorti.

Si les relations de couverture ne répondent plus aux critères de la comptabilité de couverture, la comptabilité de couverture est abandonnée. Pour les couvertures de juste valeur du risque de taux d'intérêt, l'ajustement de la juste valeur de l'élément couvert est amorti en résultat sur la période résiduelle jusqu'à l'échéance de la relation de couverture précédemment désignée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En cas de cession ou de remboursement de l'élément couvert, l'ajustement de la juste valeur non amorti est comptabilisé immédiatement au compte de résultat. Pour les éléments classés en juste valeur par les capitaux propres, l'ajustement de la comptabilité de couverture est inclus dans les autres éléments du résultat global.

Comptabilité de couverture des flux de trésorerie

Pour les couvertures des flux de trésorerie éligibles, le gain ou la perte de juste valeur associé à la part efficace de la couverture des flux de trésorerie est initialement comptabilisé en capitaux propres, puis recyclé en résultat pour les périodes au cours desquelles l'élément couvert est censé affecter le résultat. Toute partie inefficace du gain ou de la perte de l'instrument de couverture est immédiatement comptabilisée au compte de résultat.

Lorsqu'un instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu, ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux critères de la comptabilité de couverture, tout gain ou perte cumulé existant dans les capitaux propres à ce moment-là demeure dans les capitaux propres et est comptabilisé lorsque l'élément couvert est finalement comptabilisé au compte de résultat. Lorsqu'une opération prévue n'est plus censée se produire, le gain ou la perte cumulé qui a été comptabilisé en capitaux propres est immédiatement transféré au compte de résultat.

Total des instruments dérivés						
	2023			2022		
	Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur		Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur	
		Actifs M€	Passif M€		Actifs M€	Passif M€
Total des actifs/(passifs) dérivés détenus à des fins de transaction	8 695 308	33 565	(27 655)	6 821 204	40 435	(32 493)
Total des actifs/(passifs) dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques	9 602	15	(8)	5 469	4	(1)
Dérivés actifs/(passifs)	8 704 910	33 580	(27 663)	6 826 673	40 439	(32 494)

Des informations sur les modalités de compensation des instruments financiers dérivés sont disponibles à la Note annexe 16.

Les instruments dérivés de transaction sont gérés dans le cadre des politiques de gestion du risque de marché de la Banque, qui sont décrites en page 58.

L'exposition de la Banque au risque de crédit découlant de contrats dérivés est décrite dans la section Risque de crédit aux pages 67 à 113.

Les justes valeurs et montants notionnels des dérivés détenus à des fins de transaction et à des fins de gestion des risques sont présentés dans le tableau qui figure à la page suivante :

Instruments dérivés détenus à des fins de transaction	2023			2022		
	Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur		Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur	
		Actifs M€	Passif M€		Actifs M€	Passif M€
Instruments dérivés de change						
Instruments dérivés de gré à gré	873 708	6 067	(5 291)	806 891	6 833	(6 067)
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	3 176	1	(1)	4 108	—	—
Instruments dérivés de change	876 884	6 068	(5 292)	810 999	6 833	(6 067)
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés de gré à gré	4 534 409	25 417	(20 322)	4 267 780	31 725	(24 483)
Dérivés de taux compensés par la contrepartie centrale	3 100 040	337	(145)	1 556 677	344	(202)
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	23 896	1	(1)	17 562	1	(1)
Instruments dérivés de taux d'intérêt	7 658 345	25 755	(20 468)	5 842 019	32 070	(24 686)
Dérivés de crédit						
Swaps de gré à gré	62 730	156	(249)	71 858	230	(346)
Dérivés de crédit compensés par la contrepartie centrale	5 137	88	(95)	3 604	16	(23)
Dérivés de crédit	67 867	244	(344)	75 462	246	(369)
Dérivés sur actions et indices boursiers						
Instruments dérivés de gré à gré	67 145	1 117	(1 176)	64 911	953	(1 039)
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	22 619	350	(350)	26 253	332	(332)
Dérivés sur actions et indices boursiers	89 764	1 467	(1 526)	91 164	1 285	(1 371)
Dérivés sur matières premières						
Instruments dérivés de gré à gré	1 273	6	—	823	1	—
Contrats à terme et options négociés en bourse - achetés et vendus	1 175	25	(25)	737	—	—
Dérivés sur matières premières	2 448	31	(25)	1 560	1	—
Actifs/(passifs) dérivés détenus à des fins de transaction	8 695 308	33 565	(27 655)	6 821 204	40 435	(32 493)
Total des dérivés de gré à gré détenus à des fins de transaction	5 539 265	32 763	(27 038)	5 212 263	39 742	(31 935)
Total des dérivés compensés par la contrepartie centrale détenus à des fins de négociation	3 105 177	425	(240)	1 560 281	360	(225)
Total des dérivés négociés en bourse détenus à des fins de transaction	50 866	377	(377)	48 660	333	(333)
Actifs/(passifs) dérivés détenus à des fins de transaction	8 695 308	33 565	(27 655)	6 821 204	40 435	(32 493)

Instruments dérivés détenus à des fins de gestion des risques	2023			2022		
	Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur		Montant notionnel du contrat M€	Juste valeur	
		Actifs M€	Passif M€		Actifs M€	Passif M€
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie						
Swaps de taux d'intérêt	438	—	—	531	4	(1)
Dérivés de taux compensés par la contrepartie centrale	6 392	—	—	4 295	—	—
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	6 830	—	—	4 826	4	(1)
Instruments dérivés désignés comme couverture de juste valeur						
Swaps de taux d'intérêt	2 371	15	(8)	631	—	—
Dérivés de taux compensés par la contrepartie centrale	401	—	—	12	—	—
Instruments dérivés désignés comme couverture de juste valeur	2 772	15	(8)	643	—	—
Actifs/(passifs) dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques	9 602	15	(8)	5 469	4	(1)
Total des dérivés de gré à gré détenus pour la gestion des risques	2 809	15	(8)	1 162	4	(1)
Total des dérivés compensés par la contrepartie centrale détenus à des fins de gestion des risques	6 793	—	—	4 307	—	—
Actifs/(passifs) dérivés détenus dans le cadre de la gestion des risques	9 602	15	(8)	5 469	4	(1)

La comptabilité de couverture s'applique principalement au risque suivant :

- Risque de taux d'intérêt - découle d'une inadéquation entre les taux d'intérêt fixes et les taux d'intérêt variables.

Afin de couvrir ce risque, la Banque utilise les instruments de couverture suivants :

- les instruments dérivés de taux d'intérêt pour échanger les expositions de taux d'intérêt avec des taux fixes ou variables.

Dans certains cas, certains éléments faisant l'objet d'une couverture économique peuvent être des éléments couverts non éligibles aux fins de la norme IAS 39, par exemple les dépôts de base et les fonds propres. Dans ces cas, une solution de couverture de substitution peut être utilisée, dans le cadre de laquelle les portefeuilles d'actifs à taux variable sont désignés comme éléments couverts éligibles dans les couvertures de flux de trésorerie.

Dans certaines relations de couverture, la Banque désigne les composantes de risque des éléments couverts comme suit :

- le risque de taux d'intérêt de référence en tant que composante du risque de taux d'intérêt, tel que la composante Taux sans risque (« TSR »).
- les composantes des flux de trésorerie des éléments couverts, par exemple certains paiements d'intérêts sur une partie de la durée de vie d'un instrument.

En utilisant le risque de taux d'intérêt de référence, d'autres risques, tels que le risque de crédit et le risque de liquidité, sont exclus de la relation de comptabilité de couverture. A la suite de la réforme des taux d'intérêt de référence à l'échelle du marché, la sensibilité aux taux sans risque est considérée comme le risque de taux d'intérêt prédominant. Par conséquent, la juste valeur des éléments couverts (qui concernent souvent les taux sans risque ou « au jour le jour » similaires) évolue proportionnellement à ce risque.

En ce qui concerne bon nombre des relations de comptabilité de couverture de la Banque, l'élément couvert et l'instrument de couverture évoluent fréquemment en raison du caractère dynamique de la stratégie de gestion des risques et de comptabilité de couverture. La Banque applique la comptabilité de couverture à des scénarios dynamiques, principalement liés au risque de taux d'intérêt, et couvrant une combinaison d'éléments pour faire en sorte que ses états financiers reflètent le mieux possible les mesures de gestion du risque économique mises en œuvre. Dans certains cas, si l'objectif de la comptabilité de couverture évolue, la désignation de la relation de comptabilité de couverture concernée expire et celle-ci est remplacée par une relation de comptabilité de couverture différente.

Les instruments de couverture ont les mêmes expositions au risque que les éléments couverts. L'efficacité de la couverture est déterminée par référence à des tests quantitatifs, principalement des tests de régression. Cependant, dans la mesure où les instruments de couverture sont

exposés à des risques différents des éléments couverts, cela pourrait entraîner une inefficacité de la couverture ou des défaillances de la comptabilité de couverture.

Les sources d'inefficacité sont les suivantes :

- Asymétries entre les conditions contractuelles de l'élément couvert et de l'instrument de couverture, y compris les écarts de base.
- Variation du risque de crédit des instruments de couverture.
- Couverture de flux de trésorerie par le biais de swaps externes dont la juste valeur n'est pas nulle.

Montant, calendrier et incertitude des flux de trésorerie futurs

Éléments couverts dans les relations comptables de couverture de juste valeur					
Élément couvert, état de la situation financières et catégorie de risque couvert	Valeur comptable	Ajustement cumulé de la juste valeur inclus dans la valeur comptable		Variation de juste valeur utilisée comme base pour déterminer l'inefficacité	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat
		Total	Dont : Correction de juste valeur cumulée sur les éléments ne faisant plus l'objet d'une relation de couverture		
	M€	M€	M€	M€	M€
2023					
Actif					
Prêts et avances au coût amorti					
- Risque de taux d'intérêt	1	1	1	—	—
Titres de créance classés au coût amorti					
- Risque de taux d'intérêt	397	7	—	7	1
- Risque d'inflation	1 734	(21)	(7)	(21)	—
Total de l'actif	2 132	(13)	(6)	(14)	1
Passif					
Titres de créance en circulation					
- Risque de taux d'intérêt	(650)	(6)	(73)	(22)	(1)
Total du passif	(650)	(6)	(73)	(22)	(1)
Total des éléments de couverture	1 482	(19)	(79)	(36)	—
2022					
Actif					
Prêts et avances au coût amorti					
- Risque de taux d'intérêt	4	4	4	—	—
Passif					
Titres de créance en circulation					
- Risque de taux d'intérêt	(639)	6	—	134	(3)
Total	(635)	10	4	134	(3)

Le tableau suivant présente les instruments de couverture de juste valeur inscrits au bilan de la Banque :

Type de couverture	Catégorie de risque	Valeur comptable		Montant notionnel M€	Variation de juste valeur utilisée comme base pour déterminer l'inefficacité M€
		Actifs dérivés M€	Passifs dérivés M€		
Au 31 décembre 2023					
Juste valeur	Risque de taux d'intérêt	—	—	1 022	15
	Risque d'inflation	15	(8)	1 750	21
Total		15	(8)	2 772	36
Au 31 décembre 2022					
Juste valeur	Risque de taux d'intérêt	—	—	643	(137)
Total		—	—	643	(137)

Le tableau suivant présente les valeurs notionnelles attendues des instruments de couverture actuels pour les années à venir :

	2023 M€	2024 M€	2025 M€	2026 M€	2027 M€	2028 M€	2029 et ultérieurement M€
2023							
Couvertures de juste valeur de :							
Risque de taux (encours notionnel)	1 022	1 022	869	555	413	413	313
risque inflationniste (encours notionnel)	1 750	1 750	1 750	950	950	90	—
	2022 M€	2023 M€	2024 M€	2025 M€	2026 M€	2027 M€	2028 et ultérieurement M€
2022							
Couverture de juste valeur du risque de taux d'intérêt							
Risque de taux (encours notionnel)	643	638	633	480	410	405	405

La Banque dispose de 35 couvertures de juste valeur (2022 : 37) du risque de taux d'intérêt à un taux fixe moyen de 4,13 % (2022 : 4,45 %) sur l'ensemble des relations et 16 (2022 : néant) couvertures du risque d'inflation à la juste valeur à un taux moyen de 0,83 % (2022 : néant) sur l'ensemble des relations.

Description de la relation de couverture et du risque couvert	Variation de valeur de l'élément couvert servant de base à la comptabilisation de l'inefficacité M€	Soldes de la réserve de couverture de flux de trésorerie pour les couvertures en cours M€	Soldes restants dans les réserves de couverture des flux de trésorerie pour lesquels la comptabilité de couverture n'est plus appliquée M€	(Plus-values) ou moins values de couverture comptabilisées dans les Autres éléments du résultat global M€	Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat ³ M€
2023					
Couverture des flux de trésorerie du risque de taux d'intérêt					
Prêts et avances au coût amorti	(16)	(5)	9	(16)	1
Caisse et soldes auprès des banques centrales	(98)	(7)	83	(98)	18
Couverture totale des flux de trésorerie	(114)	(12)	92	(114)	19
2022					
Couverture des flux de trésorerie du risque de taux d'intérêt					
Prêts et avances au coût amorti	22	11	11	22	(1)
Caisse et soldes auprès des banques centrales	212	100	119	212	(4)
Couverture totale des flux de trésorerie	234	111	130	234	(5)

Note

a L'inefficacité de la couverture est comptabilisée en produits nets d'intérêts.

Le tableau suivant présente les instruments de couverture des flux de trésorerie inscrits au bilan de la Banque :

Type de couverture	Catégorie de risque	Valeur comptable		Montant notionnel M€	Variation de juste valeur utilisée comme base pour déterminer l'inefficacité M€
		Actifs dérivés M€	Passifs dérivés M€		
Au 31 décembre 2023					
Flux de trésorerie	Risque de taux d'intérêt	—	—	6 830	133
Total		—	—	6 830	133
Au 31 décembre 2022					
Flux de trésorerie	Risque de taux d'intérêt	4	(1)	4 826	(239)
Total		4	(1)	4 826	(239)

L'effet sur le compte de résultat et les autres éléments du résultat global des montants recyclés au titre des couvertures de flux de trésorerie est présenté dans le tableau suivant :

Description de la relation de couverture et du risque couvert	2023		2022	
	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de l'impact de l'élément couvert sur le compte de résultat M€	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de la vente d'un investissement, ou flux de trésorerie qui ne devraient plus se produire M€	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de l'impact de l'élément couvert sur le compte de résultat M€	Montant recyclé des autres éléments du résultat global en raison de la vente d'un investissement, ou flux de trésorerie qui ne devraient plus se produire M€
Couverture des flux de trésorerie du risque de taux d'intérêt				
Recyclé vers les produits nets d'intérêts	(46)	—	(9)	—

Voici un rapprochement détaillé des mouvements de la réserve de couverture des flux de trésorerie :

Description de la relation de couverture et du risque couvert	2023	2022
	Réserve de couverture des flux de trésorerie M€	Réserve de couverture des flux de trésorerie M€
Solde au 1^{er} janvier	(211)	(14)
Plus-values/(moins-values) de couverture de l'exercice	114	(234)
Montants reclassés en lien avec les flux de trésorerie affectant le résultat	46	9
Taxe	(20)	28
Solde au 31 décembre	(71)	(211)

14. Passifs financiers à la juste valeur sur option

Comptabilisation des passifs désignés à la juste valeur par le compte de résultat

Conformément à la norme IFRS 9, les passifs financiers peuvent être désignés à la juste valeur, les gains et pertes étant inscrits au compte de résultat dans les rubriques Résultat net des transactions (note 5) et Charges nettes des placements (note annexe 6). Les variations du crédit propre sont comptabilisées en capitaux propres, à moins que les effets des variations du risque de crédit du passif ne créent ou n'accroissent une discordance comptable dans le compte de résultat. Dans ces scénarios, tous les gains et pertes sur ce passif (y compris les effets des variations du risque de crédit du passif) sont présentés dans le compte de résultat. Lors de la décomptabilisation du passif financier, aucun montant relatif au risque de crédit propre n'est recyclé en résultat. La Banque peut procéder à une désignation de juste valeur si la détention d'instruments à la juste valeur permet de réduire une discordance comptable (causée par un passif ou un actif de compensation détenu à la juste valeur), ou si les instruments sont gérés par la Banque sur la base de leur juste valeur ou reposent sur des conditions présentant des caractéristiques similaires, en substance, à celles des dérivés (Note annexe 13).

Les détails sur la manière dont les montants de juste valeur sont calculés pour les passifs financiers désignés à la juste valeur sont décrits dans la note annexe 15.

	2023		2022	
	Juste valeur M€	Montant contractuel dû à l'échéance M€	Juste valeur M€	Montant contractuel dû à l'échéance M€
Titres d'emprunt	3 183	3 486	2 469	2 724
Dépôts	3 019	4 136	3 251	4 426
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	19 249	19 489	9 138	9 171
Passifs financiers à la juste valeur sur option	25 451	27 111	14 858	16 321

La perte nette cumulée de crédit propre comptabilisée (avant impôt) est de 25 M€ (2022 : perte de 17 M€).

15. Juste valeur des instruments financiers

Comptabilisation des actifs et passifs financiers - juste valeur

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat. En outre, les actifs financiers sont détenus à la juste valeur par le compte de résultat s'ils ne contiennent pas de conditions contractuelles donnant lieu, aux dates spécifiées, à des flux de trésorerie conformes aux caractéristiques contractuelles, ou si l'actif financier n'est pas détenu dans un modèle de gestion qui est soit (i) un modèle de gestion visant à collecter les flux de trésorerie contractuels, soit (ii) un modèle de gestion obtenu à la fois en collectant les flux de trésorerie contractuels et en les vendant. Les variations ultérieures de la juste valeur de ces instruments sont comptabilisées au compte de résultat dans les produits nets d'investissement, sauf si le reporting dans le résultat des portefeuilles de transaction permet de réduire la discordance comptable.

Dans la mesure du possible, la juste valeur est déterminée par référence à un prix de marché coté pour cet instrument. Pour de nombreux actifs et passifs financiers de la Banque, en particulier les produits dérivés, les prix cotés ne sont pas disponibles et des modèles d'évaluation sont utilisés pour estimer la juste valeur. Les modèles calculent les flux de trésorerie attendus selon les conditions de chaque contrat spécifique, puis actualisent ces valeurs à une valeur actuelle. Le cas échéant, ces modèles utilisent des sources indépendantes comme bases de données de marché y compris, le cas échéant, les courbes de taux d'intérêt, les prix des actions et des matières premières, les volatilités des options et les taux de change.

Pour les passifs financiers évalués à la juste valeur, la valeur comptable reflète l'effet sur la juste valeur des variations des spreads de crédit propres résultant de données de marché observables telles que les émissions primaires et les rachats d'obligations structurées.

Lors de la comptabilisation initiale, il est présumé que le prix de la transaction est la juste valeur sauf s'il existe des informations contraires observables sur un marché actif.

Pour les valorisations reposant sur des intrants non observables, la différence entre la valorisation du modèle et le prix de transaction initial (produit du premier jour) est comptabilisée en résultat, soit linéairement sur la durée de la transaction, soit sur la période jusqu'à ce que tous les intrants du modèle deviennent observables le cas échéant, soit jusqu'à ce qu'ils soient publiés en totalité lorsque les intrants non observables auparavant deviennent observables.

Divers facteurs pèsent sur la disponibilité des intrants observables et peuvent varier d'un produit à l'autre et évoluer au fil du temps. Parmi ces facteurs figurent l'ampleur de l'activité sur le marché concerné, le type de produit, le fait que le produit soit nouveau et peu négocié sur le marché, la maturité de la modélisation du marché et la nature de la transaction (personnalisée ou générique). Dans la mesure où l'évaluation repose sur des modèles ou intrants qui ne sont pas observables sur le marché, la détermination de la juste valeur peut s'avérer plus subjective et dépendre de l'importance des données non observables pour l'évaluation globale. Les intrants non observables sont déterminés sur la base des meilleures informations disponibles, par exemple par référence à des actifs similaires, à des échéances similaires ou à d'autres techniques d'analyse.

La sensibilité des valorisations utilisées dans les états financiers à d'éventuelles variations d'intrants significatifs non observables est présentée en page 181.

Estimations et jugements comptables essentiels

La valorisation des instruments financiers implique souvent un degré significatif d'appréciation et de complexité, notamment lorsque les modèles de valorisation utilisent des intrants non observables (actifs et passifs de niveau 3). Cette note fournit des informations sur ces instruments, y compris les plus et moins-values latentes constatées au cours de la période, une description des techniques de valorisation significatives et des intrants non observables ainsi qu'une analyse de sensibilité.

Les risques liés au climat sont supposés inclus dans la juste valeur des actifs et passifs négociés sur des marchés actifs.

Valorisation

Les actifs et passifs sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'observabilité des paramètres de marché significatifs. Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont définis ci-dessous.

Prix cotés sur le marché - Niveau 1

Les actifs et passifs sont classés en niveau 1 si leur valeur est observable sur un marché actif. Ces instruments sont évalués par référence à des prix cotés non ajustés pour des actifs ou des passifs identiques sur des marchés actifs où le prix coté est facilement accessible, et le prix représente des transactions réelles et régulières sur le marché. Un marché actif est un marché sur lequel les transactions ont lieu à un volume et une fréquence suffisants pour fournir des informations sur les prix de manière continue.

Technique d'évaluation utilisant des intrants observables - niveau 2

Les actifs et passifs classés en niveau 2 ont été évalués à l'aide de modèles dont les intrants sont observables directement ou indirectement. Les valorisations fondées sur des intrants observables comprennent les actifs et passifs tels que les swaps et les contrats à terme de gré à gré qui sont évalués à l'aide de techniques de valorisation standard du marché ainsi que les options qui sont généralement négociées sur des marchés où toutes les données des modèles de valorisation standard du marché sont observables.

Technique de valorisation reposant sur des intrants non observables significatifs - Niveau 3

Les actifs et passifs sont classés en niveau 3 si leur valorisation intègre des intrants significatifs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables (intrants non observables). Un intrant de valorisation est considéré comme observable s'il peut être directement observé à partir de transactions réalisées sur un marché actif, ou s'il existe des preuves externes convaincantes qui démontrent un prix de sortie exécutable. Les niveaux d'intrants non observables sont généralement déterminés par référence à des intrants observables, à des observations historiques ou à d'autres techniques d'analyse.

Le tableau suivant présente les actifs et passifs de la Banque qui sont détenus à la juste valeur ventilés par technique de valorisation (hiérarchisation de la juste valeur) et par classification du bilan :

Actifs et passifs détenus à la juste valeur				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Au 31 décembre 2023	M€	M€	M€	M€
Actifs du portefeuille de négociation	5 224	11 921	—	17 145
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	21 556	439	21 995
Instruments financiers dérivés	—	33 307	273	33 580
Actif total	5 224	66 784	712	72 720
Portefeuille de transactions (passif)	(2 485)	(13 747)	—	(16 232)
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	(25 377)	(74)	(25 451)
Instruments financiers dérivés	—	(27 535)	(128)	(27 663)
Passif total	(2 485)	(66 659)	(202)	(69 346)

Actifs et passifs détenus à la juste valeur				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Au 31 décembre 2022	M€	M€	M€	M€
Actifs du portefeuille de négociation	521	7 085	94	7 700
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	16 806	410	17 216
Instruments financiers dérivés	—	40 050	389	40 439
Actif total	521	63 941	893	65 355
Portefeuille de transactions (passif)	(1 411)	1 (11 452)	(9)	(12 872)
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	(14 766)	(92)	(14 858)
Instruments financiers dérivés	—	(32 117)	(377)	(32 494)
Passif total	(1 411)	(58 335)	(478)	(60 224)

Le tableau suivant présente les actifs et passifs de niveau 3 de la Banque qui sont détenus à la juste valeur et ventilés par type de produit :

Actifs et passifs de niveau 3 détenus à la juste valeur par type de produit				
	2023		2022	
	Actifs	Passif	Actifs	Passif
	M€	M€	M€	M€
Instruments dérivés de taux d'intérêt	203	(47)	99	(44)
Instruments dérivés de change	3	(2)	101	(124)
Dérivés de crédit	1	(10)	1	(13)
Dérivés actions	66	(69)	188	(196)
Dépôts structurés	—	(74)	—	(92)
Prêts	407	—	453	—
Autres	32	—	51	(9)
Total	712	(202)	893	(478)

Techniques de valorisation et analyse de sensibilité

L'analyse de sensibilité porte sur des produits caractérisés par des intrants non significatifs (niveau 3) afin de générer une gamme de valorisations alternatives raisonnablement envisageables. Les méthodologies de sensibilité appliquées tiennent compte de la nature des techniques de valorisation utilisées, de la disponibilité et de la fiabilité des données de remplacement et historiques observables et de l'impact de l'utilisation des modèles alternatifs.

Les sensibilités sont calculées de manière dynamique sur une base mensuelle. Le calcul est basé sur des données de fourchette ou de spread d'une source de référence fiable ou d'un scénario basé sur une analyse de marché pertinente ainsi que sur l'impact de l'utilisation de modèles alternatifs. Les sensibilités sont calculées sans tenir compte de l'impact d'une éventuelle diversification du portefeuille.

Les techniques de valorisation utilisées, l'observabilité et l'analyse de sensibilité des produits importants au sein du niveau 3 sont décrites ci-dessous.

Instruments dérivés de taux d'intérêt

Description : Dérivés liés à des taux d'intérêt ou à des indices d'inflation. La catégorie comprend les contrats à terme, les swaps de taux d'intérêt et d'inflation, les swaptions, les caps, les floors, les options d'inflation et d'autres dérivés exotiques de taux.

Valorisation : Les dérivés de taux et d'inflation sont généralement valorisés à l'aide de courbes de taux à terme reposant sur des données de marché afin de projeter et d'actualiser les flux de trésorerie futurs attendus des transactions. Les instruments assortis d'un élément

d'optionnalité sont valorisés à partir des volatilités implicites des intrants de marché et s'appuient sur des modèles standards ou sur mesure selon le type de produit.

Observabilité : De manière générale, les intrants sont considérés comme observables jusqu'à des échéances liquides qui sont déterminées séparément pour chaque intrant et chaque sous-jacent. Les intrants non observables sont généralement déterminés par référence à des instruments de marché liquides et en appliquant des techniques d'extrapolation ou déduites à l'aide d'une autre méthode raisonnable.

Instruments dérivés de change

Description : Produits dérivés liés au marché des changes. Cette catégorie comprend les contrats de change à terme, les swaps de change et les options de change. Ces produits sont principalement négociés comme des produits dérivés de gré à gré.

Valorisation : Les dérivés de change sont valorisés à l'aide de modèles standard et sur mesure selon le type de produit. Les intrants de valorisation incluent les taux de change, les taux d'intérêt, les volatilités des devises, les volatilités des taux d'intérêt, les corrélations des taux d'intérêt de change et d'autres paramètres, le cas échéant.

Observabilité : Les corrélations de change, les contrats à terme de gré à gré et les volatilités sont généralement observables jusqu'à des échéances liquides qui sont déterminées séparément pour chaque intrant et chaque sous-jacent. Les intrants non observables sont déterminés par référence à des instruments de marché liquides et en appliquant des techniques d'extrapolation, ou déduits à l'aide d'une autre méthode raisonnable. Les contrats de change à terme conditionnels sont généralement classés en niveau 3 car la probabilité de réalisation de l'opération n'est pas observable.

Dérivés actions

Description : Dérivés négociés en bourse ou de gré à gré liés à des indices actions et à des titres individuels. La catégorie comprend les actions vanille et exotiques.

Valorisation : Les dérivés actions sont valorisés à l'aide de modèles standards du secteur. Les intrants de valorisation comprennent les cours des actions, les dividendes, les volatilités, les taux d'intérêt, les courbes de rachat d'actions et, pour les produits multi-actifs, les corrélations.

Observabilité : De manière générale, les intrants de valorisation sont considérés comme observables jusqu'à des échéances liquides qui sont déterminées séparément pour chaque intrant et chaque sous-jacent. Les intrants non observables sont déterminés par référence à des instruments de marché liquides et en appliquant des techniques d'extrapolation, ou déduits à l'aide d'une autre méthode raisonnable.

Prêts

Description : Catégorie largement constituée des portefeuilles de prêts hypothécaires en euros garantis sur des biens immobiliers résidentiels situés en Italie. La majorité des prêts hypothécaires sont indexés sur le taux de change EUR/CHF et le taux moyen suisse au jour le jour (« SARON ») composé à 3 mois.

Valorisation : Les prêts sont valorisés à l'aide d'un modèle qui actualise les projections des flux de trésorerie au niveau des prêts à une marge adéquate.

Observabilité : Les spreads des prêts immobiliers résidentiels italiens ne sont généralement pas observables. Les spreads utilisés dans le modèle de valorisation reposent sur les données d'autres titres de prêts hypothécaires italiens ainsi que sur les données transactionnelles disponibles.

Sensibilité de niveau 3 : La sensibilité du portefeuille hypothécaire est calculée en appliquant une variation aux paramètres du modèle d'écart d'actualisation, du taux de remboursement anticipé conditionnel (« TRAC ») et du taux de défaut constant (« TDC ») alignés sur le cadre d'évaluation prudente pour les ajustements additionnels d'évaluation.

Actifs et passifs reclassés entre le niveau 1 et le niveau 2

Au cours de la période, il n'y a pas eu de transferts importants entre le niveau 1 et le niveau 2 (2022 : il n'y a pas eu de transferts importants entre le niveau 1 et le niveau 2).

Analyse des mouvements de niveau 3

Le tableau ci-après récapitule les mouvements des soldes de niveau 3 au cours de la période. Les transferts sont répertoriés comme s'ils avaient eu lieu en début d'année.

Les transferts d'actifs et de passifs entre le Niveau 2 et le Niveau 3 résultent principalement i) d'une augmentation ou d'une diminution de l'activité de marché observable liée à un intrant ou ii) d'une modification de l'importance des données non observables, les actifs et passifs étant considérés comme de Niveau 3 si un intrant non observable est jugé significatif.

Analyse des mouvements d'actifs et de passifs de niveau 3

	Au 1 ^{er} janvier 2023 M€	Achats M€	Ventes M€	Emissions M€	Règlements M€	Total des plus-values et (moins-values) de la période comptabilisées au compte de résultat		Total de transfert comptabilisé en AERG M€	Plus-values ou (moins-values)		Au 31 décembre 2023 M€
						Activité commerciale de négociation (pertes) M€	Produit de placement M€		Entrée M€	Sortie M€	
Prêts	67	22	—	—	(60)	—	—	—	—	(29)	—
Autres	27	—	(27)	—	—	—	—	—	—	—	—
Actifs du portefeuille de négociation	94	22	(27)	—	(60)	—	—	—	—	(29)	—
Prêts	386	133	(49)	—	(58)	—	(5)	—	—	—	407
Autres	24	9	—	—	—	—	(1)	—	—	—	32
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	410	142	(49)	—	(58)	—	(6)	—	—	—	439
Portefeuille de transactions (passif)	(9)	—	9	—	—	—	—	—	—	—	—
Passifs financiers à la juste valeur sur option	(92)	—	—	—	—	—	—	—	(74)	92	(74)
Instruments dérivés de taux d'intérêt	55	—	—	—	(12)	8	—	—	96	9	156
Dérivés de change	(23)	—	—	—	—	3	—	—	1	20	1
Dérivés de crédit	(12)	(2)	—	—	2	2	—	—	—	1	(9)
Dérivés actions	(8)	(13)	—	—	21	(3)	—	—	—	—	(3)
Instruments financiers dérivés nets³	12	(15)	—	—	11	10	—	—	97	30	145
Total	415	149	(67)	—	(107)	10	(6)	—	23	93	510

Analyse des mouvements d'actifs et de passifs de niveau 3

	Au 1 ^{er} janvier 2022	Achats	Ventes	Emissions	Règlements	Total des plus-values et (moins-values) de la période comptabilisées au compte de résultat		Total des plus- values ou (moins-values) comptabilisés en AERG	Transferts		Au 31 décembre 2022
						Résultat des portefeuilles de transaction	Revenus des placements		Entrée	Sortie	
						M€	M€				
Prêts	50	121	(104)	—	—	—	—	—	—	—	67
Autres	—	26	—	—	—	—	—	—	1	—	27
Actifs du portefeuille de négociation	50	147	(104)	—	—	—	—	—	1	—	94
Prêts	326	76	—	—	(27)	(4)	15	—	—	—	386
Autres	24	1	—	—	—	(1)	—	—	—	—	24
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	350	77	—	—	(27)	(5)	15	—	—	—	410
Portefeuille de transactions (passif)	(4)	(4)	—	—	—	—	—	—	(5)	4	(9)
Passifs financiers à la juste valeur sur option	—	—	—	—	—	—	—	—	(92)	—	(92)
Instruments dérivés de taux d'intérêt	88	—	—	—	(3)	3	—	—	(15)	(18)	55
Instruments dérivés de change	(7)	—	—	—	(9)	(12)	—	—	1	4	(23)
Dérivés de crédit	—	(1)	1	—	—	(5)	—	—	(7)	—	(12)
Dérivés actions	—	—	—	—	—	—	—	—	(8)	—	(8)
Instruments financiers dérivés nets ^a	81	(1)	1	—	(12)	(14)	—	—	(29)	(14)	12
Total	477	219	(103)	—	(39)	(19)	15	—	(125)	(10)	415

Note

a Les instruments financiers dérivés sont représentés sur une base nette. Sur une base brute, les actifs financiers dérivés s'élèvent à 273 M€ (2022 : 389 M€) et les passifs financiers dérivés à 128 M€ (2022 : 377 M€).

Revenus et pertes latents sur actifs et passifs financiers de niveau 3

Les tableaux suivants présentent les plus et moins-values latentes comptabilisées au cours de l'exercice au titre des actifs et passifs financiers de niveau 3 détenus à la fin de l'exercice.

Plus-values et moins-values latentes comptabilisées au cours de la période sur les actifs et passifs de niveau 3 détenus en fin d'exercice

	2023			2022		
	Compte de résultat			Compte de résultat		
	Résultat des portefeuilles de transaction M€	Revenus des placements M€	Total M€	Résultat des portefeuilles de transaction M€	Pertes d'investissement M€	Total M€
Au 31 décembre						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	(6)	(6)	(5)	15	10
Instruments financiers dérivés nets	10	—	10	(16)	—	(16)
Total	10	(6)	4	(21)	15	(6)

Intrants non observables significatifs

Le tableau suivant présente les techniques de valorisation et les données non observables significatives pour les actifs et passifs significatifs comptabilisés à la juste valeur et classés en niveau 3 ainsi que la plage de valeurs utilisées pour ces données non observables significatives :

	Technique(s) de valorisation	Intrants non observables significatifs	2023 Fourchette		2022 Fourchette		Parts ^a
			Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	
Instruments financiers dérivés							
Instruments dérivés de taux d'intérêt	Flux de trésorerie actualisés	Contrats à terme sur l'inflation	0,3	3	2	5	%
	Modèle d'option	Volatilité des taux d'intérêt	41	248	42	261	vol pb
Dérivés actions	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	(180)	110	(205)	26	pb
	Modèle d'option	Volatilité des actions	9	67	17	46	%
		Fonds propres - corrélation					
Instruments dérivés de change	Modèle d'option	des fonds propres	40	93	40	92	%
	Modèle d'option	Volatilité des options	—	—	4	13	points
	Flux de trésorerie actualisés	Rendement	—	—	(3)	2	%
Instruments financiers non dérivés							
Prêts	Flux de trésorerie actualisés	Spread de crédit	230	345	200	300	pb
	Prix comparables	Tarification	89	89	96	100	points
Certificats de dépôt, billets de trésorerie et autres instruments du marché monétaire	Flux de trésorerie actualisés	Spread de crédit	—	—	128	128	pb
	Modèle d'option	Corrélation FX - IR	(6)	66	—	—	%

Note

a Les parts utilisées pour communiquer des fourchettes d'intrants significatifs non observables sont des pourcentages, des points et des points de base (« pb »). Les points sont un pourcentage de la valeur nominale ; par exemple, 100 points représentent 100 % de la valeur nominale. Un point de base est égal à 1/100^e d'1 % ; par exemple, 150 points de base représentent 1,5 %.

La section suivante décrit les données non observables significatives identifiées dans le tableau ci-dessus ainsi que la sensibilité de la valorisation à la juste valeur des instruments classés en actifs ou passifs de niveau 3 aux augmentations d'intrants significatifs non observables. Généralement, la relation inverse s'applique également lorsque les sensibilités sont décrites.

Lorsque des corrélations étroites peuvent être identifiées entre des données non observables significatives utilisées dans l'évaluation de la juste valeur, une description de ces corrélations est présentée ci-dessous.

Contrats à terme sur l’inflation

Un prix ou un taux applicable à une opération financière qui aura lieu à l’avenir.

D’une manière générale, une augmentation significative d’un contrat isolé entraîne une augmentation de la juste valeur pour le bénéficiaire contractuel du sous-jacent (par ex. devise, obligation, matière première), mais la sensibilité dépend des conditions spécifiques de l’instrument.

Volatilité

La volatilité est une mesure de la variabilité ou de l’incertitude, en contrepartie d’un sous-jacent dérivé donné. Il s’agit d’une estimation de l’évolution de la valeur d’un instrument sous-jacent ou d’un indice donné au fil du temps. En général, les volatilités sont déduites des prix des options observés. Pour les options non observables, la volatilité implicite peut refléter des hypothèses supplémentaires sur la nature du risque sous-jacent et le profil d’exercice/l’échéance d’un contrat spécifique.

D’une manière générale, une augmentation significative de volatilité d’un contrat isolé entraîne une augmentation de la juste valeur pour le titulaire d’une simple option, mais la sensibilité dépend des conditions spécifiques de l’instrument.

Prix comparables

Les prix des instruments comparables sont utilisés pour la valorisation en calculant un rendement implicite (ou un spread par rapport à un indice de référence liquide) à partir du prix d’un instrument comparable observable, puis en ajustant ce rendement (ou spread) pour tenir compte des différences pertinentes telles que l’échéance ou la qualité de crédit. Il est également possible de présumer un ratio cours/cours entre des instruments comparables et non observables afin de calculer une valeur.

De manière générale, une augmentation significative du prix comparable de manière isolée entraîne une hausse du prix de l’instrument non observable. Pour les dérivés, une évolution isolée du prix comparable peut entraîner une hausse ou une baisse de la juste valeur en fonction des conditions spécifiques de l’instrument.

Spread de crédit

Les spreads de crédit représentent généralement la différence de rendement entre un instrument et un titre ou un taux de référence. Les spreads de crédit reflètent le rendement supplémentaire demandé par un acteur du marché pour s’exposer au risque de crédit d’un instrument et font partie du rendement utilisé dans le calcul des flux de trésorerie actualisés.

De manière générale, une augmentation significative et isolée des spreads de crédit entraîne une baisse de la juste valeur d’un actif de trésorerie.

Pour un instrument dérivé, une augmentation significative et isolée des spreads de crédit peut entraîner une hausse ou une baisse de la juste valeur en fonction des conditions spécifiques de l’instrument.

Analyse de sensibilité des valorisations à partir de données non observables				
	2023		2022	
	Evolutions favorables M€	Evolutions défavorables M€	Evolutions favorables M€	Evolutions défavorables M€
Instruments dérivés de taux d’intérêt	1	(16)	2	(3)
Dérivés de crédit	1	(1)	1	(1)
Prêts	44	(56)	27	(36)
Total	46	(73)	30	(40)

L’analyse de stress de données non observables sur un éventail d’alternatives raisonnablement possibles alliée à la prise en compte de modèles alternatifs aurait pour effet d’augmenter les justes valeurs jusqu’à 46 M€ (2022 : 30 M€) ou de diminuer les justes valeurs jusqu’à 73 M€ (2022 : 40 M€), la quasi-totalité de l’effet potentiel affectant le résultat plutôt que les réserves. Il convient de noter qu’il existe des dérivés sur actions de niveau 3 pour lesquels l’impact des analyses de stress des données non observables serait minime, car ces positions se compensent généralement les unes avec les autres.

Ajustements de la juste valeur

Les principaux ajustements de valorisation du bilan sont quantifiés ci-dessous :

	2023	2022
	M€	M€
Ajustements du prix de sortie découlant des écarts acheteur/vendeur du marché	(35)	(29)
Financement de dérivés non garantis	7	11
Ajustement de la valorisation des dérivés de crédit	(24)	(28)
Ajustement de la valorisation des dérivés de débit	14	23

Ajustements du prix de sortie découlant des écarts acheteur/vendeur du marché

La Banque utilise le prix moyen du marché lorsqu'elle joue le rôle de teneur de marché et a la capacité de négocier à un prix moyen ou supérieur (ce qui est le cas pour certains obligations et produits dérivés classiques). Pour les autres actifs et passifs financiers, les ajustements entre cours acheteur et cours vendeur sont enregistrés pour tenir compte du niveau de sortie de la stratégie de clôture prévue. La méthodologie de détermination de l'ajustement entre cours acheteur et cours vendeur d'un portefeuille de produits dérivés consiste à calculer l'exposition nette au risque en compensant les positions longues et courtes par prix d'exercice et par échéance conformément à la stratégie de gestion des risques et de couverture.

Les niveaux des cours acheteur/vendeur sont généralement déduites de cotations de marché telles que les données des courtiers. Il arrive que les cours acheteur-vendeur des instruments moins liquides ne soient pas directement observables. Dans ce cas, l'ajustement du prix de sortie peut être déduit des cours acheteur-vendeur observables pour un instrument liquide comparable, ou déterminé par calibrage par rapport aux prix des dérivés, ou encore par scénario ou analyse historique.

Les ajustements de prix de sortie découlant de l'offre sur le marché ont augmenté de 6 M€ pour atteindre (35) M€ en raison de l'évolution du marché, des changements de positions et des ajustements de sortie supplémentaires enregistrés sur les positions de niveau 3.

Approches d'actualisation des instruments dérivés

Garantis

Conformément aux pratiques du marché, la méthodologie d'actualisation des dérivés garantis tient compte de la nature et de la devise de la garantie qui peut être constituée au sein de l'annexe de soutien au crédit concernée (« ASC »). L'approche d'actualisation de l'ASC prévoit l'option « la moins chère à livrer » qui reflète la capacité de la partie qui constitue la garantie à modifier la devise de la garantie.

Non garantis

Un ajustement de juste valeur de 7 M€ est appliqué pour tenir compte de l'impact de l'intégration du coût de financement dans la valorisation des portefeuilles de dérivés non garantis et partiellement garantis et des dérivés garantis lorsque les conditions de l'accord ne permettent pas d'hypothéquer à nouveau les garanties reçues. L'ajustement pour financement des produits dérivés a progressé de 4 M€ en glissement annuel pour atteindre 7 M€.

Dérivés de crédit et ajustements de valorisation des débits

Les ajustements de la valorisation des dérivés de crédit et les ajustements de la valorisation des dérivés de débit sont intégrés aux valorisations des dérivés afin de refléter l'impact du risque de crédit de contrepartie et de la qualité de crédit propre de la Banque sur la juste valeur. Ces ajustements sont calculés pour les dérivés non garantis et partiellement garantis sur toutes les catégories d'actifs. Les ajustements de la valorisation des dérivés de crédit et les ajustements de la valorisation des dérivés de débit sont calculés à partir d'estimations de l'exposition en cas de défaut, de la probabilité de défaut et des taux de recouvrement au niveau de la contrepartie. Les contreparties incluent (sans s'y limiter) les entreprises, les Etats souverains et les agences souveraines et supranationales.

L'exposition en cas de défaut est généralement estimée en simulant des facteurs de risque sous-jacents et en s'approchant d'une structure plus vanille ou en utilisant la valeur de marché actuelle ou basée sur un scénario comme une estimation de l'exposition future.

Les informations relatives à la probabilité de défaut et au taux de recouvrement proviennent généralement des marchés des Credit Default Swaps (« CDS »). Si ces informations ne sont pas disponibles, ou si elles sont considérées comme peu fiables, des approches alternatives sont adoptées sur la base de la mise en correspondance des notations internes des contreparties avec les informations historiques ou de marché sur les défauts et recouvrements.

Les ajustements de valorisation des dérivés de crédit ont diminué de 4 M€ à (24) M€ en raison du resserrement des spreads de crédit des contreparties. Les ajustements de valorisation des dérivés débiteurs ont diminué de 9 M€ à 14 € en raison du resserrement des spreads de crédit de Barclays Bank PLC.

Exemptions de portefeuille

La Banque s'appuie sur l'exemption de portefeuille prévue par la norme IFRS 13 *Evaluation de la juste valeur* pour évaluer la juste valeur de groupes d'actifs et de passifs financiers. Les instruments sont évalués en utilisant le prix qui serait perçu pour vendre une position nette longue (c'est-à-dire un actif) pour une exposition au risque particulière ou pour transférer une position nette courte (c'est-à-dire un passif) pour une exposition au risque particulière dans le cadre d'une transaction en bonne et due forme entre les acteurs de marché à la date du bilan dans les conditions actuelles du marché. Par conséquent, la Banque évalue la juste valeur du groupe d'actifs et de passifs financiers conformément à la manière dont les acteurs de marché évalueraient l'exposition nette au risque à la date d'évaluation.

Gains non comptabilisés résultant de l'utilisation de modèles de valorisation reposant sur des données non observables

Le montant qui n'a pas encore été comptabilisé en résultat correspondant à la différence entre le prix de transaction (la juste valeur lors de la comptabilisation initiale) et le montant qui aurait été constaté si des modèles de valorisation reposant sur des paramètres non observables sont utilisés lors de la comptabilisation initiale, diminué des montants comptabilisés ultérieurement, s'élève à 6 M€ (2022 : 11 M€) au titre des instruments financiers mesurés à la juste valeur. La baisse des plus-values non comptabilisées de 5 M€ (11 M€ en 2022) s'explique par des amortissements et des reprises de 5 M€ (2022 : 11 M€).

Comparaison des valeurs comptables et de la juste valeur des actifs et passifs non détenus à la juste valeur

Les tableaux ci-après résument la juste valeur des actifs et passifs financiers évalués au coût amorti et figurant au bilan de la Banque :

	2023				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	M€	M€	M€	M€	M€
Au 31 décembre					
Actifs financiers					
Dettes représentées par un titre au coût amorti	2 495	2 490	—	2 482	8
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 230	1 230	98	1 132	—
Prêts et avances à la clientèle	9 438	9 193	72	3 163	5 958
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	2 064	1 979	—	1 979	—
Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	4 444	4 444	—	4 444	—
Passifs financiers					
Dépôts auprès d'établissements de crédit	(2 171)	(2 171)	(995)	(1 176)	—
Dépôts de la clientèle	(29 847)	(29 929)	(11 840)	(18 089)	—
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	(1 561)	(1 561)	—	(1 561)	—
Titres de créance en circulation	(2 457)	(2 457)	—	(2 457)	—
Dettes subordonnées	(4 833)	(4 833)	—	(4 833)	—
Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	(3 548)	(3 548)	—	(3 548)	—

	2022				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	M€	M€	M€	M€	M€
Au 31 décembre					
Actifs financiers					
Dettes représentées par un titre au coût amorti	87	87	—	—	87
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 412	1 412	278	1 134	—
Prêts et avances à la clientèle	13 861	13 492	—	2 071	11 421
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	1 764	1 611	—	1 611	—
Passifs financiers					
Dépôts auprès d'établissements de crédit	(3 628)	(3 628)	(940)	(2 687)	—
Dépôts de la clientèle	(25 793)	(25 793)	(13 068)	(12 726)	—
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	(2 964)	(2 964)	—	(2 964)	—
Titres de créance en circulation	(3 139)	(3 139)	—	(3 139)	—
Dettes subordonnées	(4 679)	(4 313)	—	(4 313)	—

La juste valeur est une estimation du prix qui serait perçu en cas de vente d'un actif ou payé en cas de transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction en bonne et due forme entre les acteurs de marché à la date d'évaluation. Un large éventail de techniques d'évaluation étant disponibles, n'est pas forcément pertinent de comparer directement ces informations de juste valeur avec des sources de marché indépendantes ou provenant d'autres institutions financières. L'utilisation de méthodes et d'hypothèses d'évaluation différentes peut avoir un impact significatif sur les justes valeurs qui reposent sur des données non observables.

Actifs financiers

La valeur comptable des actifs financiers détenus au coût amorti (y compris les prêts et avances aux établissements de crédit et à la clientèle, ainsi que d'autres prêts tels que les prises en pension) est déterminée conformément à la section Conventions comptables.

Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle

Aux fins de cette information, la juste valeur des prêts et avances est calculée à partir de l'actualisation des flux de trésorerie attendus d'une manière qui reflète le prix de marché actuel des prêts aux émetteurs de qualité de crédit similaire. Si les données de marché ou informations de crédit sur les emprunteurs sous-jacents sont indisponibles, un certain nombre de techniques d'approximation/d'extrapolation sont utilisées pour déterminer les taux d'actualisation adéquats.

Prises en pension et autres prêts garantis similaires

La juste valeur des opérations de prise en pension s'approche de leur valeur comptable, car ces soldes sont généralement à courte échéance et entièrement garantis.

Passifs financiers

La valeur comptable des passifs financiers détenus au coût amorti (y compris les comptes de la clientèle, les autres dépôts, les opérations de pension, les titres de créance en circulation et les passifs subordonnés) est déterminée conformément aux principes comptables.

Dépôts des établissements de crédit et de la clientèle

Dans de nombreux cas, la juste valeur indiquée s'approche de la valeur comptable car les instruments sont par nature de courte échéance ou ont des taux d'intérêt qui se revalorisent fréquemment, comme les comptes clients et autres dépôts et titres de créance à court terme.

La juste valeur pour les dépôts à plus long terme, principalement à terme, est estimée en utilisant les flux de trésorerie actualisés et en appliquant soit les taux du marché, soit les taux courants pour les dépôts ayant une échéance résiduelle similaire. Par conséquent, l'actualisation de la juste valeur est minime.

Opérations de pension et autres prêts garantis similaires

La juste valeur des opérations de pension avoisine la valeur comptable, car ces soldes ont généralement une courte échéance.

Titres de créance en circulation

La juste valeur des autres titres de créance en circulation est fondée sur les prix cotés lorsqu'ils sont disponibles. Si les instruments ont une courte échéance, la valeur comptable se rapproche de la juste valeur.

Dettes subordonnées

Les justes valeurs des emprunts convertibles et non convertibles à échéance et non convertibles sont basées sur les taux du marché cotés pour l'émetteur concerné ou les émetteurs moyennant des conditions similaires.

16 Compensation des actifs et passifs financiers

La Banque ne déclare les actifs et passifs financiers sur une base nette au bilan que s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et si elle a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Le tableau suivant présente l'impact des accords de compensation sur :

- tous les actifs et passifs financiers qui sont déclarés nets au bilan ; et
- tous les instruments financiers dérivés et les prises et mises en pension et autres accords de prêt et d'emprunt garantis similaires qui font l'objet d'accords-cadres de compensation exécutoires ou d'accords similaires, mais ne sont pas éligibles à la compensation au bilan.

Les « Montants nets » présentés ci-dessous ne visent pas à représenter l'exposition réelle de la Banque au risque de crédit car diverses stratégies d'atténuation du risque de crédit sont utilisées en plus des accords de compensation et de garantie.

	Montants soumis à des accords de compensation exécutoires						Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires ^a	Total du bilan ^d
	Effets de la compensation au bilan			Montants liés non compensés				
	Montants bruts	Montants compensés	Montants nets inscrits au bilan	Instruments financiers	Sûretés financières	Montant net		
Au 31 décembre 2023	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€
Instruments financiers dérivés	58 247	(24 874)	33 373	(19 689)	(12 176)	1 508	207	33 580
Accords de prise en pension et autres prêts garantis similaires ^e	49 326	(26 494)	22 832	—	(22 832)	—	33	22 865
Actif total	107 573	(51 368)	56 205	(19 689)	(35 008)	1 508	240	56 445
Passifs financiers dérivés Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires ^a	(52 121) (46 711)	24 658 26 494	(27 463) (20 217)	19 689 —	6 155 20 217	(1 619) —	(200) (593)	(27 663) (20 810)
Passif total	(98 832)	51 152	(47 680)	19 689	26 372	(1 619)	(793)	(48 473)
Au 31 décembre 2022								
Instruments financiers dérivés	72 964	(32 666)	40 298	(23 787)	(14 448)	2 063	141	40 439
Prises en pension et autres prêts garantis similaires ^e	44 156	(26 996)	17 160	—	(17 160)	—	27	17 187
Actif total	117 120	(59 662)	57 458	(23 787)	(31 608)	2 063	168	57 626
Passifs financiers dérivés	(65 862)	33 712	(32 150)	23 787	6 363	(2 000)	(344)	(32 494)
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires ^e	(37 565)	26 996	(10 569)	—	10 569	—	(1 533)	(12 102)
Passif total	(103 427)	60 708	(42 719)	23 787	16 932	(2 000)	(1 877)	(44 596)

Notes

a Les montants compensés pour les actifs financiers dérivés incluent en outre des garanties en espèces compensées de 3 248 M€ (2022 : 7 253 M€). Les montants compensés pour les passifs financiers dérivés comprennent également des garanties en espèces compensées de 3 464 M€ (2022 : 6 207 M€). Les actifs et passifs de règlement ont été compensés pour un montant de 2 715 M€ (2022 : 3 306 M€).

b Des garanties financières de 12 176 M€ (2022 : 14 448 M€) ont été reçues au titre des actifs dérivés, dont 10 872 M€ (2022 : 12 797 M€) de garanties en espèces et 1 304 M€ (2022 : 1 651 M€) de garanties autres qu'en espèces. Une garantie financière de 6 155 M€ (2022 : 6 363 M€) a été constituée au titre des passifs sur dérivés passifs, dont 5 853 M€ (2022 : 6 119 M€) de garanties en espèces et 302 M€ (2022 : 244 M€) de garanties autres qu'en espèces. Les montants des sûretés sont limités à l'exposition nette figurant au bilan afin de ne pas inclure la constitution de garanties excédentaires.

c Cette colonne comprend les droits contractuels de compensation qui sont soumis à une incertitude en vertu des lois de la juridiction concernée.

d Le total du bilan est la somme des « montants nets déclarés au bilan » qui font l'objet d'accords de compensation exécutoires et des « Montants non soumis à des accords de compensation exécutoires ».

e Les contrats de prise en pension et autres prêts garantis similaires de 22 865 M€ (2022 : 17 187 M€) se divisent entre la juste valeur de 20 801 M€ (2022 : 15 423 M€) et le coût amorti de 2 064 M€ (2022 : 1 764 M€). Les mises en pension et autres emprunts garantis similaires de 20 810 M€ (2022 : 12 102 M€) se divisent entre la juste valeur de 19 249 M€ (2022 : 9 138 M€) et le coût amorti d'1 561 M€ (2022 : 2 964 M€).

Actifs et passifs dérivés

La colonne « Instruments financiers » identifie les actifs et passifs financiers qui font l'objet d'une compensation en vertu d'accords de compensation, tels que les Contrat-cadre ISDA ou contrats d'échange de dérivés ou de contrepartie de compensation, dans le cadre desquels toutes les opérations en cours avec la même contrepartie peuvent être compensées et une compensation avec déchéance du terme peut être appliquée à toutes les opérations en cours couvertes par les accords en cas de défaut ou d'autres événements prédéterminés.

Les garanties financières désignent les garanties en espèces et autres qu'en espèces obtenues, généralement de manière quotidienne ou hebdomadaire, afin de couvrir l'exposition nette entre les contreparties en permettant la réalisation de la garantie en cas de défaut ou si d'autres événements prédéterminés se produisent.

Opérations de mise et prise en pension et autres prêts et emprunts garantis similaires

La colonne « Instruments financiers » identifie les actifs et passifs financiers qui font l'objet d'une compensation en vertu d'accords de compensation, tels que les Contrat-cadre mondial de mise en pension et Contrat-cadre mondial de prêt de titres, dans le cadre desquels toutes les opérations en cours avec la même contrepartie peuvent être compensées et une compensation avec déchéance du terme peut être appliquée à toutes les opérations en cours couvertes par les accords en cas de défaut ou d'autres événements prédéterminés.

Les garanties financières comprennent généralement des titres très liquides qui sont légalement transférés et qui peuvent être liquidés en cas de défaut de la contrepartie.

Ces accords de compensation et de garantie et les autres stratégies d'atténuation du risque de crédit utilisées par la Banque sont expliqués plus en détail à la section Atténuation du risque de crédit en page 57.

Actifs et passifs détenus au coût amorti

Les notes incluses dans cette section se concentrent sur les immobilisations corporelles, les baux, les immobilisations incorporelles, les garanties en espèces et les soldes de règlement et autres actifs. Le détail des actifs et passifs de la Banque au coût amorti figure aux pages 186 à 190.

17. Immobilisations corporelles

Comptabilisation des immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition qui comprend, le cas échéant, les coûts d'acquisition directs et marginaux minorés des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation. Les coûts ultérieurs sont capitalisés si ces coûts se traduisent par une amélioration de l'actif.

Les amortissements sont comptabilisés sur le montant amortissable des immobilisations corporelles selon la méthode linéaire sur leur durée de vie économique utile estimée. Les taux d'amortissement, les conventions et les valeurs résiduelles sous-jacentes au calcul de l'amortissement des éléments des immobilisations corporelles font l'objet d'un examen continu afin de tenir compte de tout changement de circonstances, y compris la prise en compte des futurs investissements en matière de climat et de durabilité.

Pour le calcul de l'amortissement, la Banque utilise les taux annuels suivants :

Taux annuels de calcul de l'amortissement	Taux d'amortissement
Terrain en pleine propriété	Non amorti
Immeubles détenus en pleine propriété	2 à 3,3 %
Biens loués	Sur la durée de vie résiduelle du bail
Coûts d'adaptation des biens locatifs	6 à 10 %
Matériel installé dans les immeubles loués	6 à 10 %
Ordinateurs et équipements assimilés	17 à 33 %
Installations et équipements divers	9 à 20 %

Les coûts d'adaptation et d'équipement installé sont amortis sur la durée la plus courte entre la durée du bail ou les taux d'amortissement indiqués dans le tableau ci-dessus

	Immeuble M€	Equipements M€	Droits d'utilisation ^a M€	Total M€
Coût				
Au 1^{er} janvier 2023	56	57	131	244
Ajouts	2	16	1	19
Cessions ^b	(10)	(17)	—	(27)
Détenus en vue de la vente	(1)	(24)	(12)	(37)
Autres mouvements ^c	—	—	25	25
Au 31 décembre 2023	47	32	145	224
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1^{er} janvier 2023	(35)	(41)	(54)	(130)
Cessions ^b	10	16	—	26
Charge d'amortissement	(4)	(7)	(14)	(25)
Détenus en vue de la vente	1	7	1	9
Autres mouvements ^c	2	—	4	6
Au 31 décembre 2023	(26)	(25)	(63)	(114)
Valeur nette comptable	21	7	82	110
Coût				
Au 1^{er} janvier 2022	50	51	97	198
Ajouts	6	8	10	24
Cessions	—	(2)	—	(2)
Autres mouvements	—	—	24	24
Au 31 décembre 2022	56	57	131	244
Cumul des amortissements et dépréciations				
Au 1^{er} janvier 2022	(32)	(35)	(41)	(108)
Cessions	—	2	—	2
Charge d'amortissement	(3)	(8)	(15)	(26)
Autres mouvements	—	—	2	2
Au 31 décembre 2022	(35)	(41)	(54)	(130)
Valeur nette comptable	21	16	77	114

Notes

a Les soldes des droits d'utilisation (« SDU ») se rapportent à des contrats de location immobilière en vertu de la norme IFRS 16. Voir la Note 18 pour plus de renseignements.

b Les cessions portent principalement sur des actifs entièrement amortis qui ne sont pas utilisés.

c Les autres variations des SDU comprennent des modifications de 29 M€

18. Baux**Comptabilisation des baux**

Lorsque la Banque est locataire, elle est tenue de constater à la fois :

- un passif locatif, évalué à la valeur actualisée des flux de trésorerie restants du contrat de location, et
- un SDU, évalué au montant de l'évaluation initiale de la dette locative, majoré des paiements de location effectués avant la date d'entrée en vigueur, des coûts directs initiaux et des coûts estimés de remise en état de l'actif sous-jacent dans l'état requis par le contrat de location, déduction faite des éventuels incitatifs obtenus.

Par la suite, le passif locatif augmentera pour tenir compte des intérêts accumulés, ce qui se traduira par un taux de rendement constant tout au long de la durée du contrat de location, et une diminution à mesure que les paiements seront effectués. Le droit d'utilisation sera amorti au compte de résultat sur la durée de vie du contrat de location.

Au bilan, les actifs SDU sont inclus dans les immobilisations corporelles et les passifs locatifs sont inclus dans les autres passifs.

La Banque applique l'exemption de comptabilisation visée à la norme IFRS 16 pour les contrats de location d'une durée de 12 mois maximum. Pour ces contrats, les paiements de loyers sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat, sauf si une autre base systématique est plus adéquate.

En tant que Preneur

Pour satisfaire à ses besoins opérationnels, la Banque loue divers bureaux, succursales et autres locaux en vertu de contrats de bail non résiliables. Dans certains cas, la Banque peut sous-louer des biens à des tiers lorsque ceux-ci ne sont plus nécessaires pour satisfaire aux exigences commerciales. Actuellement, la Banque n'a pas conclu d'accords de sous-location importants.

Les soldes d'actifs SDU ne concernent que les baux immobiliers. Voir la note annexe 17 pour la valeur comptable des SDU.

Au cours de l'exercice, la Banque n'avait pas de baux importants à court terme.

Dettes locatives		
	2023	2022
	M€	M€
Au 1^{er} janvier	81	58
Intérêts	5	2
Nouveaux baux	—	10
Paielements en espèces	(16)	(16)
Modifications et autres variations	17	27
Au 31 décembre (voir la note 22)	87	81

Le tableau ci-dessous présente une analyse des échéances des passifs locatifs non actualisés et indique les loyers à payer après la date de clôture.

Analyse de la maturité des passifs locatifs non actualisés		
	2023	2022
	M€	M€
Pas plus d'un an	15	15
D'un à deux ans	15	16
Deux à trois ans	14	16
Trois à quatre ans	13	10
Quatre à cinq ans	10	8
Cinq à dix ans	29	19
Plus de dix ans	9	12
Total des passifs locatifs non actualisés au 31 décembre	105	96

Outre les flux de trésorerie identifiés ci-dessus, la Banque est exposée à :

• des paiements de loyers variables : Cette variabilité découle généralement d'instruments indexés sur l'inflation ou d'ajustements de prix basés sur le marché. Actuellement, la Banque dispose de 12 baux (2022 : 15) sur un total de 18 baux (2022 : 21) dont les conditions de paiement des loyers varient en fonction des ajustements tarifaires fondés sur le marché. Sur les flux de trésorerie bruts identifiés ci-dessus, 105 M€ (2022 : 95 M€) sont imputables aux contrats de location dont la variabilité est principalement liée à des ajustements de prix fondés sur le marché.

• Options de prorogation et de résiliation : Le tableau ci-dessus représente la meilleure estimation par la Banque des flux de trésorerie futurs liés aux contrats de location, y compris ses hypothèses concernant l'exercice des options contractuelles de prorogation et de résiliation. Les flux de trésorerie bruts ci-dessus ont été réduits de zéro (2022 : 29 M€) pour les contrats de location sur lesquels la Banque devrait exercer une option de résiliation anticipée. Il n'existe pas d'impact significatif pour lequel la Banque devrait exercer une option de prorogation.

Aucune restriction et aucune clause d'engagement imposé(e) par le bailleur sur les baux immobiliers ne restreignent les activités de la Banque.

19. Immobilisations incorporelles

Comptabilisation des immobilisations incorporelles

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont initialement comptabilisées lorsqu'elles sont séparables ou résultent de droits contractuels ou d'autres droits légaux, que le coût peut être évalué de manière fiable et, dans le cas d'immobilisations incorporelles non acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs attribuables aux actifs résulteront de leur utilisation.

Pour les immobilisations incorporelles générées en interne, seuls les coûts engagés lors de la phase de développement sont capitalisés. Les dépenses de la phase de recherche sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des provisions pour dépréciation, le cas échéant, et sont amorties sur leur durée d'utilité d'une manière qui reflète l'évolution de leur contribution aux flux de trésorerie futurs, généralement en utilisant les durées d'amortissement indiquées ci-dessous :

Taux annuels de calcul de l'amortissement	Durée d'amortissement
Autres logiciels	12 mois à 6 ans
Logiciels générés en interne ^a	12 mois à 6 ans

Note

a Les exceptions au taux ci-dessus concernent les durées d'utilité de certaines plateformes bancaires de base qui sont évaluées individuellement et, le cas échéant, amorties sur des périodes plus longues allant de 10 à 15 ans.

Les immobilisations incorporelles font l'objet d'un examen de dépréciation lorsqu'il existe des signes de dépréciation. Les immobilisations incorporelles non encore utilisées font l'objet d'un examen annuel de dépréciation.

	Logiciels générés en interne M€	Autres logiciels M€	Licences et autres contrats M€	Total M€
Coût				
Au 1^{er} janvier 2023	156	8	4	168
Ajouts	13	—	—	13
Cessions ^a	(68)	—	(2)	(70)
Détenus en vue de la vente	(25)	—	(2)	(27)
Autres ajustements	—	(2)	—	(2)
Au 31 décembre 2023	76	6	—	82
Amortissements et dépréciations cumulés Au 1^{er} janvier 2023	(100)	(7)	(2)	(109)
Cessions ^a	68	—	2	70
Charge de dépréciation	(37)	—	—	(37)
Charge d'amortissement	(17)	—	(1)	(18)
Détenus en vue de la vente	9	—	1	10
Autres ajustements	1	1	—	2
Au 31 décembre 2023	(76)	(6)	—	(82)
Valeur nette comptable	—	—	—	—
Coût				
Au 1^{er} janvier 2022	141	8	3	152
Ajouts	15	—	1	16
Cessions	—	—	—	—
Autres ajustements	—	—	—	—

Au 31 décembre 2022	156	8	4	168
Amortissements et dépréciations cumulés Au 1^{er} janvier 2022	(85)	(7)	(1)	(93)
Cessions	—	—	—	—
Charge d'amortissement	(15)	—	(1)	(16)
Autres ajustements	—	—	—	—
Au 31 décembre 2022	(100)	(7)	(2)	(109)
Valeur nette comptable	56	1	2	59

Note

a Les cessions portent principalement sur des actifs entièrement amortis qui ne sont pas utilisés.

L'activité CBE est passée en actifs destinés à être cédés au cours de l'exercice, ce qui s'est traduit par une dépréciation des actifs incorporels de 37 M€.

La détermination de la durée de vie utile estimée des immobilisations incorporelles (comme celles découlant de relations contractuelles) nécessite une analyse de la situation. L'appréciation de l'existence ou non d'indicateurs de dépréciation ainsi que le calcul de la dépréciation, qui nécessitent une estimation des flux de trésorerie futurs et des justes valeurs diminuées des coûts de vente, exigent également la préparation de prévisions de flux de trésorerie et de justes valeurs pour les actifs qui ne peuvent être régulièrement achetés et vendus.

20. Garanties en espèces et soldes de règlement

	2023	2022
Actifs	M€	M€
Garantie en espèces	11 937	10 303
Soldes de règlement	3 872	8 237
Garanties en espèces et soldes de règlement	15 809	18 540
Passif		
Garantie en espèces	17 277	17 052
Soldes de règlement	3 743	7 632
Garanties en espèces et soldes de règlement	21 020	24 684

21. Autres actifs

	2023	2022
	M€	M€
Commissions liées au crédit à recevoir	34	51
Créances sur les sociétés du Groupe Barclays	142	362
Autres débiteurs et charges constatées d'avance	81	178
Autres actifs	257	591

Comptes de régularisation, provisions, passifs éventuels et procédures judiciaires

Les notes figurant dans cette section se concentrent sur les autres passifs, provisions, passifs éventuels et engagements de la Banque. Les questions de concurrence juridique et de réglementation sont abordées aux pages 191 à 192.

22. Autres passifs

	2023	2022
	M€	M€
Comptes de régularisation	159	241
A payer aux sociétés du Groupe Barclays	107	182
Autres créditeurs	222	210
Valeurs en cours de recouvrement dues aux établissements de crédit	25	29
Dettes de location-financement (voir la note annexe 18)	87	81
Autres passifs	600	743

23. Provisions

Comptabilisation des provisions

Des provisions sont constituées au titre des obligations actuelles découlant d'événements passés lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'un transfert d'avantage économique soit nécessaire pour régler l'obligation, laquelle peut être estimée de manière fiable.

Estimations et jugements comptables essentiels

La déclaration financière des provisions implique un degré important de jugement et est complexe. L'identification de l'existence d'une obligation actuelle et l'estimation de la probabilité, du moment, de la nature et du montant des sorties de capitaux susceptibles de résulter d'événements passés requièrent des jugements fondés sur des faits et circonstances spécifiques liés à des événements individuels et nécessitent souvent des conseils professionnels spécialisés. Lorsque ces questions en sont à un stade précoce, les jugements et estimations comptables peuvent s'avérer difficiles en raison du degré élevé d'incertitude. La direction continue de suivre ces situations à mesure qu'elles se déroulent afin de réévaluer en permanence si des provisions doivent être constituées. Toutefois, il peut subsister un large éventail de résultats et d'incertitudes possibles, notamment en ce qui concerne les questions juridiques, de concurrence et de réglementation, et il n'est donc souvent pas possible de réaliser des estimations fiables même lorsque ces questions sont à un stade plus avancé.

Le montant comptabilisé en provision peut également être très sensible aux hypothèses retenues pour le calculer. Cela donne lieu à un large éventail de résultats potentiels qui nécessitent un certain degré d'appréciation dans la détermination d'un niveau de provision approprié. Pour de plus amples renseignements sur les questions juridiques, de concurrence et de réglementation, veuillez consulter la note 25.

	Licenciements et restructuration en M€	Voies de recours des clients M€	Questions juridiques, de concurrence et réglementaires M€	Provisions diverses^a M€	Total M€
Au 1^{er} janvier 2023	9	1	6	37	53
Ajouts	33	—	1	35	69
Montants utilisés	(9)	—	(2)	(1)	(12)
Montants non utilisés repris	(4)	—	(1)	(2)	(7)
Opérations de change et autres variations	(1)	(1)	—	(2)	(4)
Au 31 décembre 2023	28	—	4	67	99
Facilités et garanties contractuellement non tirées^c					
Au 1 ^{er} janvier 2023					46
Variation nette de la provision pour PCA et autres variations ^b					(6)
Au 31 décembre 2023					40
Total des provisions					
Au 1 ^{er} janvier 2023					99
Au 31 décembre 2023					139

Notes

a Les provisions diverses au 31 décembre 2023 se composent principalement de provisions pour impôts/taxes indirects et autres à hauteur de 55 M€ (2022 : 26 M€) et de provisions pour vétusté à hauteur de 4 M€ (2022 : 4 M€).

b Comprend 5 M€ de provisions transférées vers les passifs inclus dans les groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente.

c Les facilités et garanties contractuellement non tirées sont comptabilisées en vertu de la norme IFRS 9. Une analyse plus approfondie de la variation de la provision pour PCA est présentée dans le tableau « Variation des expositions brutes et de la provision pour dépréciation, y compris les provisions pour engagements de prêt et garanties financières » à la page 78.

Les provisions qui devraient être recouvrées ou réglées dans un délai maximum de 12 mois après le 31 décembre 2023 s'élevaient à 80 M€ (2022 : 86 M€).

Licenciement et restructuration

Ces provisions représentent le coût estimé de la restructuration, y compris les coûts de licenciement s'il existe une obligation à cet égard. Par exemple, lorsque le Groupe dispose d'un plan formel détaillé de restructuration d'une ligne métier et a créé, chez les personnes touchées par la restructuration, des attentes fondées en annonçant les principales caractéristiques de l'opération ou en commençant à mettre en œuvre le plan.

Voies de recours des clients

Les provisions pour voies de recours des clients représentent le coût estimé de l'indemnisation des clients (particuliers et entreprises) et des contreparties au titre des pertes ou dommages liés à certaines décisions prises dans l'exécution des activités de la Banque.

Questions juridiques, de concurrence et de réglementation

La Banque est engagée dans différentes procédures judiciaires. Pour de plus amples renseignements concernant les procédures judiciaires et des explications sur les incertitudes qui y sont associées, veuillez consulter la note annexe 25.

Provisions diverses

Cette catégorie comprend les provisions qui ne rentrent dans aucune des autres catégories, telles que les provisions pour taxes et impôts et les provisions pour vétusté.

Facilités et garanties contractuellement non tirées

La provision pour dépréciation en vertu de la norme IFRS 9 tient compte à la fois de l'exposition tirée et non tirée de la contrepartie. Pour les portefeuilles de détail, la provision pour dépréciation totale est affectée à l'exposition tirée dans la mesure où la provision n'excède pas l'exposition car les PCA ne sont pas déclarées séparément. Tout dépassement fait l'objet d'une provision au passif du bilan. Pour les portefeuilles de gros, la provision pour dépréciation sur l'exposition non utilisée est comptabilisée au passif du bilan en tant que provision. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la section Risque de crédit pour les engagements de prêt et les garanties financières en page 78.

24. Passifs et engagements éventuels

Comptabilisation des passifs éventuels

Les passifs éventuels sont d'éventuelles obligations dont l'existence ne sera confirmée que par des événements futurs incertains et des obligations actuelles pour lesquelles transfert de ressources économiques est incertain ou ne peut être évalué de manière fiable. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan mais sont communiqués sauf si la probabilité d'une sortie de ressources économiques est faible.

Le tableau suivant récapitule le montant nominal du principal des passifs éventuels et des engagements qui ne sont pas inscrits au bilan :

	2023	2022
	M€	M€
Garanties et lettres de crédit données en garantie	2 969	2 815
Garanties de bonne exécution, acceptations et avals	2 311	1 956
Total des passifs éventuels et garanties financières	5 280	4 771
<i>Dont : Garanties financières et lettres de crédit comptabilisées à la juste valeur</i>	2	—
Crédits documentaires et autres opérations commerciales à court terme	63	69
Lignes de crédit standby, lignes de crédit et autres engagements	35 583	32 391
Total des engagements^a	35 646	32 460
<i>Dont : Engagements de prêt comptabilisés à la juste valeur</i>	2 280	1 729

Note

a Le total des engagements déclarés au titre de 2023 comprend également des expositions de 6 851 M€ relatives aux actifs financiers, classés en « actifs du groupe destinés à être cédés ».

Les provisions pour PCA détenues au titre des engagements au 31 décembre 2023 s'élevaient à 40 M€ (2022 : 46 M€) et sont présentées à la Note annexe 23. Les PCA sont comptabilisées conformément aux exigences de dépréciation des actifs financiers décrites à la Note annexe 8.

25. Questions juridiques, de concurrence et de réglementation

La Banque est confrontée à des actions juridiques, concurrentielles et réglementaires principalement hors de son contrôle dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités, y compris (sans s'y limiter) les procédures intentées par et contre la Banque. Les affaires découlant d'un ensemble de circonstances similaires peuvent donner lieu à un passif éventuel ou à une provision, ou les deux, selon les faits et circonstances pertinents. La comptabilisation de provisions relatives à ces affaires implique des estimations et jugements comptables essentiels conformément aux principes comptables applicables à la Note annexe 1, Provisions. A l'heure actuelle, la Banque n'est soumise à aucune affaire juridique, de concurrence ou réglementaire qui donne lieu à une responsabilité conditionnelle significative. Toutefois, compte tenu des incertitudes liées à ces questions, rien ne garantit que l'issue d'une affaire particulière (y compris les affaires passées ou celles intentées après la date de la présente note) n'aura pas d'incidence significative sur les résultats, les opérations ou les flux de trésorerie de la Banque pour une période donnée, en fonction, entre autres, du montant de la perte résultant de l'affaire en question et du montant du bénéfice déclaré par ailleurs pour la période considérée.

Dans le cadre de la réponse de Barclays au Brexit, certaines parties des activités exercées par BB PLC et BCSL ont été transférées à la Banque. Aux termes de ces transferts, (1) BB PLC et BCSL resteront responsables et ont accepté d'indemniser la Banque à l'égard de toute responsabilité en matière de conduite et de tout litige découlant d'actes ou d'omissions (ou d'actes ou d'omissions présumés) de BB PLC ou de BCSL (selon les cas) survenus avant le transfert de l'activité concernée ; et (2) la Banque sera responsable de, et a accepté d'indemniser BB PLC ou BCSL (selon les cas) à l'égard de toute responsabilité en matière de conduite et de tout litige découlant d'actes ou d'omissions (ou d'actes ou d'omissions présumés) de la Banque survenus après le transfert de l'activité concernée.

Instruments de fonds propres, capitaux propres et réserves

Les notes incluses dans cette section portent sur le capital d'emprunt et les fonds propres de la Banque, y compris le capital social émis, les bénéfices non distribués et les autres soldes de capitaux propres. Pour de plus amples renseignements sur la gestion du capital et la manière dont la Banque est tenue de conserver des fonds propres suffisants pour satisfaire aux exigences réglementaires de la Banque, veuillez consulter la page 59.

26. Dettes subordonnées

Comptabilisation des dettes subordonnées

Les passifs subordonnés sont valorisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif en vertu de la norme IFRS 9.

	2023 M€	2022 M€
Au 1 ^{er} janvier	4 679	3 171
Emissions	275	1 500
Rachats	(125)	—
Autres	4	8
Au 31 décembre	4 833	4 679

Les émissions se composent de 275 M€ d'emprunts subordonnés intragroupe Euribor et TCT € émis par BBPLC et qualifiés de MREL.

Le remboursement comprend un prêt subordonné intragroupe Euribor de 125 M€ de BBPLC qualifié de MREL.

Les autres variations comprennent les intérêts courus.

Les dettes subordonnées incluent les intérêts courus. Aucun passif subordonné de la Banque n'est garanti.

	Tarif	Appel initial date	Echéance date	2023 M€	2022 M€
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (125 M€)	Euribor 1 mois + 1,79 %	2023	2024	—	125
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (375 M€)	Euribor 1 mois + 4,04 %	2024	2029	378	377
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (56 M€)	Euribor 1 mois + 3,851 %	2024	2029	56	56
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (95 M€)	Euribor 1 mois + 3,855 %	2024	2029	95	95
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (600 M€)	TCT € 1 m + 2,27 %	2025	2026	602	602
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (150 M€)	Euribor 1 mois + 1,55 %	2025	2026	150	—
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (170 M€)	Euribor 1 mois + 1,81 %	2025	2030	170	170
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (350 M€)	Euribor 1 mois + 0,84 %	2026	2027	351	350
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (200 M€)	Euribor 1 mois + 0,86 %	2026	2027	200	200
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (100 M€)	Euribor 1 mois + 0,77 %	2026	2027	100	100
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (160 M€)	Euribor 1 mois + 1,625 %	2026	2031	160	160
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (39 M€)	Euribor 1 mois + 3,32 %	2026	2031	39	39
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (300 M€)	Euribor 1 mois + 2,40 %	2027	2028	301	301
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (300 M€)	Euribor 1 mois + 2,24 %	2027	2028	301	301
Prêt subordonné Tier 2 à taux variable (300 M€)	Euribor 1 mois + 4,35 %	2027	2032	301	301
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (800 M€)	Euribor 1 mois + 0,94 %	2028	2029	803	802
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (125 M€)	TCT € 1m + 2,03 %	2029	2030	125	—
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (370 M€)	Euribor 1 mois + 1,07 %	2031	2032	371	370
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (200 M€)	Euribor 1 mois + 1,01 %	2031	2032	200	200
Prêt subordonné Tier 3 à taux variable (130 M€)	Euribor 1 mois + 1,10 %	2031	2032	130	130
Total des dettes subordonnées^a				4 833	4 679

Note

a Les valeurs d'un instrument sont communiquées au million le plus proche.

Dettes subordonnées

Des dettes subordonnées sont émises pour le développement et l'expansion de l'activité et pour renforcer la base de fonds propres de la Banque. Les principales modalités de ces passifs sont décrites ci-dessous :

Prêts subordonnés

Les prêts subordonnés à taux variable Tier 3 sont de rang inférieurs aux créances des déposants et autres créances non subordonnées non garanties, mais de rang supérieur aux créances des détenteurs de prêts subordonnés Tier 2, aux fonds propres supplémentaires de catégorie 1 et aux actions ordinaires.

Les prêts subordonnés à taux variable Tier 2 sont de rang inférieur aux créances des déposants, aux autres créances non subordonnées non garanties et aux détenteurs de prêts Tier 3, mais de rang supérieur aux créances de détenteurs de fonds propres supplémentaires de catégorie 1 et aux actions ordinaires.

Intérêts

Les intérêts des prêts à taux variable sont fixés périodiquement, en fonction des taux du marché ou de ceux banques centrales locales.

Remboursement

Les emprunts subordonnés ont une date de remboursement anticipé antérieure à leur échéance. Ces emprunts sont remboursables, au choix de Barclays Bank Ireland PLC, à cette date de remboursement conformément aux conditions régissant les passifs respectifs, en tout ou en partie, et certains uniquement en totalité, ou à l'échéance. Les prêts contiennent également des dispositions permettant un remboursement anticipé en présence de certaines modifications de la législation fiscale ou de certaines modifications législatives ou réglementaires.

Tout remboursement anticipé avant l'échéance nécessite l'accord écrit préalable du régulateur.

27. Actions ordinaires, primes d'émission et autres fonds propres

Capital social ordinaire autorisé					
	2023		2022		
	Nombre d'actions m	Capital social ordinaire M€	Nombre d'actions m	Capital social ordinaire M€	
	5 000	5 000	5 000	5 000	
Au 31 décembre					
Capital social appelé, attribué et entièrement libéré et autres instruments de capitaux propres					
	Nombre d'actions m	Capital social ordinaire M€	Prime d'émission d'action ordinaire M€	Capital social total et prime d'émission M€	Autres instruments de capitaux propres M€
Au 1^{er} janvier 2023	899	899	2 973	3 872	805
Emission d'actions ordinaires	—	—	150	150	—
Au 31 décembre 2023	899	899	3 123	4 022	805
Au 1^{er} janvier 2022	899	899	2 348	3 247	805
Emission d'actions ordinaires	—	—	625	625	—
Emissions de titres AT1	—	—	—	—	—
Au 31 décembre 2022	899	899	2 973	3 872	805

Actions ordinaires

Au 31 décembre 2023, le capital social ordinaire libéré de la Banque s'élevait à 898 669 134 (2022 : 898 669 034,) actions ordinaires d'1 euro chacune. Au cours de l'exercice 2023, la Banque a émis 100 actions ordinaires d'1 euro chacune moyennant une prime de 150 M€.

Autres instruments de capitaux propres

Les autres instruments de capitaux propres de 805 M€ (2022 : 805 M€) sont composés de titres AT1 émis par la Banque et achetés par BB PLC. Les titres AT1 sont des titres perpétuels sans échéance fixe qui sont structurés en tant qu'instruments AT1 en vertu des règles de fonds propres en vigueur à la date d'émission concernée.

Les paiements de coupons sur l'instrument AT1, qui sont entièrement discrétionnaires et non cumulatifs, sont comptabilisés directement en capitaux propres au moment du paiement.

En 2023, il y a eu deux émissions d'instruments AT1 (2022 : aucune émission).

Instruments de capitaux propres AT1	Tarif	2023 M€	2022 M€
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (300 M€)	Euribor 1 mois + 7,356 %	300	300
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (69 M€)	Euribor 1 mois + 6,682 %	69	69
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (36 M€)	Euribor 1 mois + 5,950 %	36	36
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (85 M€)	Euribor 1 mois + 6,240 %	85	85
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (75 M€)	Euribor 1 mois + 6,240 %	75	75
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (100 M€)	Euribor 1 mois + 4,343 %	100	100
AT1 Floating Rate Perpetual Contingent Write-down Securities (140 M€)	Euribor 1 mois + 3,720 %	140	140
Total titres AT1		805	805

Les principales conditions des titres AT1 sont décrites ci-dessous :

- Les titres AT1 se classent derrière les créances à l'encontre de la Banque : 1) des créanciers non subordonnés ; 2) des créances exprimées comme subordonnées aux créances de créanciers non subordonnés de la Banque, mais pas plus ou autrement ; 3) les créances qui sont, ou qui sont exprimées comme étant, de rang inférieur aux créances d'autres créanciers de la Banque, qu'elles soient subordonnées ou non subordonnées, autres que celles qui ont un rang de rang égal ou inférieur aux créances des détenteurs des titres AT1.
- Les titres AT1 sont assortis d'un taux d'intérêt variable. Les intérêts sur les titres AT1 ne sont dus et exigibles qu'à la seule discrétion de la Banque, et la Banque aura toute latitude, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, pour annuler (en tout ou partie) tout paiement d'intérêts qui serait dû par ailleurs à toute date de paiement des intérêts.
- Les titres AT1 ne sont pas datés et sont remboursables, au gré de la Banque, en totalité mais pas en partie, à leur cinquième anniversaire à compter de leur date d'émission et de chaque date de paiement des intérêts par la suite. En outre, les titres AT1 sont remboursables, au gré de la Banque, dans leur intégralité en cas de modification du régime fiscal ou du traitement réglementaire des titres AT1. Tout rachat nécessite l'accord préalable de la CBI et/ou de la BCE.
- Si le ratio CET1 de la Banque tombe en dessous de 7 %, les titres AT1 sont irrévocablement dépréciés d'un montant égal au plus bas des montants suivants : 1) le montant nécessaire pour générer suffisamment de fonds propres CET1 pour ramener le ratio CET1 de la Banque à au moins 7 % ; ou 2) le montant qui réduirait le montant principal des titres AT1 à zéro.

28. Réserves

Réserve de couverture des flux de trésorerie

La réserve de couverture de flux de trésorerie représente le cumul des gains et pertes sur instruments de couverture de flux de trésorerie effectifs qui seront recyclés en résultat lorsque les opérations couvertes impacteront le résultat.

Réserve de crédit propre

La réserve de crédit propre représente le cumul des gains et pertes de crédit propres sur les passifs financiers à la juste valeur. Les montants figurant dans la réserve de crédit propre ne sont pas recyclés en résultat sur les périodes futures.

Autres réserves et autres capitaux propres

Les autres réserves et autres capitaux propres correspondent à la réserve de fusion et à l'allègement pour restructuration du groupe destiné à la Banque dans le cadre du transfert des succursales européennes de BB PLC en 2018 et 2019, et représentent l'excédent de la valeur comptable au moment du transfert par rapport à la juste valeur.

	2023 M€	2022 M€
Réserve de couverture des flux de trésorerie	(71)	(211)
Réserve de crédit propre	(22)	(15)
Autres réserves et autres capitaux propres	(45)	(45)
Total	(138)	(271)

Autres questions relatives à l'information

Les notes de cette section portent sur les frais de personnel de la Banque, les paiements fondés sur des actions et les prestations de retraite et post-retraite, les entités structurées, les activités de financement, les actifs remis en garantie, les actifs reçus et les actifs transférés, les opérations de pension et autres emprunts similaires, les entités consolidées, les transactions entre parties liées et la rémunération des

administrateurs, la rémunération des commissaires aux comptes, les actifs inclus dans les groupes de cessions classés comme détenus en vue de la vente, les passifs associés et les opérations abandonnées et événements survenus après la clôture et figurent aux pages 196 à 212.

29. Frais de personnel

Comptabilisation des frais de personnel

Des paiements différés en actions et liquidités sont attribués aux collaborateurs afin d'encourager les bonnes performances au cours de la période durant laquelle ils fournissent des services. Pour recevoir un paiement au titre d'une prime, les collaborateurs doivent fournir un service pendant la période d'acquisition des droits. La période au cours de laquelle la charge au titre des attributions différées d'actions et de liquidités est comptabilisée se base sur la période pendant laquelle les collaborateurs estiment que leurs services contribuent aux attributions. S'agissant des primes passées, la Banque estime qu'il convient de les comptabiliser sur la période allant de la date d'attribution à la date d'acquisition des attributions.

Les méthodes comptables pour les paiements fondés sur des actions et les pensions et autres avantages postérieurs au départ à la retraite figurent respectivement aux notes 30 et 31.

Activités poursuivies	2023 M€	2022 M€
Salaires	178	165
Cotisations de sécurité sociale	63	67
Prestations postérieures au départ à la retraite ^a	9	8
Coûts d'exécution	75	94
Autres frais d'indemnisation ^b	20	17
Total des frais d'indemnisation	345	351
Autres coûts d'approvisionnement		
Externalisation	20	18
Licenciement et restructuration	31	9
Frais de personnel temporaire	—	—
Autres coûts d'approvisionnement	5	3
Total des autres coûts d'approvisionnement	56	30
Total des frais de personnel	401	381

Notes

a La charge des avantages postérieurs à l'emploi comprend 9 M€ (2022 : 8 M€) au titre des régimes à cotisations définies et une somme nulle (2022 : néant) au titre des régimes à prestations définies.

b Les autres charges de rémunération comprennent les indemnités et les incitatifs, les avantages en nature et les autres refacturations de coûts liées à la non-exécution.

Conformément à l'article 317(2) de la Loi sur les sociétés de 2014, le tableau ci-dessous détaille les frais de personnel lorsqu'ils sont engagés, en intégrant les coûts des activités poursuivies et abandonnées.

Activités poursuivies et abandonnées	2023 M€	2022 M€
Salaires	222	206
Cotisations de sécurité sociale	71	75
Prestations postérieures au départ à la retraite ^a	12	11
Coûts d'exécution	83	99
Autres frais d'indemnisation ^b	22	19
Total des frais d'indemnisation	410	410
Autres coûts d'approvisionnement		
Externalisation	22	16
Licenciement et restructuration	32	8
Frais de personnel temporaire	1	2
Autres coûts d'approvisionnement	6	5
Total des autres coûts d'approvisionnement	61	31
Total des frais de personnel	471	441

Notes

a La charge des avantages postérieurs à l'emploi comprend 12 M€ (2022 : 11 M€) au titre des régimes à cotisations définies et une somme nulle (2022 : néant) au titre des régimes à prestations définies.

b Les autres charges de rémunération comprennent les indemnités et les incitatifs, les avantages en nature et les autres refacturations de coûts liées à la non-exécution.

Au 31 décembre 2023, le nombre de collaborateurs (équivalents temps plein) est de 1 816 (31 décembre 2022 : 1 776), dont 624 pour les activités abandonnées. La moyenne des ETP sur l'année s'élève à 1 803 (31 décembre 2022 : 1 748), dont 639 pour les activités abandonnées.

L'effectif moyen de l'exercice 2023 s'élève à 1 855 personnes, dont 680 pour les activités abandonnées.

30. Paiements fondés sur les actions

Comptabilisation des paiements basés sur les actions

L'intéressement des salariés comprend les primes sous forme d'actions et d'options d'achat d'actions ainsi que la proposition faite aux collaborateurs d'acquies des actions à des conditions avantageuses. Le coût des services au personnel reçus au titre des actions ou options sur actions attribuées est comptabilisé au compte de résultat au cours de la période où les salariés fournissent des services. Le coût global de la prime est calculé en fonction du nombre d'actions et d'options devant être acquies et de la juste valeur des actions ou options à la date d'attribution.

Le nombre d'actions et d'options devant être acquies tient compte de la probabilité que les conditions d'exécution et de service figurant dans les modalités d'attribution soient respectées. Pour les autres systèmes de paiement fondés sur des actions tels que Sharesave et Sharepurchase, certaines conditions accessoires à l'acquisition des droits doivent être remplies. Le non-respect de la condition de non-acquisition est traité comme une annulation entraînant une accélération de la comptabilisation du coût des services aux collaborateurs.

La juste valeur des actions est égale au prix du marché en vigueur à la date d'attribution, dans certains cas ajusté pour tenir compte des restrictions à la transférabilité. La juste valeur des options octroyées est déterminée à partir du modèle de Black Scholes afin d'estimer le nombre d'actions susceptibles de faire l'objet d'une acquisition. Le modèle prend en compte le prix d'exercice de l'option, le cours actuel de l'action, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue du cours de l'action sur la durée de vie de l'option et d'autres facteurs pertinents. Les conditions de marché qui doivent être remplies pour que l'attribution soit acquise se reflètent également dans la juste valeur de l'attribution, de même que toutes les autres conditions de non-acquisition éventuelles telles que la poursuite des versements dans un plan d'épargne en actions.

Barclays conclut des paiements fondés sur des actions avec le personnel de la Banque.

Le coût pour la Banque de tous les paiements fondés sur des actions tels que refacturés par le Groupe Barclays PLC s'élevait à 20 M€ pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (2022 :

Les principaux plans actuels sont les suivants :

Plan de valeur des actions (« PVA »)

Les primes PVA ont été attribuées aux participants sous la forme d'un droit conditionnel de recevoir des actions Barclays PLC ou des attributions provisoires d'actions Barclays PLC qui sont acquies ou considérées comme libérées sur une période de trois, quatre, cinq ou sept ans. Les participants ne paient pas pour recevoir une prime ou pour recevoir une attribution d'actions. Pour les primes octroyées avant décembre 2017, le concédant peut également verser un équivalent de dividende aux participants lors de la remise d'une prime PVA. Les primes PVA sont également attribuées aux employés admissibles à des fins de recrutement. Toutes les primes encourrent une déchéance potentielle dans certains cas de départ.

Plan de valeur différée des actions (« PVDA »)

Les conditions du PVDA sont sensiblement les mêmes que celles du PVA, telles que décrites ci-dessus, à l'exception du fait que les administrateurs exécutifs ne sont pas autorisés à participer au PVDA et que le PVA ne fonctionne que sur des actions de marché.

Autres plans

En plus du PVA et du PVDA, le Groupe Barclays PLC exploite un certain nombre de plans réglés en actions Barclays PLC, notamment Sharesave (R.-U. et Irlande), Sharepurchase (R.-U. et étranger) et le Plan d'intéressement à long terme du Groupe Barclays PLC. Une remise d'actions initiales à des « Preneurs de risque majeurs » peut être effectuée sous la forme d'une Prime d'intéressement en actions (période de détention) dans le cadre du PVA.

Plans d'options d'achat d'actions et d'intéressement en actions

La juste valeur moyenne pondérée par attribution, la moyenne pondérée du cours de l'action à la date de levée/d'attribution des actions au cours de l'exercice, la durée de vie résiduelle contractuelle moyenne pondérée et le nombre d'options et d'actions en circulation (y compris celles exerçables) à la date du bilan sont les suivantes :

	2023				2022			
	Juste valeur moyenne pondérée par attribution accordée au cours de l'exercice €	Cours moyen pondéré de l'action lors de l'attribution au cours de l'exercice €	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée en années	Nombre d'options/d'attributions en circulation	Juste valeur moyenne pondérée par attribution accordée au cours de l'exercice €	Cours moyen pondéré de l'action lors de l'attribution au cours de l'année €	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne pondérée en années	Nombre d'options/d'attributions en circulation
PVDA et PVA ^{ab}	1,51	1,69	1	18 797 369	1,45	1,61	1	19 558 688
Sharesave ^a	—	1,47	2	979 473	—	1,75	2	1 404 488
Autre ^a	1,53-1,69	1,60-1,69	—	123 642	1,60-1,63	1,57-1,67	—	129 457

Les PVDA et PVA sont des primes à coût nul pour lesquelles les conditions d'exécution sont quasiment remplies à la date d'attribution. Par conséquent, la juste valeur de ces attributions est basée sur la valeur de marché à cette date.

Sharesave a une durée de vie contractuelle de 3 et 5 ans, la volatilité attendue est de 34,10 % sur 3 ans et de 33,12 % sur 5 ans. Les taux d'intérêt sans risque utilisés pour les valorisations sont respectivement de 4,60 % et de 4,36 % pour 3 et 5 ans. Les taux de rendement du dividende utilisés pour les valorisations sont respectivement de 5,27 % et 5,02 % pour 3 et 5 ans. Les taux de mise en pension utilisés pour les valorisations sont respectivement de (0,50) % et (0,57) % pour 3 et 5 ans. Les paramètres du modèle, notamment le taux d'intérêt sans risque, la volatilité attendue, les taux de dividende purs et les taux de pension sont issus des données de marché.

Mouvements des options et attributions

L'évolution du nombre d'options et d'attributions pour les principaux plans et le prix d'exercice moyen pondéré des options étaient les suivants :

	PVDA et PVA ^{a,b}		Sharesave ^a				Autre ^a	
	Numéro		Numéro		Moyenne pondérée ex. prix (€)		Numéro	
	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Encours en début d'exercice / date d'acquisition^c	19 558 688	15 468 680	1 404 488	1 615 979	0,86	0,88	129 457	119 378
Transferts au cours de l'exercice ^d	158 548	192 145	91 111	75 886			30 827	9 384
Attribuées au cours de l'exercice		12 149 246		—		—	4 076 157	4 094 680
Exercés/attribués au cours de l'exercice	8 418 138	6	(7 911 241)	(7 296 344)		—	7	0
Moins : confisqués dans l'année	(7 911 241)	(7 296 344)	(379 358)	(74 768)	0,86	1,28	(4 106 743)	(4 087 129)
Moins : échus dans l'année	(1 426 764)	(955 039)	(134 008)	(208 039)	0,85	0,88	(6 056)	(6 856)
Moins : échus dans l'année	(1 426 764)	(955 039)	(2 760)	(4 570)	1,16	1,40	(6 056)	(6 856)
Encours en fin d'exercice	18 797 369	19 558 688	979 473	1 404 488	0,88	0,86	123 642	129 457
Dont exerçables :	—	—	295 562	27 539	0,85	1,17	62 205	60 400

Notes

a Options/primes attribuées sur les actions Barclays PLC.

b Le prix d'exercice moyen pondéré ne s'applique pas aux primes PVA et PVDA car il ne s'agit pas de plans de souscription d'actions.

c Le prix d'exercice moyen pondéré pour les encours en début d'exercice inclut les transferts au cours de l'exercice.

d Primes des collaborateurs transférés entre la Banque et le reste du Groupe Barclays OLC.

Les primes et options accordées aux collaborateurs aux anciens collaborateurs de la Banque dans le cadre des plans d'actions du Groupe Barclays peuvent être satisfaites au moyen d'actions nouvelles, d'actions propres et d'achats d'actions du marché de Barclays PLC. Les attributions accordées aux employés et aux anciens employés de la Banque en vertu du PVDA ne peuvent être satisfaites que par des actions de marché de Barclays PLC.

Au cours des exercices 2023 et 2022, il n'y a pas eu de modification significative des accords de paiement fondés sur des actions.

Au 31 décembre 2023, le passif total découlant des paiements basés sur des actions réglés en espèces s'élevait à 0,02 M€ (2022 : néant).

31. Pensions et avantages postérieurs au départ à la retraite

Comptabilisation des engagements de retraite et avantages postérieurs à la retraite

La Banque gère un certain nombre de plans de retraite et de régimes de prestations postérieurs à l'emploi.

Régimes à cotisations définies : la Banque inscrit les cotisations dues au titre de l'exercice comptable au compte de résultat. Toute cotisation impayée à la date de clôture est inscrite au passif.

Régimes à prestations définies : la Banque comptabilise ses obligations envers les membres de chaque régime à la fin de la période, minorées de la juste valeur des actifs du régime après application du test de plafond des actifs.

Les obligations de chaque régime sont calculées selon la méthode des unités de crédit projetées. Les actifs du régime sont comptabilisés à leur juste valeur à la fin de la période.

Les variations des passifs ou des actifs (réévaluations) des régimes de retraite qui ne résultent pas du coût régulier des retraites, des intérêts nets sur les passifs ou actifs nets à prestations définies, des coûts des services passés, des règlements ou des cotisations au régime, sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les réévaluations comprennent les ajustements liés à l'expérience (différences entre les hypothèses actuarielles antérieures et ce qui s'est réellement produit), les effets des changements d'hypothèses actuarielles, le rendement des actifs du régime (à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts sur les actifs) et toute modification de l'effet des restrictions liées au plafond d'actifs (hors montants inclus dans les intérêts sur les restrictions). Les risques encourus par la Banque au titre des prestations de retraite sont typiques des régimes de retraite basés sur le dernier salaire : rendements des investissements inférieurs aux attentes, inflation supérieure aux attentes et allongement de l'espérance de vie des retraités.

Les estimations comptables

Quatre hypothèses ont une incidence sur le passif net au titre des prestations définies. Il s'agit du taux d'actualisation, du taux d'inflation, du taux d'augmentation des retraites et de la mortalité. Celles-ci sont détaillées aux pages 201 à 202.

La Banque gère un régime de retraite à prestations définies par capitalisation en Irlande (le Plan irlandais de retraite et d'assurance-vie de Barclays Bank) qui a été fermé aux nouvelles adhésions le 31 mai 2013.

La dernière valorisation triennale a été réalisée au 31 décembre 2020. La juste valeur des actifs représentait 96 % de la valeur des prestations accumulées. La Banque a accepté de payer 0,5 million d'euros par an sur 5 ans de 2021 à 2025. La prochaine valorisation triennale sera réalisée en 2024 (au 31 décembre 2023). L'actuaire a confirmé que le Régime satisfaisait à la Norme de financement minimale (NFM) de l'Autorité irlandaise des retraites au 31 décembre 2023.

Outre ce qui précède, la Banque a des engagements de retraite à prestations définies liés à des régimes non significatifs opérant en France, en Allemagne et au Portugal.

Les prestations fournies, l'approche de financement et la base juridique des régimes reflètent l'environnement local.

Les tableaux suivants indiquent les montants comptabilisés au compte de résultat ainsi qu'une analyse des engagements de prestations et des actifs des régimes pour tous les régimes à prestations définies de la Banque. La position nette fait l'objet d'un rapprochement avec les actifs et passifs comptabilisés au bilan. Les tableaux incluent les prestations financées et non financées après la retraite.

Charge enregistrée au compte de résultat		
	2023 M€	2022 M€
Coût des intérêts sur l'obligation de prestations définies (« OPD »)	2	(1)
Produits d'intérêts sur actifs	(2)	(1)
Coût/(produit) financier net sur le passif net au titre des prestations définies^a	—	(2)
Coût des services rendus	1	1
Total du coût des services	1	1
Charges de retraite	1	(1)

Note

a La charge enregistrée au compte de résultat est insignifiante ; par conséquent, elle est indiquée comme « nulle » mais arrondie au million le plus proche.

Les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global sont les suivants :

Etat des autres éléments du résultat global		
	2023	2022
	M€	M€
(Plus-value)/moins-value actuarielle - expérience	1	3
(Plus-values)/moins-values actuarielles - financières	4	(27)
(Plus-value)/moins-value actuarielle survenue au cours de la période	5	(24)
Rendement des actifs du régime (plus élevé)/moins élevé que le taux d'actualisation	(4)	12
Effets de la réévaluation comptabilisés en capitaux propres	1	(12)

Note

Dans le cadre de l'analyse des déclarations externes, il a été évoqué que la déclaration des chiffres par région n'était pas requise compte tenu de l'importance relative et afin de mettre les déclarations en cohérence avec les communications du Groupe.

Le tableau suivant présente la position au bilan :

Bilan		
	2023	2022
	M€	M€
Valeur actuelle des passifs financés	(49)	(45)
Valeur actuelle des passifs non financés	(10)	(12)
Valeur actuelle du total des passifs	(59)	(57)
Juste valeur des actifs du régime	52	49
Actif/(passif) des prestations de retraite	(7)	(8)

Rapprochement actif/passif au titre des régimes à prestations définies		
	2023	2022
	M€	M€
Actif/(passif) net au titre des prestations définies au début de la période	(8)	(21)
Coût des services rendus	(1)	1
Coût des intérêts sur les OPD	(2)	1
Produits d'intérêts sur actifs	2	1
Plus-value/(moins-value) de réévaluation comptabilisée en autres éléments du résultat global	(1)	12
Cotisations patronales	2	—
Règlement	—	2
Autres mouvements	1	(4)
Actif/(passif) net au titre des prestations définies à la fin de la période	(7)	(8)

Evolution des actifs du régime		
	2023	2022
	M€	M€
Actifs du régime au début de la période	49	61
Produits d'intérêts sur actifs de couverture	2	1
Rendement des actifs du régime (plus élevé)/moins élevé que le taux d'actualisation	4	(12)
Prestations versées - sur actifs de couverture	(5)	(1)
Cotisations patronales versées	2	—
Actifs du régime à la fin de la période	52	49

Variation des passifs du régime		
	2023	2022
	M€	M€
Passifs du régime au début de la période	(57)	(82)
Coût des services rendus	(1)	1
Coût des intérêts sur les OPD	(2)	1
Plus-value/(moins-value) actuarielle - expérience	(1)	(3)
Plus-value/(moins-value) actuarielle - financière	(4)	27
Prestations versées - sur actifs de couverture	5	1
Prestations payées - directement par la Banque	—	2
Autres mouvements	1	(4)
Passifs du régime à la fin de la période	(59)	(57)

La durée moyenne pondérée des paiements des prestations prise en compte dans l'obligation au titre des prestations définies pour l'Irlande est de 20 ans.

Lorsque les actifs d'un régime dépassent ses passifs, un actif est comptabilisé dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur actualisée des suspensions de cotisations futures ou des remboursements de cotisations (le plafond d'actifs). Dans le cas de l'Irlande, le plafond d'actifs n'est pas appliqué car, dans certaines circonstances spécifiques comme la liquidation, la Banque s'attend à pouvoir recouvrer tout excédent. De même, aucun passif n'est comptabilisé au titre des exigences de financement minimales futures. En substance, le fiduciaire n'a pas le droit d'augmenter les prestations ni de liquider le régime sauf en cas de dissolution du Groupe ou de cessation des cotisations par le Groupe. L'application d'un plafond d'actifs aux autres régimes et la comptabilisation de passifs supplémentaires au titre des exigences de financement minimales futures sont examinées pour chaque régime individuel.

Analyse des actifs du régime

Une stratégie d'investissement à long terme a été définie pour le régime irlandais avec une allocation d'actifs composée d'actions, d'obligations, d'immobilier, de fonds d'investissement mixtes et d'autres actifs. Elle tient compte du fait que différentes classes d'actifs sont susceptibles de générer des performances différentes et que certaines classes d'actifs peuvent s'avérer plus volatiles que d'autres. La stratégie d'investissement à long terme vise à s'assurer, entre autres, que les investissements sont suffisamment diversifiés et que le niveau global de risque d'investissement est acceptable.

Les facteurs ESG sont pris en compte dans la détermination de la politique d'investissement du régime irlandais. En particulier, le fonds actions est conçu pour générer des performances boursières avec une exposition accrue aux entreprises plus durables et un meilleur alignement sur la transition vers une économie à faibles émissions.

La valeur des classes d'actifs et leur pourcentage dans le total des actifs sont indiqués ci-dessous :

Analyse des actifs du régime				
	2023		2022	
		% de la juste valeur totale des actifs du régime		% de la juste valeur totale des actifs du régime
	Valeur ^a M€	%	Valeur ^a M€	%
Capitaux propres	14	27 %	20	40 %
Obligations	25	48 %	18	36 %
Immeuble	2	4 %	2	4 %
Fonds d'investissement mixtes ^b	10	19 %	9	19 %
Autres	1	2 %	—	1 %
Juste valeur des actifs du régime	52	100 %	49	100 %

Notes

a Tous les actifs du tableau ci-dessus sont des actifs cotés.

b Le fonds Diversified Growth Fund B d'Irlande est inclus dans la catégorie Fonds d'investissement mixtes.

Hypothèses

L'évaluation actuarielle de l'obligation des régimes dépend d'une série d'hypothèses. Vous trouverez ci-dessous un résumé des principales hypothèses financières et démographiques adoptées pour les régimes significatifs à prestations définies en Irlande.

Irlande

Principales hypothèses financières	2023 % par an	2022 % par an
Taux d'actualisation	3,10 %	3,60 %
Taux d'inflation (« CPI »)	2,25 %	2,25 %
Taux d'augmentation pour les caisses de retraite	2,25 %	2,25 %

Les hypothèses relatives à la mortalité future sont établies sur la base de conseils tirés de statistiques et d'expériences publiées. Les hypothèses relatives à la mortalité sont fondées sur les tables de mortalité standard et l'espérance de vie, comme indiqué ci-dessous :

Espérance de vie supposée	2023	2022
Espérance de vie à 60 ans pour les retraités actuels (en années)		
- Hommes	26,9	26,7
- Femmes	29,4	29,2

Espérance de vie à 60 ans pour les futurs retraités âgés de 40 ans		
- Hommes	29,2	29,1
- Femmes	31,4	31,3

Analyse de sensibilité sur les hypothèses actuarielles

Afin d'illustrer la sensibilité des résultats à l'évolution des principales hypothèses financières, le tableau suivant met en évidence l'impact d'une évolution de chacune des principales hypothèses financières sur le régime matériel (Irlande). L'analyse de sensibilité a été calculée en évaluant les passifs à l'aide des hypothèses modifiées présentées dans le tableau ci-dessous et en conservant les hypothèses du tableau ci-dessus pour le reste, sauf en ce qui concerne la sensibilité à l'inflation, pour laquelle les autres hypothèses qui dépendent de l'inflation supposée ont également été modifiées en conséquence. La valeur indiquée représente l'écart entre le montant du passif recalculé et celui indiqué dans le tableau de rapprochement bilanciel ci-dessus

La sélection de ces variations pour illustrer la sensibilité de l'obligation au titre des prestations définies aux hypothèses clés ne doit pas être interprétée comme exprimant un point de vue spécifique de la Banque sur la probabilité de telles variations.

Modification des principales hypothèses (Régime de retraite irlandais)		
	2023	2022
	(Diminution)/ Augmentation des obligations de prestations définies M€	(Diminution)/ Augmentation des obligations de prestations définies M€
Taux d'actualisation		
Hausse de 0,50 % p.a.	(4)	(4)
Inflation présumée		
Hausse de 0,50 % p.a.	5	5

Cotisations patronales attendues

Les cotisations attendues de la Banque au Régime de retraite irlandais et d'assurance vie de Barclays Bank au titre des prestations définies en 2024 s'élèvent à 0,5 M€. En outre, les cotisations attendues au Régime irlandais à cotisations définies en 2024 sont de 3 M€. La prochaine évaluation triennale devrait être réalisée au 31 décembre 2023, ce qui permettra d'évaluer la position de financement à long terme et éventuellement d'exiger des cotisations supplémentaires au-delà de 2025.

32. Entités structurées

Une entité structurée est une entité dans laquelle le droit de vote ou les droits similaires ne constituent pas le facteur dominant pour décider qui contrôle l'entité, par exemple, lorsque les droits de vote concernent uniquement les tâches administratives et que les activités concernées sont régies par des accords contractuels. Les entités structurées sont généralement créées pour atteindre un objectif étroit et bien défini, avec des restrictions quant à leurs activités courantes.

En fonction du pouvoir de la Banque sur les activités de l'entité ainsi que de l'exposition et de la capacité de cette dernière à influencer sur ses propres rendements, elle peut consolider l'entité. Dans d'autres cas, elle peut sponsoriser ou avoir une exposition à cette entité sans la consolider.

Entités structurées non consolidées

Le terme « entités structurées non consolidées » désigne les entités structurées non consolidées par Barclays, qui sont établies par un tiers. Une participation dans une entité structurée s'entend de toute forme d'implication contractuelle ou non contractuelle qui provoque une variabilité des rendements découlant de la performance de l'entité pour la Banque. Les participations en question comprennent la détention de titres de créance ou de capitaux propres, les produits dérivés qui transfèrent des risques financiers de l'entité à la Banque, les prêts, les engagements de prêt, les garanties financières et les conventions de gestion des investissements.

La Banque conclut des opérations avec des entités structurées non consolidées dans le cadre normal de ses activités afin de faciliter les transactions avec les clients, les services de gestion des risques et les opportunités d'investissement spécifiques. Cela se fait principalement au sein de la ligne métier BFI. Les entités structurées peuvent prendre la forme de fonds, de trusts, de véhicules de titrisation et de sociétés d'investissement privées. Les principales opérations pour Barclays comprennent des prêts et produits dérivés avec des structures de fonds de couverture et des entités ad hoc ainsi que des billets émis par des véhicules de titrisation.

La nature et l'étendue des participations de la Banque dans des entités structurées sont résumées ci-dessous :

Synthèse des intérêts dans les entités structurées non consolidées

	Financemen t garanti M€	Intérêts négociés à court terme M€	Instruments dérivés négociés M€	Autres intérêts M€	Total M€
Au 31 décembre 2023					
Actifs					
Actifs du portefeuille de négociation	—	14	—	—	14
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	182	—	—	33	215
Instruments financiers dérivés	—	—	272	—	272
Prêts et avances au coût amorti	—	—	—	607	607
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	—	—	37	37
Autres actifs	—	—	—	1	1
Actif total	182	14	272	678	1 146
Passif	—	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés	—	—	266	—	266
Au 31 décembre 2022					
Actifs					
Actifs du portefeuille de négociation	—	70	—	—	70
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	544	—	—	11	555
Instruments financiers dérivés	—	—	313	—	313
Prêts et avances au coût amorti	—	—	—	365	365
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	—	—	92	92
Autres actifs	—	—	—	—	—
Actif total	544	70	313	468	1 395
Passif	—	—	—	—	—
Instruments financiers dérivés	—	—	329	—	329

Les financements garantis, les intérêts négociés à court terme et les dérivés négociés sont généralement gérés dans le cadre des politiques de gestion du risque de marché décrites dans la rubrique Gestion du risque de marché, qui inclut une indication de l'évolution des mesures de risque par rapport à l'exercice écoulé. Ainsi, le total des actifs de ces entités n'est pas considéré comme significatif aux fins de la compréhension des risques associés et n'a donc pas été présenté. Les autres intérêts comprennent les prêts dans le cadre desquels les intérêts sont déterminés par la demande normale des clients. Au 31 décembre 2023, Barclays a conclu des opérations avec environ 114 (2022 : 168) entités structurées

Financement garanti

Lorsque la contrepartie à l'accord est une entité structurée, la Banque conclut systématiquement des contrats de prise en pension, des emprunts d'actions et des accords similaires à des conditions commerciales normales. En raison de la nature de ces accords, qui impliquent notamment la constitution de sûretés et les appels de marge continus, la Banque est en mesure de gérer son exposition variable à la performance de la contrepartie de l'entité structurée. Les contreparties incluses dans les financements sécurisés comprennent les structures limitées de fonds de couverture, les sociétés d'investissement, les fonds et les entités ad hoc.

Intérêts négociés à court terme

Dans le cadre de ses activités de tenue de marché, la Banque achète et vend des participations dans des véhicules structurés, principalement des titres de créance émis par des véhicules de titrisation d'actifs. Ces participations sont généralement détenues individuellement ou dans le cadre d'un portefeuille plus important pendant une durée maximale de 90 jours. Dans de telles situations, la Banque n'entretient généralement aucune relation avec l'entité structurée en dehors de la détention des titres dans le cadre des activités de négociation et son risque de perte maximal est limité à la valeur comptable de l'actif.

Instruments dérivés négociés

La Banque conclut divers contrats dérivés avec des entités structurées qui réfèrent entre autres les variables de risque de marché telles que les taux d'intérêt, les taux de change et les indices de crédit. Les principaux types de produits dérivés qui sont considérés comme des participations dans des entités structurées comprennent les swaps de défaut de crédit fondés sur des indices et des entités, les swaps de solde garantis, les swaps de rendement total, les swaps de matières premières et les swaps d'actions. Les contrats d'échange de taux d'intérêt, les dérivés de change qui ne sont pas complexes et qui exposent la Banque à un risque de crédit non significatif du fait de leur séniorité dans l'intervalle de paiement d'une titrisation et les produits dérivés jugés comme faisant courir un risque ou une variabilité à une entité structurée ne sont pas considérés comme une participation dans une entité et ont été exclus des déclarations.

Une description des types de dérivés et des pratiques de gestion des risques est détaillée dans la note annexe 13. Le risque de perte peut être atténué par les exigences d'appels de marge ainsi que par le droit aux flux de trésorerie de l'entité structurée de rang supérieur dans la cascade des paiements. Ces exigences d'appel de marge sont conformes aux pratiques du marché pour de nombreux contrats dérivés ainsi qu'aux politiques de crédit habituelles de la Banque.

Les opérations sur produits dérivés exigent de la contrepartie qu'elle fournisse des garanties en espèces ou d'autres sûretés en vertu d'accords de marge afin d'atténuer le risque de crédit de la contrepartie. La Banque est principalement exposée au risque de règlement de ces dérivés, qui est atténué par le biais d'appels de marge quotidiens. Le montant notionnel total des contrats s'élève à 6 761 M€ (2022 : 8 314 M€).

A l'exception des CDS pour lesquels l'exposition maximale à la perte est le montant notionnel du swap, il n'est pas possible d'estimer l'exposition maximale à la perte relative aux positions dérivées car la juste valeur des dérivés est sujette à des variations des taux d'intérêt, des taux de change et des indices de crédit du marché qui, par leur nature même, donnent lieu à une incertitude. En outre, les pertes de la Banque seraient soumises à des mesures d'atténuation en vertu de ses politiques en matière de risque de marché négocié et de risque de crédit, qui imposent à la contrepartie de fournir des garanties en espèces ou d'autres actifs dans la plupart des cas.

Autres participations dans des entités structurées non consolidées

Les participations de la Banque dans des entités structurées non détenues dans le cadre d'activités de négociation à court terme sont présentées ci-après, résumées en fonction de la nature des participations et limitées à des catégories significatives, sur la base de l'exposition maximale à la perte.

Nature des participations			
	Crédits M€	Divers M€	Total^a M€
Au 31 décembre 2023			
Actifs			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3	30	33
Prêts et avances au coût amorti	607	—	607
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	37	37
Autres actifs	1	—	1
Total des expositions au bilan	611	67	678
Total des montants notionnels hors bilan	616	—	616
Exposition maximale aux pertes	1 227	67	1 294
Total des actifs de l'entité	10 484	1 094	11 587
Au 31 décembre 2022			
Actifs			
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	—	11	11
Prêts et avances au coût amorti	365	—	365
Dettes représentées par un titre au coût amorti	—	92	92
Autres actifs	—	—	—
Total des expositions au bilan	365	103	468
Total des montants notionnels hors bilan	569	—	569
Exposition maximale aux pertes	934	103	1 037
Total des actifs de l'entité	8 650	1 240	9 890

Note

a Aucune des entités structurées détenues par Barclays Bank Ireland plc n'a pas été consolidée en vertu de la norme IFRS 10 Etats financiers consolidés.

Exposition maximale aux pertes

Sauf indication contraire ci-dessous, l'exposition maximale aux pertes de la Banque est le total de ses positions au bilan et de ses positions hors bilan, à savoir ses engagements de prêt et garanties financières. L'exposition aux pertes est atténuée par les sûretés, les garanties financières, la disponibilité des compensations et la protection du crédit détenues.

Crédits

Le portefeuille comprend les prêts accordés par la Banque à des entités structurées non consolidées dans le cadre normal de ses activités de prêt pour générer des revenus sous forme d'intérêts et de commissions de prêt, et comprend les prêts à des entités structurées qui sont généralement garantis par des biens, des équipements ou d'autres actifs. Tous les prêts font l'objet d'un processus de validation du crédit de la Banque. Les accords de garantie sont propres aux circonstances de chaque prêt, et des garanties et sûretés supplémentaires sont demandées au sponsor de l'entité structurée pour certains accords. Au cours de la période, la Banque a subi une dépréciation non significative de ces crédits.

Autres

Il s'agit des participations dans des titres de créance émis par des organismes de titrisation.

Actifs transférés vers des entités structurées non consolidées sponsorisées

BBI est considérée comme sponsor d'une autre entité si elle a joué un rôle clé dans l'établissement de cette entité, si elle a transféré des actifs à l'entité, si le nom Barclays apparaît dans le nom de l'entité ou si elle fournit des garanties d'exécution pour l'entité. Au 31 décembre 2023, aucun actif n'a été transféré vers des entités structurées non consolidées sponsorisées.

33. Analyse de l'évolution des financements au cours de l'exercice

Le tableau ci-dessous propose un rapprochement entre les mouvements des passifs et les flux de trésorerie résultant des activités de financement.

	Passif				Capitaux propres			Total
	Dettes subordonnées M€	Dettes locatives ^a M€	Capital social appelé M€	Prime d'émission M€	Autres capitaux propres M€	Autres réserves M€	Résultats non distribués M€	
Solde au 1^{er} janvier 2023	4 679	81	899	2 973	805	(271)	2 109	11 275
Produit de l'émission de dettes subordonnées	275							275
Loyers payés		(16)						(16)
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres					(74)			(74)
Remboursement de dettes subordonnées	(125)							(125)
Emission d'actions ordinaires				150				150
Total des variations des flux de trésorerie de financement	150	(16)	—	150	(74)	—	—	210
Autres variations								
Charges d'intérêts	246	5						251
Intérêts versés	(242)							(242)
Modifications et autres variations		17						17
Autres variations liées au total du passif	4	22	—	—	—	—	—	26
Autres variations liées au total des capitaux propres					74	133	166	373
Solde au 31 décembre 2023	4 833	87	899	3 123	805	(138)	2 257	11 884
Solde au 1^{er} janvier 2022	3 171	58	899	2 348	805	(196)	2 043	9 128
Produit de l'émission de dettes subordonnées	1 500	—	—	—	—	—	—	1 500
Loyers payés	—	(16)	—	—	—	—	—	(16)
Autres coupons versés sur instruments de capitaux propres	—	—	—	—	(48)	—	—	(48)
Remboursement de dettes subordonnées	—	—	—	—	—	—	—	—
Emission d'actions ordinaires	—	—	—	625	—	—	—	625
Emission supplémentaire Tier 1	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des variations des flux de trésorerie de financement	1 500	(16)	—	625	(48)	—	—	2 061
Autres variations								
Charges d'intérêts	65	2	—	—	—	—	—	67
Intérêts versés	(57)	—	—	—	—	—	—	(57)
Modifications et autres variations		37	—	—	—	—	—	37
Autres variations liées au total du passif	8	39	—	—	—	—	—	47
Autres variations liées au total des capitaux propres	—	—	—	—	48	(75)	66	39
Solde Au 31 décembre 2022	4 679	81	899	2 973	805	(271)	2 109	11 275

Note

a Voir la note annexe 18 (Baux) pour de plus amples renseignements.

34. Actifs remis en garantie, actifs reçus en garantie et actifs transférés

Les actifs sont nantis ou transférés en garantie dans le cadre d'opérations de pension, de titrisations, de prêts de titres ou de dépôts de garantie relatives à des produits dérivés. Les actifs transférés sont des actifs non monétaires transférés à un tiers qui ne sont pas éligibles à la décomptabilisation du bilan de la Banque, par exemple parce que la Banque conserve la quasi-totalité de l'exposition à ces actifs en vertu d'un contrat de rachat à une date ultérieure pour un prix fixe.

Lorsque des actifs non monétaires sont nantis ou transférés en garantie des espèces reçues, l'actif continue d'être comptabilisé en totalité et un passif connexe est également comptabilisé au bilan. Lorsque des actifs autres que des espèces sont nantis ou transférés en garantie dans le cadre d'un échange d'actifs autres que des liquidités, l'actif transféré continue d'être comptabilisé en totalité et il n'y a pas de passif associé dans la mesure où la garantie autre qu'en espèces reçue n'est pas comptabilisée au bilan. La Banque n'est pas en mesure d'utiliser, de vendre ou de nantir les actifs transférés pendant la durée de l'opération et reste exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de crédit sur ces actifs nantis. Sauf indication contraire, le recours de la contrepartie ne se limite pas aux actifs transférés.

Les opérations garanties, telles que les prêts et emprunts de titres, les opérations de mise en pension et les opérations sur produits dérivés, sont effectuées conformément aux conditions standard habituelles sur le marché.

Le tableau suivant récapitule la nature et la valeur comptable des actifs donnés en garantie de ces passifs :

	2023	2022
	M€	M€
Garanties en espèces et soldes de règlement	11 759	10 303
Actifs du portefeuille de négociation	14 458	5 811
Prêts et avances au coût amorti	923	2 040
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	351	1 127
Actifs donnés en garantie	27 491	19 281

Le tableau suivant récapitule les actifs financiers transférés et les passifs associés. Les actifs transférés représentent la valeur comptable brute des actifs nantis et les passifs associés représentent la valeur au bilan IFRS du passif associé inscrit au bilan.

	Actif transféré 2023 M€	Passif associé 2023 M€	Actif transféré 2022 M€	Passif associé 2022 M€
Instruments financiers dérivés	12 313	12 313	10 737	10 737
Contrats de rachat	14 151	6 067	8 006	2 293
Autres	1 027	89	538	—
	27 491	18 469	19 281	13 030

Pour les opérations de prise en pension, la différence entre les actifs transférés et les passifs associés est principalement due à la compensation IFRS. Il n'existe aucun accord dans le cadre duquel le recours d'une contrepartie est limité aux seuls actifs transférés.

Sûretés détenues en garantie d'actifs

Dans le cadre de certaines opérations, y compris les prises en pension et les opérations d'emprunt de titres, la Banque est autorisée à revendre ou à redonner en garantie les sûretés détenues.

La juste valeur à la date de clôture des sûretés acceptées et redonnées en garantie à d'autres parties était la suivante :

	2023 M€	2022 M€
Juste valeur des titres acceptés en garantie	101 570	73 811
Dont juste valeur des titres redonnés en garantie/transférés à d'autres parties	78 738	50 807

35. Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires

Les mises en pension et autres emprunts garantis similaires d'un montant de 1 561 M€ au 31 décembre 2023 (31 décembre 2022 : 2 964 M€) comprennent 564 M€ (31 décembre 2022 : 1 526 M€) relatifs à des emprunts garantis dans le cadre de la troisième série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (« TLTRO III ») de la BCE. Au cours de l'année 2023, Barclays a remboursé deux tirages de TLTRO III (500 M€ en juin, 500 M€ en septembre) à mesure que les opérations arrivaient à échéance. Jusqu'en 2023, aucune autre modification des conditions des TLTRO III n'a nécessité la comptabilisation d'ajustements des revenus, et le coût actuel des TLTRO III depuis novembre 2022 a, de fait, été indexé sur le taux de dépôt de la BCE. Par conséquent, le coût de financement a augmenté parallèlement aux hausses des taux de dépôt de la BCE jusqu'en 2023.

En octobre 2022, la BCE a modifié les modalités des TLTRO III de sorte qu'à compter du 23 novembre 2022, le taux des TLTRO III applicable à la Banque est le taux moyen de dépôt entre le 23 novembre 2022 et l'échéance des TLTRO III. Ce changement a pour effet d'augmenter le taux en vigueur sur les TLTRO III et, par conséquent, la Banque a comptabilisé, conformément à la norme IFRS 9, des ajustements de résultat au S2 2022 de 15 M€ afin de refléter l'impact du changement de conditions sur la durée de vie des TLTRO III.

La Banque continue de comptabiliser au TIE d'origine ajusté des hausses du taux de dépôt de la BCE tout au long de l'année. Les charges d'intérêts comprennent 25 M€ comptabilisés au passif TLTRO III (31 décembre 2022 : perte de 15 M€ au sein des produits d'intérêts).

Les TLTRO III étant émis par la BCE, la Banque ne considère pas le financement TLTRO III comme une subvention publique.

36. Entités consolidées

La Banque a évalué ses relations avec les entités structurées conformément aux définitions et directives figurant dans les normes :

- IFRS 10 Etats financiers consolidés ;

- IFRS 11 Accords conjoints ;
- IAS 28 Participations dans des entreprises associées et coentreprises, et
- IFRS 12 Informations à fournir sur les participations détenues dans d'autres entités.

La Banque consolide une entité structurée si elle contrôle l'entité dans lequel elle investit. Dans le cadre de la norme IFRS 10, cela se produit lorsque la Banque est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de sa participation dans l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements grâce au pouvoir qu'elle exerce sur l'entité. La Banque considère généralement qu'elle exerce un contrôle sur les véhicules de titrisation dont l'objectif est de titriser les prêts et avances aux clients afin de fournir à la Banque des garanties pour les activités de financement (voir la note 34).

La Banque consolide une entité structurée dont l'objet est l'acquisition de prêts et autres actifs financiers. La liste de ces structures, le pays de constitution et la nature de l'activité sont présentés ci-dessous. Les informations sont fournies au 31 décembre 2023.

Nom de la Société	Siège social	% de la valeur nominale détenue	Principal établissement ou lieu de constitution	Nature de l'activité
Alstertal Consumer Finance 2021-1 DAC	3rd Floor, Fleming Court, Fleming's Place, Dublin 4, Irlande	—	Irlande	Véhicule ad hoc

La Banque a trois filiales, Barclays Europe Nominees DAC, Barclays Europe Firm Nominees DAC et Barclays Europe Client Nominees DAC, dont le siège social est situé One Molesworth Street, Dublin 2, D02 RF29, Irlande. Dans chaque cas, la Banque détient 100 % des actions ordinaires de la filiale, et la filiale agit en qualité de société prête-nom et, en tant que telle, détient des actions.

Restrictions importantes

La Banque n'est pas confrontée à des restrictions significatives quant à sa capacité à accéder à ses actifs, à utiliser ses actifs ou à rembourser les passifs des entités consolidées.

37. Opérations avec les parties liées et rémunération des administrateurs

Opérations entre apparentés

Les parties sont considérées comme liées si une partie a la capacité de contrôler l'autre partie ou d'exercer une influence notable sur l'autre partie dans le cadre de la prise de décisions financières ou opérationnelles, ou si une autre partie contrôle les deux parties en question.

Société mère

La société mère est BB PLC, qui détient 100 % (31 décembre 2022 : 100 %) des actions ordinaires émises de la Banque et 100 % (31 décembre 2022 : 100 %) des titres AT1 émis par la Banque. La société mère ultime de la Banque est B PLC.

Autres filiales

Les opérations entre la Banque et d'autres filiales de la société mère répondent également à la définition des transactions entre parties liées.

Les montants inclus dans les états financiers de la Banque, au total et par catégorie d'entité liée, sont les suivants :

	Société mère M€	Autres filiales M€	Fonds de pension M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 et à cette date			
Total des revenus	(111)	38	—
Charges d'exploitation	(14)	(422)	(1)
Actif total	10 176	2 421	—
Passif total	21 729	2 772	—
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 et à cette date			
Total des revenus	371	13	—
Charges d'exploitation	(5)	(371)	(1)
Actif total	8 504	4 427	3
Passif total	16 960	5 320	—

Le total des produits de la société mère et des filiales associées supérieur à une charge de 73 M€ (2022 : produit de 384 M€) comprend des commissions nettes de 565 M€ (2022 : 501 M€) compensées par des charges nettes d'intérêts de 232 M€ (2022 : 66 M€) et des charges nettes de négociation de 406 M€ (2022 : 51 M€). Des informations complémentaires sur les commissions nettes sont disponibles à la note annexe 4.

Les charges d'exploitation à verser aux autres filiales supérieures à 422 M€ (2022 : 371 M€) reflètent principalement le coût des services fournis par Barclays Execution Services Limited, la société de services à l'échelle du Groupe Barclays. Sur 422 M€, 342 M€ sont liés aux activités poursuivies et 80 M€ aux activités abandonnées. Veuillez consulter la note annexe 39 à la page 210.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, la Banque a émis 100 (2022 : 100) actions ordinaires de 1 euro chacune à sa société mère, pour une prime de 150 M€ (2022 : 625 M€).

La Banque a versé 74 M€ de coupons (2022 : 48 M€) à sa société mère au cours de l'année sur les titres AT1.

Au 31 décembre 2023, la Banque dispose de garanties financières garanties par sa société mère pour un montant total de 10 151 M€ (2022 : 10 876 M€).

Le total de l'actif et du passif avec la société mère et les filiales apparentées comprend :

Au 31 décembre	2023 M€	2022 M€
Garanties en espèces et soldes de règlement	1 606	5 247
Prêts et avances au coût amorti	953	801
Prises en pension et autres prêts garantis similaires	2 064	1 764
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	7 449	4 284
Instruments financiers dérivés	384	473
Autres actifs ^a	141	362
Total des actifs avec les sociétés mères et les filiales	12 597	12 931
Dépôts au coût amorti	822	2 477
Garanties en espèces et soldes de règlement	1 253	4 970
Opérations de pension et autres emprunts garantis similaires	998	1 437
Titres de créance en circulation	1 500	1 500
Dettes subordonnées	4 833	4 679
Passifs financiers à la juste valeur sur option	14 446	6 130
Instruments financiers dérivés	542	905
Autres passifs	107	182
Total des passifs avec les sociétés mères et les filiales	24 501	22 280

Note

a. Les autres actifs comprennent un montant nul (2022 : 119 M€) à recevoir de BB PLC en vertu d'un accord de sous-participation.

Les produits dérivés avec la société mère et ses filiales sont garantis par des liquidités et d'autres instruments financiers. Les prises en pension, les mises en pension et les actifs/passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont garantis sur des instruments financiers sous-jacents.

Principaux dirigeants

Le personnel de direction clé s'entend des personnes ayant le pouvoir et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Banque (directement ou indirectement) et comprend le Conseil d'administration et le Comité exécutif de la Banque.

Au 31 décembre	2023 M€	2022 M€
Prêts	0,9	1,0
Montant non tiré ou cartes de crédit et/ou facilités de découvert	0,6	0,6
Dépôts	0,7	1,0

Tous les prêts accordés aux principaux dirigeants (et aux personnes qui leur sont liées) ont été consentis dans le cours normal des affaires conformément à la Politique de la Banque relative aux prêts aux parties liées ; ils ont été accordés dans des conditions quasiment identiques, notamment du point de vue des taux d'intérêt et de sûretés, que celles qui étaient en vigueur au même moment pour des opérations comparables avec d'autres personnes ; et ils ne présentent pas de risque plus élevé qu'un risque normal de recouvrement ni d'autres caractéristiques défavorables.

Aucune provision pour dépréciation n'a été comptabilisée au titre des prêts accordés au personnel de direction clé (ou à toute personne liée).

Rémunération des principaux dirigeants

La rémunération totale attribuée au personnel de direction clé ci-dessous représente les primes attribuées, qui ont été approuvées par le CRCA dans le cadre des dernières décisions de rémunération. Les coûts comptabilisés au compte de résultat reflètent la charge comptable de l'exercice

incluse dans les charges d'exploitation. La différence entre les valeurs attribuées et la charge du compte de résultat comptabilisée concerne principalement la comptabilisation des coûts reportés au titre des attributions de l'exercice précédent. Les chiffres concernent la période durant laquelle les individus répondent à la définition des « principaux dirigeants ».

	2023 M€	2022 M€
Avantages à court terme	13,7	11,8
Avantages postérieurs à l'emploi	0,4	0,4
Palements basés sur les actions	3,0	3,2
Indemnités de fin de contrat de travail	—	1,0
Autres avantages à long terme	1,9	1,4
Rémunération totale des personnels de direction clés	19,0	17,8

Rémunération des administrateurs

	2023 M€	2022 M€
Emoluments au titre des services admissibles	3,5	3,6
Avantages dans le cadre de dispositifs d'intéressement à long terme	1,0	1,5
Rémunération totale des administrateurs	4,5	5,1

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2023, les administrateurs ont accumulé des prestations dans le cadre d'un régime à prestations définies ou à cotisations définies de 0,1 M€ (2022 : 0,1 M€).

38. Rémunération du commissaire aux comptes

La rémunération du commissaire aux comptes est incluse dans les frais administratifs et généraux et comprend :

	2023 M€	2022 M€
Audit des états financiers de la Banque	3,3	3,3
Autres services :		
Autres services d'assurance	0,6	0,8
Conseil fiscal	—	—
Services autres que l'audit	—	—
Rémunération totale des commissaires aux comptes³	3,9	4,1

Note

a Sur les commissions d'audit de 2023, 1,5 M€ de commissions d'audit légales (2022 : 1,5 M€) et 0,2 M€ (2022 : 0,3 M€) de frais de services autres que d'audit concernent des commissions versées à d'autres cabinets du réseau KPMG.

39. Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés, classés comme détenus en vue de la vente, passifs associés et activités abandonnées

Comptabilisation des actifs non courants destinés à être cédés, des passifs associés et des activités abandonnées

Les actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) sont classés comme détenus en vue de la vente lorsque leur valeur comptable doit être recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que d'une utilisation continue. Pour être classé comme détenu en vue de la vente, l'actif doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel uniquement aux conditions habituelles et usuelles, et la vente doit être hautement probable. Les actifs non courants (ou groupes destinés à être cédés) détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée du coût de la vente. Les actifs et passifs classés comme détenus en vue de la vente sont présentés séparément dans l'état de la situation financière.

Une composante d'une entité qui se distingue clairement du reste d'une entité tant sur le plan opérationnel qu'aux fins de l'information financière est présentée comme une activité abandonnée lorsqu'elle

- a été cédée ou classée comme détenue en vue de la vente ; et
- représente une ligne métier ou une zone géographique principale distincte, fait partie d'un plan unique et coordonné de cession d'une ligne métier ou d'une zone géographique principale distincte, ou est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Les activités abandonnées sont exclues du résultat des activités poursuivies et sont présentées, dans le compte de résultat, en un seul montant en tant que résultat après impôt des activités abandonnées.

Estimations et jugements comptables essentiels

La direction doit réaliser des estimations significatives pour déterminer si les critères de classement de l'IFRS 5 pour les actifs détenus en vue de la vente sont remplis, en particulier si la vente est hautement probable et devrait pouvoir être comptabilisée dans les ventes réalisées dans les 12 mois suivant le classement. Pour apprécier si les critères sont remplis, la direction doit tenir compte de son degré d'engagement vis-à-vis du plan de vente, de la probabilité d'obtenir les approbations réglementaires ou autres approbations externes souvent requises pour la vente d'opérations bancaires et du niveau d'engagement de l'acheteur à réaliser l'opération de vente dans les délais convenus.

De même, la direction doit faire preuve d'un jugement significatif dans l'application des exigences d'évaluation de la norme IFRS 5 car ces estimations se fondent sur l'anticipation d'événements futurs liés au processus de vente.

La Banque est actuellement engagée dans un processus de vente de son activité CBE (comprenant les cartes de crédit, les prêts personnels non garantis et les dépôts), actuellement au sein de DC&P. La vente devrait se concrétiser en 2024.

Le périmètre du groupe destiné à être cédé a été délimité conformément aux exigences de la norme IFRS 5, avec un actif au bilan de 4,5 Mds€ et un passif de 3,6 Mds€ présentés dans les Actifs inclus dans les groupes destinés à être cédés et dans les Passifs inclus dans les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente au 31 décembre 2023. Comme indiqué dans la note 15, la juste valeur des actifs et passifs inclus dans les groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente se rapproche de leur valeur comptable. A la date du reclassement, l'impact de la réévaluation estimé par la direction n'est pas significatif. Une analyse détaillée du groupe cédé et des activités abandonnées dans le compte de résultat de la Banque a été présentée dans la note annexe ci-dessous et séparément dans la Note annexe 2 Reporting sectoriel.

Au 31 décembre	2023 M€
Actifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	
Prêts et avances à la clientèle	4 444
Immobilisations incorporelles	17
Immobilisations corporelles	28
Autres actifs	25
Total des actifs classés comme détenus en vue de la vente	4 514
Passifs inclus dans des groupes destinés à être cédés classés comme détenus en vue de la vente	
Dépôts de la clientèle	3 548
Autres passifs	96
Provisions	5
Total des passifs classés comme détenus en vue de la vente	3 649
Actifs nets classés comme détenus en vue de la vente	865

Le groupe des actifs destinés à être cédés répond aux exigences de présentation en tant qu'activité abandonnée. Ainsi, les résultats, qui ont été présentés dans le bénéfice après impôt au titre de l'activité abandonnée au compte de résultat de la Banque, sont analysés dans le compte de résultat ci-dessous.

Compte de résultat - activités abandonnées		
	2023 M€	2022 M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre		
Produits d'intérêts	413	325
Charges d'intérêts	(51)	—
Produits nets d'intérêts	362	325
Produits de commissions	52	50
Charges de commissions	(23)	(20)
Commissions nettes	29	30
Total des revenus	391	355
Frais de personnel	(70)	(60)
Coûts d'infrastructure ^a	(78)	(37)
Frais d'administration et frais généraux ^b	(152)	(118)
Charges d'exploitation	(300)	(215)
Bénéfice avant dépréciation	91	140
Charge pour dépréciation de crédit	(21)	(134)
Résultat avant impôt	70	6
Imposition	(20)	(5)
Résultat après impôt des activités abandonnées	50	1

Ce résultat exclut l'affectation des charges de financement de 20 M€ (2022 : 21 M€) des opérations de trésorerie au sein de la Banque

Note

a Inclut les dépréciation des immobilisations incorporelles de 37 M€

b Les frais d'administration et frais généraux de 152 M€ (2022 : 118 M€) comprennent les charges à payer aux filiales de 80 M€ (2022 : 62 M€) qui reflètent principalement le coût des services fournis par Barclays Execution Services Limited, la société de services à l'échelle du Groupe Barclays.

Les flux de trésorerie affectés aux activités abandonnées sont les suivants :

	2023 M€	2022 M€
Pour l'exercice clos le 31 décembre		
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'exploitation	2 407	(272)
Flux nets de trésorerie provenant d'activités d'investissement	(9)	(1)
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	—	—
Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 398	(273)

Autres questions relatives à l'information

40. Evénements postérieurs à la clôture

La Banque n'a subi aucun événement important depuis la fin de l'exercice.

41. Approbation des états financiers

Le Conseil d'administration a arrêté les comptes au 14 mars 2024.

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible au siège de la succursale en France.